



2025

4 JUILLET

DÉLIBÉRATIONS | 06

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

Réunion de la Commission Permanente

Date de Publication : 10 juillet 2025

Commission Permanente du Conseil départemental

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 4 Juillet 2025
Horaire: 09:30

CANTAL ATTRACTIF

25CP06-1 - Convention d'accompagnement avec le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) dans le cadre des Villes et Villages Fleuris

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP06-2 - Investir dans les exploitations d'élevage - Cofinancement du dispositif 201 du Feader

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau récapitulatif

25CP06-3 - Favoriser l'emploi en agriculture - Subvention à la Fédération des Groupements d'Employeurs Agricoles et Ruraux du Cantal

ANNEXE - Délibération

25CP06-4 - Favoriser les circuits courts - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2 - Convention

25CP06-5 - Favoriser l'installation en agriculture - Subvention aux Jeunes Agriculteurs du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

25CP06-6 - Développer l'Agriculture Biologique - Subventions à la Chambre d'Agriculture et à l'Association BIO 15

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

25CP06-7 - Encourager l'agriculture en collectif - Subvention à l'Association Départementale d'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (ADASEA) du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

25CP06-8 - Convention de répartition des dépenses avec la Société ENEDIS relative au non respect des prescriptions d'implantation sur la route départementale n°6

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP06-9 - Route départementale N°22 - Avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour l'aménagement de la traverse du bourg de Méallet - Commune de Méallet

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

ANNEXE - Estimatif avenant N°1

ANNEXE - Plan purges nécessaires

25CP06-10 - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec la Commune d'Ydes pour l'aménagement d'un cheminement piéton le long de la route départementale n°922

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP06-11 - Transfert de domanialité d'une partie de l'ancien tracé de la RD n°53, "Chemin de la Capelotte" à la Commune de Sansac-de-Marmiesse

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Délibération Commune de Sansac de Marmiesse

ANNEXE - Plan

25CP06-12 - Transfert de domanialité d'une partie de la RD n°145, "Route des Grand Chênes" à la Commune de Sansac-de-Marmiesse

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Délibération Commune de Sansac de Marmiesse

ANNEXE - Plan

25CP06-13 - Transfert de domanialité d'une partie de la RD n°153, "Route des Bessades" à la Commune de Sansac-de-Marmiesse

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Délibération Commune de Sansac de Marmiesse

ANNEXE - Plan

25CP06-14 - Transfert de domanialité de l'ancienne RD n°458, "Route du Château d'eau" à la Commune de Sansac-de-Marmiesse

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Délibération Commune de Sansac de Marmiesse

ANNEXE - Plan

25CP06-15 - Aménagement de la Route Départementale n°21 - Commune de Massiac - Acquisition de terrains

ANNEXE - Délibération

25CP06-16 - Aménagement de la Route départementale n°21 - Commune de Saint-Saturnin - Acquisitions de terrains

ANNEXE - Délibération

25CP06-17 - Aménagement de la Route départementale n°21 - Commune de Saint-Saturnin - Acquisition d'un terrain

ANNEXE - Délibération

25CP06-18 - Aménagement de la Route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès - Acquisition d'un terrain

ANNEXE - Délibération

25CP06-19 - Désaffectation, déclassement et cession d'une partie de l'ancien bâtiment du Parc de Saint-Flour - Commune de Saint-Flour

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Plan

25CP06-20 - Désaffectation, déclassement et cession d'une parcelle au profit d'un tiers - Commune de Laveissière

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Compromis de vente

25CP06-21 - Cession de parcelles au profit d'un tiers sur la Commune de Vebret au lieu-dit Repastil suite à la construction du Centre Routier de l'Artense

ANNEXE - Délibération

25CP06-22 - Déclassement et échange de parcelles sur la Commune d'Ally suite à l'aménagement de la route départementale n°680

ANNEXE - Délibération

25CP06-23 - Échange de terrains sur la station du Lioran avec la SNC des Montagnes - Communes de Laveissière et Saint-Jacques-des-Blats

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Plan Saint-Jacques-des-Blats

ANNEXE - Plan cadastral section AA

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

25CP06-24 - Convention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) dans le cadre du dispositif "Conseiller numérique"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP06-25 - Attribution de subventions aux organismes et associations à caractère social

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attribution 1ère vague

25CP06-26 - Contrat Sport Cantal - Sport Santé : renouvellement de la convention triennale entre le Conseil départemental et le DAHLIR

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP06-27 - Contrat Sport Cantal - Soutien aux écoles de sport

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attribution

25CP06-28 - Conventions pluriannuelles pour l'utilisation par les collèges publics des installations sportives couvertes, des centres aquatiques d'Aurillac, Mauriac et Saint-Flour, et du stade d'athlétisme Marie-José PEREC à Aurillac - Années scolaires 2025-2026 et 2026-2027

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention installations sportives couvertes

ANNEXE - 2-Convention centre aquatique Aurillac

ANNEXE - 3-Convention centres aquatiques Mauriac et St-Flour

ANNEXE - 4-Convention mise à disposition stade d'athlétisme

25CP06-29 - Bourses départementales d'enseignement 2024-2025 : dernières attributions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Bourses collège

ANNEXE - 2-Bourses supérieur

25CP06-30 - Convention territoriale d'Education Artistique et Culturelle dans le territoire couvert par la Communauté de Communes du Pays de Mauriac - 2025-2028

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP06-31 - Soutien aux exploitations en difficulté - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Tableau prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

25CP06-32 - Transformer et valoriser les productions agricoles - Cofinancement du dispositif 302 du Feader

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau récapitulatif

25CP06-33 - Aide exceptionnelle pour soutenir l'investissement des élevages ovins touchés par la FCO8 en complément de l'aide régionale
- Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

25CP06-34 - Fonds Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays de Salers : suppression des eaux claires parasites du réseau de collecte des eaux usées de Salers

ANNEXE - Délibération

25CP06-35 - Fonds Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays de Salers : suppression des eaux claires parasites du réseau de collecte des eaux usées de Saint-Cernin

ANNEXE - Délibération

25CP06-36 - Fonds Cantal Animation Plus (FCA+) - Attribution d'aides

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

25CP06-37 - Fonds Cantal Animation - FCA

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attributions

CANTAL RESPONSABLE

25CP06-38 - Stratégie départementale Biodiversité - Préservation des milieux aquatiques et éducation à l'environnement

ANNEXE - Délibération

25CP06-39 - Espaces Naturels Sensibles - Contrat ENS Tourbière des Vergnes des Mazes

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Périmètre ENS Tourbière Vergnes des Mazes

ANNEXE - 2-Contrat ENS Tourbière Vergnes des Mazes

ANNEXE - 3-Programme actions SD Tourbière Vergnes des Mazes

25CP06-40 - Aménagement et gestion des milieux aquatiques

ANNEXE - Délibération

25CP06-41 - Aménagement Foncier Rural - Commune de Chaliers

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

25CP06-42 - Lutter contre les campagnols terrestres - Subvention à la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles du Cantal

ANNEXE - Délibération

25CP06-43 - Favoriser l'autonomie en eau des exploitations - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme et budget prévisionnel

ANNEXE - 2- Convention

25CP06-44 - Avenant à la convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif - Partie primitive du collège Marcellin Boule à Montsalvy

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

CANTAL INNOVANT

25CP06-45 - Fonds Cantal Innovation - Appel à projets 2025 : Signalisation directionnelle sur le réseau de chemins pédestres

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Cahier des charges

25CP06-46 - Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau récapitulatif

ADMINISTRATION GENERALE

25CP06-47 - Fonds Commun des Services d'Hébergement - FCSH

ANNEXE - Délibération

25CP06-48 - Remise des biens mobiliers réformés aux Domaines

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste des biens

25CP06-49 - Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de bureaux pour un service unifié dans le cadre du Syndicat Mixte Cantal Attractivité

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

25CP06-50 - Avenant à la convention de mise à disposition de locaux sur le site des Haras d'Aurillac en faveur de l'Ecole de cirque "Tout un cirque"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

25CP06-51 - Transfert de garantie d'emprunt au bénéfice de l'Association Les Amis de CLEAH

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 4 JUILLET 2025**

DELIBERATION N°25CP06-1

**Convention d'accompagnement avec le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de
l'environnement (CAUE) dans le cadre des Villes et Villages Fleuris**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL,
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Gilles COMBELLE ne participe pas au vote ainsi que Valérie SEMETEYS par le pouvoir donné.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Considérant que le Conseil départemental du Cantal et le CAUE du Cantal ont en commun l'objectif de favoriser un cadre de vie de qualité ;

- **APPROUVE** la convention d'accompagnement à établir avec le CAUE précisant les modalités et les participations de chacune des parties dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 11 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT

Entre le Conseil Départemental du Cantal et
le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et
d'Environnement du Cantal

N° 003/2025

PREAMBULE

> Considérant que :

- « L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public ». (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;
- Le **CAUE du Cantal** a pour le but de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales.
- Le **Conseil Départemental du Cantal** porte
- Le **Conseil Départemental du Cantal** et le **CAUE du Cantal** ont en commun l'objectif de favoriser un cadre de vie de qualité ;

> entre

Le Département du Cantal, représenté par son Président, **Monsieur Bruno FAURE**, autorisé par délibération de la commission permanente en date du

> et,

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Cantal (CAUE), Représenté par son Président : **Monsieur Gilles COMBELLE**, agissant en cette qualité,
N° SIRET : 450 291 356 000 35 Code APE : 71 11 Z

D'autre part

> Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – LE LABEL « VILLES ET VILLAGES FLEURIS »

Le label « Villes et Villages fleuris » est un outil au service de la politique du Conseil Départemental pour dynamiser et promouvoir les territoires, créer du lien social et sensibiliser les élus et le personnel technique des communes à la préservation de l'environnement.

Concourir pour le Label « Villes et Villages Fleuris » est une opportunité pour les communes et leurs habitants de valoriser un investissement quotidien qui réenchante nos territoires, en améliorant le cadre de vie et les paysages, en favorisant une gestion durable des espaces verts pour le maintien de la biodiversité et la résilience climatique de nos territoires.

Ces dernières années, les critères d'évaluation pour le label ont évolué pour plus de prise en compte des enjeux environnementaux. C'est pourquoi, le Département du Cantal confie au CAUE du Cantal l'organisation et l'animation d'un Palmarès Départemental visant à encourager les collectivités dans leurs actions d'amélioration du cadre de vie, et à les préparer pour l'obtention du Label « Villes et Villages Fleuris ».

Ce palmarès propose le passage en amont d'une commission bienveillante, composée de professionnels du cadre de vie et de Conseillers Départementaux, qui conseilleront les communes dans leurs pratiques et les guideront vers la labélisation « Villes et Villages Fleuris ».

Article 2 – PARTICIPATION DU CAUE

Les missions confiées au CAUE visent plus particulièrement l'expression ou la formulation d'orientations qualitatives d'architecture, d'urbanisme, de paysage et d'environnement, répondant aux objectifs d'intérêt public définis à l'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

A ce titre, la démarche proposée par le CAUE implique un **éclairage technique à dimension culturelle et pédagogique ainsi qu'une neutralité d'approche**.

Pour l'organisation de la labellisation VVF, l'association se charge :

- Du règlement, du calendrier et la gestion des inscriptions,
- De la communication, ses supports et ses relances,
- De la composition des jurys,
- De l'organisation de la tournée des jurys,
- De la transmission des comptes-rendus de visites des jurys,
- De l'organisation et l'animation de la remise des prix,
- Du choix des prix.

Les prix remis aux lauréats seront uniquement composés de lots « matériels ». Aucun lot ne pourra être remis sous forme numéraire, chèque ou virement.

Article 3 – PARTICIPATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour financer l'organisation de la mission et l'attribution des prix aux communes lauréates, le Département du Cantal participera à hauteur de 4 000,00 € (quatre mille euros) maximum.

Cette somme est destinée :

- Aux frais de jury (restauration)
- Coût de la réception de remise des prix
- Achat des prix pour les lauréats.

Modalités de paiement :

100 % sur présentation pour le 30 novembre de chaque année au plus tard des justificatifs de dépense (factures, notes de frais...) et d'un récapitulatif des dépenses, signé par le trésorier du CAUE.

En complément le Département du Cantal met à disposition du CAUE un véhicule pour les déplacements du jury. Le CAUE fera ses demandes de réservation au service concerné.

Pourront utiliser le véhicule uniquement les membres du jury et du CAUE.

Depuis la prise en charge du véhicule et ce jusqu'à sa restitution, le CAUE en assume la garde et l'entière responsabilité, en circulation et en stationnement.

Le Département a souscrit un contrat d'assurance tous risques pour ce véhicule.

Le CAUE, responsable du véhicule, doit immédiatement avvertir les forces de police ou de gendarmerie et le Département en cas d'accident, de vol, de perte, d'incendie, ou autre dégradation et faire établir un rapport ou procès-verbal attestant des conditions dans lesquelles est intervenu l'incident.

S'il est dressé un ou des constats amiables, ceux-ci doivent être remplis sur les lieux de l'accident, avec le ou les autres conducteurs, conformément aux usages et à la réglementation.

En cas de refus de l'autre conducteur de signer le constat amiable, le numéro d'immatriculation du véhicule adverse doit être relevé par le responsable du véhicule.

En cas d'infraction par le conducteur au Code de la route durant la durée de la mise à disposition du véhicule, le CAUE s'engage à :

- prévenir le Département de cette infraction lors de la restitution du véhicule ;
- s'acquitter du montant des contraventions ;
- en cas de réception d'un avis de contravention par le Département, à transmettre à la Direction des Affaires Juridiques du Département (juridique@cantal.fr) les nom, prénom, date de naissance, adresse, numéro et date d'obtention du permis de conduire du conducteur au moment de l'infraction. Le Département procédera à la désignation du conducteur ayant commis l'infraction à l'Officier du ministère public.

Au titre de la présente convention, le CAUE s'engage à utiliser le véhicule en conformité avec :

- la présente convention ;
- la réglementation en vigueur (code de la route, code des assurances) ;
- les contraintes techniques du véhicule (respecter le nombre de personnes ou la charge utile indiquée par le constructeur).

Le CAUE s'engage à avoir une utilisation du véhicule qui ne portera pas atteinte à l'image de la collectivité.

Il est strictement interdit de fumer, de boire et de manger à l'intérieur du véhicule.

Le conducteur du véhicule devra justifier de la possession de son permis de conduire.

Dans le cas où aucun véhicule ne serait disponible, le CAUE utiliserait alors son véhicule de service et le Conseil Départemental rembourserait le CAUE au tarif de 0.60 €/km. Les notes de frais seraient présentées comme les autres justificatifs et rentreraient alors dans le budget susmentionné.

Article 4 – DUREE

Les dispositions mentionnées dans cet accord prennent effets à compter de la signature des présentes pour une durée d'un an, reconductible tacitement sauf délibération contraire intervenant avant l'établissement du budget annuel du Département.

Article 5 – RÉGIME FISCAL DE LA CONVENTION

Au regard de l'instruction fiscale du 15 septembre 1998, la gestion du CAUE, association à but non lucratif, est désintéressée.

Les activités initiées dans le cadre de ses missions de service public se situent hors du champ concurrentiel.

La contribution financière du Département n'est pas assujettie à la TVA.

Article 6 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 7 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Le CAUE s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par le cosignataire de la réalisation de l'objectif, par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.

Article 8 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

De convention expresse entre les Parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, seul compétent.

Fait à AURILLAC, le

Monsieur Gilles COMBELLE
Président du CAUE du Cantal

Monsieur Bruno FAURE
Président du Conseil Départemental du Cantal

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-2

Investir dans les exploitations d'élevage - Cofinancement du dispositif 201 du Feader

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP - 2022 - 06/07 - 13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en œuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés ;

Vu le programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes - Mesure 201 ;

Vu les dossiers de demande d'aide financière présentés ;

Vu le Comité de Sélection Feader en date du 15 mai 2025 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 520 976,85 € à 46 agriculteurs pour la réalisation d'investissements dans les exploitations d'élevage selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021. Ce règlement définit les règles d'octroi des aides dans le cadre des plans stratégiques établis par les Etats membres en matière de politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds Européen Agricole de Garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE : Investir dans les exploitations d'élevage (dispositif 201 du FSEADER)

PERSON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	TYPE DE PROJET	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	Taux d'Aide Publique	Aide Publique Plafonnée (en €)	Aide FSEADER (en €)	Taux CDS	Aide CDS (€)
GAEC CAMBON	L'Hopital 10 Chemin de la Montagne	15200	SAINT-PAUL-DES-ANDRES	08 - Alimentation en eau des élevages	Alimentation en eau des élevages	23 079,55	40	9 231,42	5 539,85	16	3 692,57
				07 - Plafurage	Création de chemins d'accès au plafurage	38 000,00	40	15 200,00	9 120,00	16	6 080,00
GAEC LALO	8 Rue du Chemin Vert	15400	PAULHAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation et extension partielle de bâtiments d'élevage	80 233,72	40	32 093,48	19 256,08	16	12 857,40
				03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Extension du bâtiment des vaches laitières pour usage de salle de traite, laitière et hall couvert	116 566,25	40	46 626,50	27 976,50	16	18 650,00
GAEC DE LA CROIX DE JEAN	Roche Haut	15900	ALLANCHE	08 - Alimentation en eau des élevages	Mise en place de bacs-bâtons pour l'abreuvement des animaux aux plafurages	12 925,00	40	5 170,00	3 102,00	16	2 068,00
GAEC DELBOS	Couzac	15700	CHAUSSEMAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation des toitures des bâtiments d'élevage et stockage fourrage	114 521,05	40	45 808,42	27 485,05	16	18 323,37
GAEC DU CHEMIN DE L'ESPOIR	3 Rue des Bouillies Le Couzat	15900	LES TERNES	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Couverture d'une fumière existante	36 911,60	40	14 764,64	8 859,78	16	5 905,86
GAEC DE DROM	Drom	15140	SAINTE-ELIALE	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de bâtiments d'élevage et acquisition d'équipements	75 199,36	40	30 079,74	18 047,84	16	12 031,90
GAEC VERNET	Le Sallant	15900	MARZENAT	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement d'un bâtiment existant et transformation d'une ancienne étable entravée en stabulation avec palles intégrées.	83 115,25	40	33 246,10	19 947,66	16	13 298,44
GAEC ELEVADE L'HERITIER	2 La Font	15220	ROANNE SAINT MARY	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Installation d'équipements dans le bâtiment existant.	137 252,87	40	54 901,14	32 940,68	16	21 960,46
GAEC TEULAIDE DE BESSE	Besse	15200	SAINT-MAMET-LA-SALVETAT	08 - Alimentation en eau des élevages	Caplage d'une source pour l'abreuvement au bâtiment	23 490,00	35	8 221,50	4 932,90	14	3 268,80
				03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Construction d'une fosse à lisier	82 780,00	35	28 973,00	17 383,80	14	11 589,20
GAEC DU PUECH DE LAVERNE	2 Lavagne	15110	CHAUDAS-AIGES	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Renouvellement de la griffe à bourage	47 586,00	40	19 038,00	11 423,52	16	7 615,88

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	TYPE DE PROJET	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE EGALE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE (en %)	AIDE PUBLIQUE PLAONNEE (en €)	AIDE FADER (en €)	TAUX CDIS	ANLÉ CDIS (%)
GAEC DE L'AGACE	L'agace	15200	OMPS	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Extension de la machine à traire	72 000,00	40	28 800,00	17 280,00	16	11 520,00
GAEC TROCELLER	Courfines	15100	LES TEINIES	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Extension d'un bâtiment existant en aire paille intégrale	84 072,96	40	33 629,18	20 177,50	16	13 461,88
EARL D'ISERQUES	1 Isergues	15200	PIERREFORT	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de deux bâtiments d'élevage	97 681,88	40	39 072,75	23 443,65	16	15 629,10
GAEC THIRON	1 Rue de la Croix des Bezaux Le Bac	15180	ALLANCHE	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Construction d'un bâtiment pour bierre et achat d'équipements	62 217,74	40	24 887,09	14 932,25	16	9 954,94
		15500	SANT MARY LE PLAIN	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation d'une bulve existante et acquisition d'équipements de fabrication d'aliment	50 035,00	40	20 014,00	12 008,40	16	8 005,80
GAEC DU GROU	Le Sureys	15500	SANT JACQUES DES BLAIS	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Mise en place d'un SBR - réacteur aérobique discontinu afin de traiter les eaux peu chargées de la fromagerie et de la salle de traite (eaux blanches)	57 467,95	40	22 987,18	13 792,30	16	9 194,88
GAEC COCOURAL	Le Boucaou	15150	ROUFFIAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de la toiture et création d'un parc de contention dans deux bâtiments existants	73 265,33	40	29 282,13	17 569,27	16	11 712,86
		15140	SANT BONNET DE SALERS	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de bâtiments d'élevage et acquisition d'équipements	92 974,23	40	37 189,69	22 313,81	16	14 875,88
		15300	VALLEJOIS	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Changement de couverture sur un bâtiment existant	35 023,00	35	10 506,90	6 304,14	12	4 202,76
GAEC RECONNU DES MARTRES	Les Martres de Dognac	15700	ALLY	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement d'un bâtiment pour logement d'animaux	48 336,32	35	16 917,71	10 150,62	14	6 767,09
		15500	MAISSIAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de toitures en bac acier	100 440,05	35	35 154,01	21 092,40	14	14 061,61
GAEC DE LA TUILLERE	La Tuillere	15500	CHARMENSAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement d'un bâtiment (probablement liège pour stockage fourrage et équipements dans un bâtiment existant)	107 208,18	35	37 522,86	22 513,71	14	15 009,15
		15100	VEDRINES SAINT LOUP	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation du bâtiment pour les veaux	123 443,20	40	49 377,28	29 626,36	16	19 750,92
GAEC MURAT PERE ET FILS	21 Avenue Jean Robt Bargues	15100	YTRAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement d'un bâtiment neuf pour logement d'animaux et stockage fourrage	132 277,45	35	46 297,10	27 778,26	14	18 518,94

PARSON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	TYPE DE PROJET	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	Taux FARS PUBLIQUE	ANNEE PREVISION PLANNÉE (en €)	AIDE FARSER (en €)	Taux CDS	Aide CDS (€)
		15300	VALLEJOIS	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Couverture des deux fosses à lisier et rénovation de la toiture du bâtiment vaches laitières	134 629,00	35	47 590,15	28 314,09	14	18 876,06
		15170	PERROSSE	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Réaménagement du bâtiment vaches laitières pour des vaches allaitantes	22 353,99	40	8 941,59	5 394,95	16	3 576,64
GAEC DES DEUX VILLAGES	Le Pont de Levy	15500	VIELLESPESE	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Mise en place de tapis de circulation dans les aires de manèges du bâtiment des vaches laitières	28 440,00	35	9 954,00	5 972,40	14	3 981,60
GAEC DE LA PLANE	La Bore des Piechta	15120	JUNHAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Acquisition d'équipements dans la stabulation des vache laitières	34 330,00	35	12 015,50	7 209,30	14	4 806,20
		15100	SANT FLOUR	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de la toiture du bâtiment d'élevage	42 139,00	35	14 748,65	8 849,19	14	5 699,46
EARL LAURENS	La Vorielle	15100	VABRES	10 - Mécanisation en zone de montagne	Achat d'un tracteur de montagne	50 000,00	35	17 500,00	10 800,00	14	7 000,00
GAEC RECONNU DU MEYNEL	Le Meynel	15250	CRANDELLES	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Changement de couverture sur bâtiment existant des vaches laitières	72 649,20	35	25 427,22	15 256,33	14	10 170,89
		15500	SANT PONCY	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de la toiture	77 725,00	35	27 203,75	16 322,25	14	10 881,50
GAEC LAROUSNIE	8 La Sarre	15100	PRUNET	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Acquisition d'équipements d'élevage	80 191,97	35	28 067,18	16 840,30	14	11 226,86
		15100	SOLAIGES	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Remplacement de l'orn palier des vaches laitières par la mise en en place de tapis drainant	84 700,00	35	29 945,00	17 787,00	14	11 858,00
GAEC BOURDIEU	Boudes Bas	15000	AURILLAC	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage/bodge et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement d'un bâtiment d'élevage d'animaux et d'un stockage fourrage	150 599,74	35	52 709,90	31 625,94	14	21 083,96
GAEC FOUJRAL	Le Bourg	15300	DIENNE	08 - Alimentation en eau des élevages	Mise en place de points d'alèbrement depuis différents captages	22 603,40	35	7 911,19	4 746,71	14	3 164,46

PAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	TYPE DE PROJET	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE	AIDE PUBLIQUE PLAFONNÉE (en €)	AIDE FEADER (en €)	TAUX CDIS	Aide CDIS (€)
GAEC VESSIERE BEFFARAL	Chavillac	15400	SANT ETIENNE DE CHOMEL	08 - Alimentation en eau des élevages	Alimentation en eau des élevages	31 988,00	35	11 160,00	6 666,48	14	4 464,32
GAEC DES HAUTES TERRES	Frugères	15170	TALIZAT	08 - Alimentation en eau des élevages	Alimentation en eau des élevages	33 466,00	35	11 720,10	7 032,06	14	4 688,04
				03 - Rénovation de bâtiments d'élevage à bodegaje et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Construction d'un bâtiment en extension d'un bâtiment existant	74 413,08	35	26 044,37	15 626,74	14	10 417,63
GAEC CLAMAGRAND	Cébanes	15150	SIRAN	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage à bodegaje et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Mise en place d'une couverture sur la fumière existante et installation de ventilateurs dans le bâtiment existant des vaches laitières	57 545,83	35	20 141,04	12 084,62	14	8 056,42
				03 - Rénovation de bâtiments d'élevage à bodegaje et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement d'un bâtiment photovoltaïque liers investisseur à usage de stabulation et stockage fourrage	106 162,33	35	37 167,31	22 300,38	14	14 866,89
GAEC CHASTANG	Le Bourg	15110	ANTERREUX	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage à bodegaje et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement d'un bâtiment photovoltaïque liers investisseur à usage de stabulation et stockage fourrage	146 526,81	35	51 265,36	30 771,21	14	20 514,15
				03 - Rénovation de bâtiments d'élevage à bodegaje et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de couverture et construction appenti.	17 702,00	35	6 195,70	3 717,42	14	2 478,28
GAEC DE LA PRESQU'ILE	Egnet	15150	SANT GERONS	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage à bodegaje et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de la toiture et d'un abri couler existant	64 118,40	35	22 441,44	13 464,86	14	8 976,58
				03 - Rénovation de bâtiments d'élevage à bodegaje et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Rénovation de bâtiments et acquisition d'équipements	85 525,00	35	29 933,75	17 890,25	14	11 973,50
GAEC THEULON-SAGETTE	Route de Valugois	15300	USSEL	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage à bodegaje et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements	Aménagement d'un bâtiment en les investisseurs pour le logement d'animaux.	85 841,72	35	30 044,60	18 026,76	14	12 017,84
GAEC RIGAL-PINQUE	Lapierre	15590	LASCHELLE	03 - Rénovation de bâtiments d'élevage à bodegaje et/ou extension partielle et/ou acquisitions d'équipements							
TOTAL						3 311 888,22		1 382 441,82	781 464,97		529 878,85

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-3

Favoriser l'emploi en agriculture - Subvention à la Fédération des Groupements d'Employeurs Agricoles et Ruraux du Cantal

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention de différents dispositifs validées ;

- **ATTRIBUE** à la Fédération Départementale des Groupements d'Employeurs Agricoles et Ruraux du Cantal, dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 20 000 € représentant 70 % d'une dépense subventionnable plafonnée à 28 571 € TTC pour la création et le suivi de groupements d'employeurs agricoles - année 2025.

Cette aide est allouée sur la base du règlement (UE) 2023/2831 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-4

Favoriser les circuits courts - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées ;

- **ATTRIBUE** à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 25 000 € pour la mise en oeuvre des actions d'accompagnement et de promotion 2025 de la démarche Consocantal dont le programme détaillé est joint en annexe 1 de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 50 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour favoriser les circuits courts pour l'année 2025 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe 2 de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base des régimes cadres ci-dessous :

- Régime exempté de notification n°SA.109080, relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des article 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.
- Régime exempté de notification n°SA.109081, relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur de l'agriculture pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des article 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROMOUVOIR LES PRODUITS LOCAUX EN RESTAURATION

COLLECTIVE CONSOCANTAL

PREVISIONNEL 2025

En 2021, la Chambre d'agriculture du Cantal et le Conseil départemental, soutenus par l'État, ont initié Consocantal, une démarche visant à améliorer l'approvisionnement en produits locaux des établissements de restauration collective, de l'école primaire à l'EHPAD. Des conventions d'objectifs entre l'établissement volontaire, les collectivités territoriales et la Chambre d'agriculture formalisent l'engagement solidaire, gagnant-gagnant des partenaires, conscients des enjeux et prêts à travailler sincèrement ensemble. Cette démarche renforce le lien entre l'agriculture et les consommateurs du territoire.

I / ACCOMPAGNER LES ÉTABLISSEMENTS ENGAGÉS

Le recrutement des établissements dans Consocantal a rencontré un fort succès. La démarche compte début 2025, plus de 80 établissements engagés. 10 collèges ont rejoint la démarche dès septembre 2021 et 4 nouveaux se sont engagés en septembre 2022.

La première étape de la démarche consiste à caractériser la demande en produits locaux des établissements engagés dans la démarche par un état des lieux minutieux de l'approvisionnement actuel. Tous les établissements engagés dans Consocantal sont rencontrés une fois par an à l'occasion d'un diagnostic de leur approvisionnement et de leurs pratiques. La Chambre et le Conseil départemental identifient ainsi les besoins de chaque établissement et leur proposent des pistes d'actions (produits à privilégier, contact de fournisseurs...). Cet état des lieux est fait chaque année afin de caractériser la progression et le niveau atteint par l'établissement. 11 nouveaux établissements seront accompagnés cette année pour la réalisation de leur état des lieux.

- Niveau 1 : 0% à 25% de produits locaux dans le budget alimentation de l'établissement
- Niveau 2 : 25% à 50% de produits locaux
- Niveau 3 : plus de 50% de produits locaux

Tous les ans, une nouvelle plaque est remise aux établissements précisant le niveau atteint. Elle est affichée à l'entrée des établissements ou des restaurants collectifs.

Le diagnostic comprend :

- Une rencontre avec le chef de cuisine, le gestionnaire et le directeur (ou élu) de l'établissement. Cette rencontre permet d'engager une discussion autour des pratiques en cuisine, des premiers freins relevés.
- Une étude approfondie de l'approvisionnement de l'établissement sur l'année passée. Il s'agit d'analyser l'origine de chaque produit acheté dans l'année et de saisir ces informations dans un tableau. Si l'établissement est équipé d'un logiciel de suivi adéquat, cette étape peut être rapide. Pour les collèges, la Chambre d'agriculture se charge de cette étape. Pour les autres établissements, cette étape est conduite en autonomie (autodiagnostic) par les gestionnaires. La Chambre d'agriculture assure un soutien à distance.
- La rédaction d'un rapport synthétique reprenant le compte-rendu de l'échange de la première rencontre, l'analyse des résultats sur l'année précédente et des préconisations pour l'année suivante.
- Une rencontre de restitution permettant d'aborder ensemble les pistes de réflexion et d'outiller les cuisiniers (contacts de fournisseurs potentiels, etc...)

En 2025, la Chambre d'agriculture réalisera l'audit des 14 collèges engagés dans Consocantal.

II / PROMOUVOIR CONSOCANTAL

Auprès des professionnels

L'annuaire des fournisseurs de produits locaux est mis à jour régulièrement sur le site internet de la Chambre d'Agriculture.

La remise de plaques 2025 sera l'occasion d'organiser une rencontre physique entre les fournisseurs volontaires et les établissements lors d'un repas/dégustation.

Auprès du grand public

Dans les établissements engagés, des magnets Consocantal ainsi que des flyers expliquant la démarche sont distribués. Un message est envoyé une fois par an aux familles, via les espaces numériques de travail, pour les informer du niveau atteint de leur établissement.

Pour largement, une page facebook diffuse les actualités de Consocantal : les établissements engagés, les événements particuliers...

Plan de financement prévisionnel 2025

I/ ACCOMPAGNER LES ÉTABLISSEMENTS ENGAGÉS ET PROUMOUVOIR CONSOCANTAL

Budget prévisionnel	Montant	Plan de financement	Montant
Coût accompagnement 64 jours à 471 €	30 000 €	Conseil départemental	25 000 €
Coût animation : 27 jours à 471 €	12 717 €	Chambre d'Agriculture	25 000 €
Prestataire externe (conception, impression....)	7 283 €		
TOTAL	50 000 €	TOTAL	50 000 €

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER LES
CIRCUITS COURTS- ANNÉE 2025
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le régime cadre exempté n° SA.109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;

VU le régime cadre exempté n° SA.109080 relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029,

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 4 juillet 2025.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant et objet de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 25 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible plafonnée à 50 000 € TTC, pour la réalisation du programme d'action visé par cette même délibération.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2025.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

Bruno FAURE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-5

Favoriser l'installation en agriculture - Subvention aux Jeunes Agriculteurs du Cantal

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées ;

- **ATTRIBUE** au Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 70 000 € pour la mise en oeuvre du programme d'actions 2025 en faveur de l'installation tel que joint en annexe 1 de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 140 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour la mise en oeuvre du programme d'actions 2025 en faveur de l'installation à intervenir entre le Conseil départemental et le Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal dont le projet est joint en annexe 2 de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base des régime d'aides exempté n° SA.108940, relatif aux aides à l'échange de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Nature de l'opération		Bénéficiaire	coût
OPERATION 1 : FORMATION DES JEUNES			
Intervention auprès des élèves des collèges et des lycées sur des thématiques spécifiques (entre 5 et 10 journées par an)		Collégiens et lycéens	
Formation "devenir chef d'entreprise agricole" à destination des jeunes dans le parcours à l'installation		entre 10 et 15 porteurs de projets par formation	58 519,00 €
Formation des adhérents de Jeunes Agriculteurs aux sujets d'actualité, à la prise de parole et aux responsabilités		environ 14 stagiaires à chaque formation	
OPERATION 2 : PROMOTION DU METIER D'AGRICULTEUR			
Concours photos sur les réseaux sociaux : lien entre sujets agricole et société - au minimum 2 fois par an		agriculteurs et grand public	
Diffusion de photos et portraits d'agriculteurs cantaliens pour le calendrier de l'avent de JA15 avec lots à gagner pour les participants sur les réseaux sociaux		agriculteurs et grand public	
Réalisation et diffusion de vidéos portraits d'installations dans le Cantal : 3 vidéos par an minimum		agriculteurs et grand public	19 450,00 €
Communication annuelle autour de l'activité du monde agricole et du monde rural		agriculteurs et grand public	
Présence de JA15 sur les salons de l'emploi, l'orientation et de la reconversion professionnelle (minimum 2/an)		grand public, étudiants, chercheurs d'emploi, public en reconversion professionnelle	
OPERATION 3 : PROMOTION DU TERROIR CANTALIEN ET DE SES SPECIFICITES LORS D'EVENEMENTS REGIONAUX ET NATIONAUX			
Evènements animés à l'échelle des cantons par JA15 : Ronde de la Châtaigneraie, Mister Salers, Fête de la Montagne, Fête de la transhumance...		agriculteurs et grand public	
Dégustation de produits locaux et promotion du métier (minimum 4 évènements/an)			
Evènement animés à l'échelle de JA15 dans le département du Cantal : JA dore Manger Cantalou...		agriculteurs et grand public	
Dépenses de communication diverses (impression de flyers, textiles, affiches, encarts publicitaires...) mettant en avant l'installation dans le département du Cantal et les actions de JA15		agriculteurs et grand public	27 728,00 €
Mise en avant de JA15 lors du Sommet de l'Elevage et du Salon International de l'Agriculture (hautes évènements à représentation régionale ou nationale)		agriculteurs et grand public	

Nature de l'opération		Bénéficiaire	coût
OPERATION 4 : PARTICIPATION AUX PROGRAMMES D'ACCUEIL DANS LE MILIEU AGRICOLE ET FORCE DE PROPOSITIONS POUR L'INSTALLATION DANS LE CANTAL			
Actions propres à JA15 de promotion de l'installation/transmission : journées "Demain je transmets"		Porteurs de projets, cédants, jeunes installés...	26 090,00 €
Session installation départementale, groupe de travail renouvellement des générations agricoles...		Porteurs de projets, cédants, jeunes installés...	
Participation aux groupes de travail accueil, renouvellement des générations de l'échelle départementale à l'échelle nationale		Porteurs de projets, cédants, jeunes installés, grand public...	
OPERATION 5 : MISE EN AVANT DE LA POLITIQUE D'ATTRACTIVITE MENEÉE PAR JA15 EN COLLABORATION AVEC LES ACTEURS DU TERRITOIRE VIA LA MISE EN AVANT SUR LES NOUVEAUX RESEAUX DE COMMUNICATION			
Réalisation de vidéos avec des influenceurs/médias actuels à l'échelle départementale et régionale voir nationale		JA15	10 000,00 €
Mise en œuvre du plan de communication et groupes de travail		JA15	
TOTAL			141 787,00 €

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER
L'INSTALLATION EN AGRICULTURE- ANNÉE 2025
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LE SYNDICAT DES JEUNES AGRICULTEURS**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteur agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.108940 relatif aux aides à l'échange de connaissance et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2023-2029,

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par le Syndicat des Jeunes Agriculteurs,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 4 juillet 2025.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, le Syndicat Jeunes Agriculteurs du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Valentin DELBOS, en qualité de Président du Syndicat Jeunes Agriculteurs du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant et objet de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 70 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 140 000 € TTC, pour la réalisation du programme d'action visé par cette même délibération.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2025.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-6

**Développer l'Agriculture Biologique -
Subventions à la Chambre d'Agriculture et à l'Association BIO 15**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre en 2025 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

-ATTRIBUE à l'Association BIO 15, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention de 3 000 € pour la mise en oeuvre des actions de promotion 2025 tel que détaillé en annexe 1 de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 6 000 € TTC.

- **ATTRIBUE** à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention de 7 000 € pour la mise en oeuvre de son programme d'actions 2025 tel que détaillé en annexe 1 de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 14 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour développer l'agriculture biologique pour l'année 2025 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe 2 de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Ces aides sont allouées sur la base des régimes cadres ci-dessous :

- Régime cadre exempté de notification n°SA.109080 relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.
- Régime cadre exempté de notification n°SA.109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Nom et adresse du bénéficiaire	Opération	Coût total (en €)	Montant éligible plafonné (en €)	Taux	Subvention (en €)
CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL 25 Rue du 139ème RI BP 239 15002 AURILLAC CEDEX	Information et sensibilisation des agriculteurs à l'Agriculture Biologique : Accueil physique, renseignements téléphoniques, mails, actualisation du site BIO15, interventions en établissement d'enseignement Animation de l'association BIO 15 Accompagner les actions commerciales et de promotion des productions agricoles biologiques et développement des filières (lait, viande, vente directe) Réalisation d'actions techniques, de démonstrations	96 000	14 000	50%	7 000
ASSOCIATION BIO 15 25 Rue du 139ème RI 15000 AURILLAC	Manifestations bio (marchés, réunions d'éleveurs, assemblée générale, organisation de visites de ferme...) Supports de communication (panneaux de ferme, sacherie, bulletin de liaison, courrier...) Edition de la carte des bonnes adresses bio du Cantal Frais de formation des adhérents (techniques, innovation...) Participation aux actions de promotion régionales et nationales (campagnes Le Printemps Bio, Manger Bio et Local, Fête du Lait...)	15 700	6 000	50%	3 000
TOTAL					10 000

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR DÉVELOPPER
L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE- ANNÉE 2025
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le régime cadre exempté relatif n° SA.109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2027 ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 4 juillet 2025.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subsventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 7 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 14 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justificatifs de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2025.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-7

Encourager l'agriculture en collectif - Subvention à l'Association Départementale d'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (ADASEA) du Cantal

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre en 2025 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés ;

- **ATTRIBUE** à l'Association Départementale d'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (ADASEA), dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 27 000 € pour la réalisation des actions de son programme 2025 visant à encourager l'agriculture en collectif. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 54 000 € TTC selon le budget prévisionnel joint en annexe 1 de la présente délibération.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour la réalisation d'actions pour encourager l'agriculture en collectif en 2025 entre le Conseil départemental et l'ADASEA dont le projet est joint en annexe 2 de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette subvention est allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.109081, relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ENCOURAGER L'AGRICULTURE EN COLLECTIF

BUDGET PREVISIONNEL 2025

Actions	Dépenses prévisionnel (€)	Financements (€)
Sensibilisation des futures cédants et des candidats potentiels (40 jours)	21 000,00	Conseil départemental 27 000,00
Préparation à l'intégration d'un nouvel associé (75 jours)	39 375,00	Autofinancement 47 550,00
Communication autour de l'agriculture de groupe (9 jours)	4 725,00	
Accompagnement de l'installation en droit à l'essai (18 jours)	9 450,00	
Total	74 550,00	74 550,00

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE
POUR LA RÉALISATION D'ACTIONS POUR ENCOURAGER L'AGRICULTURE
EN COLLECTIF- ANNÉE 2025
ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL ET L'ADASEA DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le régime cadre exempté relatif n° SA.109081 relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029 ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par l'ADASEA DU CANTAL,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 4 juillet 2025.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, l'ADASEA du Cantal, ayant son siège social à 26, Rue du 139^{ème} R.I. – B.P. 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Nicolas BARDY, en qualité de Président.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant et objet de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 27 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025, calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense éligible plafonnée à 54 000 € TTC, pour la réalisation du programme d'action visé par cette même délibération.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2025.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

Bruno FAURE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-8

Convention de répartition des dépenses avec la Société ENEDIS relative au non respect des prescriptions d'implantation sur la route départementale n°6

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Considérant que la Société ENEDIS n'a pas respecté l'implantation définie en déblai de la route départementale n°6 sur une longueur de 215 mètres linéaires ;

- **APPROUVE** la convention de répartition des dépenses entre le Conseil départemental et la Société ENEDIS relatives au non respect des prescriptions d'implantation définie en déblai de la route départementale n°6 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des

délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE REPARTITION DES DEPENSES
ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL ET ENEDIS
RELATIVES AU NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS D'IMPLANTATION**

La présente convention est conclue :

ENTRE

Le Conseil départemental du Cantal, sis 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 4 juillet 2025,

ET

ENEDIS DR Auvergne, sis rue Pierre et Marie Curie, 15130 Ytrac, représentée par Jean DE-OLIVEIRA, Directeur Territorial Cantal,

Préambule

Dans le cadre du projet B10 PAC V2 Départ Pleaux du Poste source de Mauriac (référence Enedis DD28/034167), le Conseil départemental du CANTAL a accepté l'occupation du domaine public routier départemental selon des prescriptions techniques formulées par courrier en date du 18 Avril 2024 et selon la proposition d'implantation contradictoire du 4 Avril 2024.

A la réalisation des travaux, l'implantation définie en déblai de la Route Départementale n°6 sur une longueur de 215 mètres linéaires n'a pas été respectée. Le réseau a été enterré en remblai de la RD °6, fragilisant ainsi la voirie et le talus de remblai qui la supporte.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements des deux parties en cas d'apparition de dégâts liés à l'implantation du réseau sur la voirie de la Route Départementale n°6 entre les P.R. 46+615 et 46+830 et ses dépendances. La période prise en compte commence au-delà du délai classique de garantie et dans la limite de 20 ans. La convention porte sur l'ensemble de l'opération, de la mission de conception jusqu'à la réception des travaux.

Les dégâts potentiels concernant la couche de roulement non imputables à un problème de structure sont exclus de la prolongation de garantie objet de la présente convention.

Article 2 : Engagements du Conseil départemental du Cantal

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à :

- Convoquer Enedis à la réalisation d'un constat contradictoire
- Porter le projet de confortement et de réfection de chaussée, de sa conception à la réception des travaux
- Consulter les entreprises pour le confortement et la réfection de chaussée sur la base d'un cahier des clauses techniques particulières transmis préalablement pour avis à ENEDIS
- Assumer une partie des dépenses selon la répartition définie à l'article 4

Article 3 : Engagements d'ENEDIS

ENEDIS s'engage à :

- Transmettre son avis au Conseil départemental sur le projet de confortement et de réfection de chaussée sous 1 mois
- Assumer tout ou partie des dépenses selon la répartition des dépenses définie à l'Article 4

Article 4 : Répartition des dépenses

Sur la base de l'offre Toutes Taxes Comprises la mieux-disante retenue dans le respect des critères d'attribution à la date de la consultation, la répartition des dépenses est arrêtée comme suit :

Date début	Date de fin	A la charge d'ENEDIS	A la charge du Cd15	Total
01/09/2025	31/08/2035	100%	0%	100%
31/08/2035	30/08/2036	90%	10%	100%
30/08/2036	30/08/2037	80%	20%	100%
30/08/2037	30/08/2038	70%	30%	100%
30/08/2038	30/08/2039	60%	40%	100%
30/08/2039	29/08/2040	50%	50%	100%
29/08/2040	29/08/2041	40%	60%	100%
29/08/2041	29/08/2042	30%	70%	100%
29/08/2042	29/08/2043	20%	80%	100%
29/08/2043	28/08/2044	10%	90%	100%
28/08/2044		0%	100%	100%

Les éventuels aléas de chantier seront pris en charge dans les mêmes proportions.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature de la présente convention jusqu'au 28/08/2044.

Article 6 : Litiges

Tout litige relatif à la présente convention fera l'objet d'une tentative de conciliation amiable avant toute saisine de la juridiction compétente.

Fait à Aurillac, en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil Départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Directeur Territorial Enedis du Cantal

Jean DE-OLIVEIRA

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-9

Route départementale N°22 - Avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour l'aménagement de la traverse du bourg de Méallet - Commune de Méallet

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°22CD04-21 du Conseil départemental du Cantal du 14 novembre 2022 validant la modification des règles d'intervention du Département dans le cadre de l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération ;

Vu la délibération n°24CP06-17 de la Commission Permanente du 5 juillet 2024 approuvant la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, à conclure avec la Commune de Méallet ;

- **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour l'aménagement de la traverse du bourg de Méallet, route départementale N°22, ajustant les modalités financières de réalisation de l'opération d'un montant de 187 409,20 € TTC dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

ROUTE DEPARTEMENTALE N°22

**AVENANT n° 1 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A TITRE
GRATUIT**

POUR L'AMENAGEMENT DE LA TRAVERSE DE MEALLET

COMMUNE DE MEALLET

Entre :

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 4 juillet 2025,

et

La Commune de MEALLET dont le siège est Le bourg 15200 MEALLET représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 1^{er} juin 2024,

Vu les dispositions de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour l'aménagement de la RD22, en date du 23 septembre 2024, notamment son **Article 4 : Conditions financières**.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE : MODIFICATION DE L'ARTICLE 4- CONDITIONS FINANCIERES

Pour tenir compte des prestations effectivement réalisées la participation financière est ajustée comme suit :

- Participation financière initiale d'un montant de 170 595,00 € TTC € ;
- Travaux supplémentaires pour un montant de 16 814,20 € TTC € ;

Soit une participation financière définitive de **187 409,20 € TTC**.

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait à AURILLAC, le

Le Maire de MEALLET

Le Président du Conseil départemental du Cantal

Roger RIBAUD

Bruno FAURE



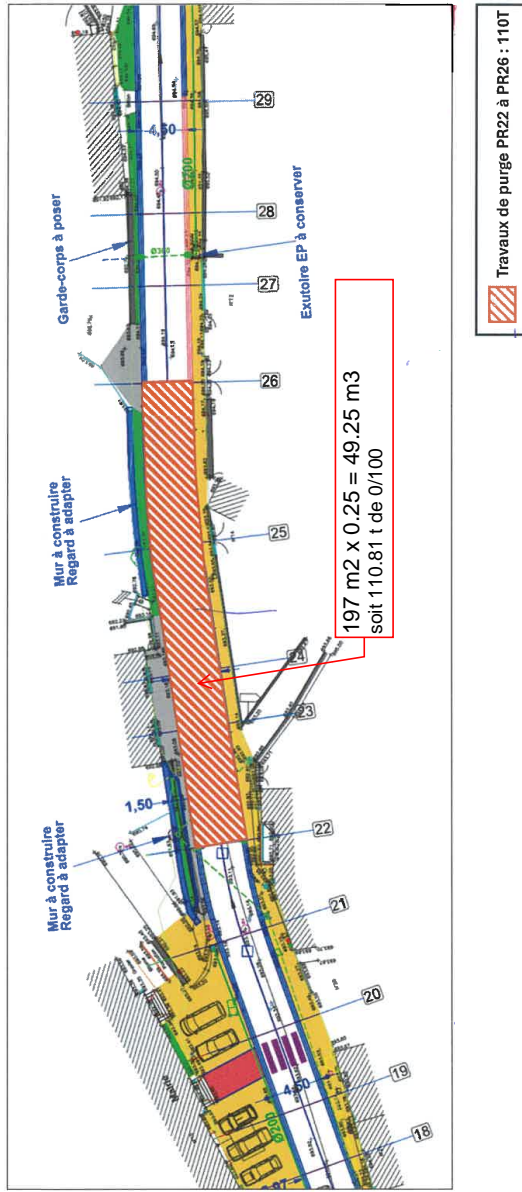
DETAIL ESTIMATIF
Travaux supplémentaires

COMMUNE DE MEALLET: Aménagement de la traverse du bourg de MEALLET RD n°22

N° de prix	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant H.T.
Travaux de purges du RD 22					
2	Déblais y compris remblais	m3	182,70	16,00	2 923,20
26	Fourniture , transport et mise en œuvre de GNT pour fondation de chaussée				
26.1	- 0/100	t	411,07	19,20	7 892,54
30	Fourniture transport et mise en œuvre de grave bitume 0/14	t	31,03	103,00	3 196,09

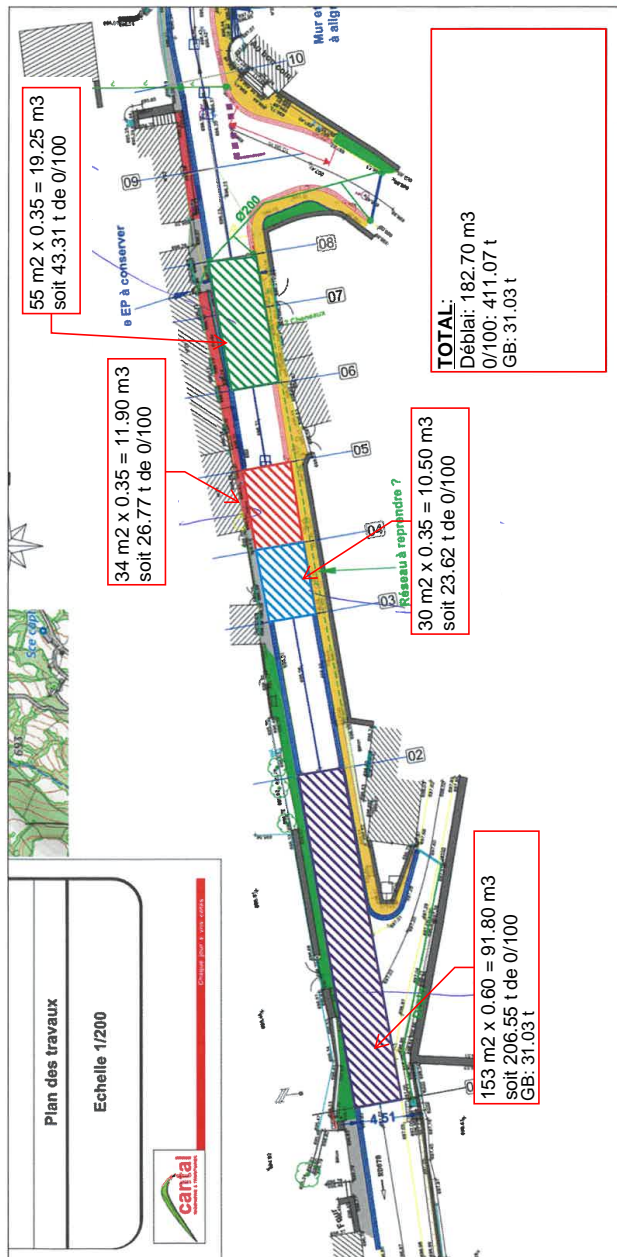
Montant H.T.	14 011,83 €
TVA (20%)	2 802,37 €
Montant T.T.C.:	16 814,20 €

Localisation purges – CD15 – Traverse de Meallet



C2 - COLAS GROUP INTERNAL: Employees and partners who need to know.

Localisation purges – CD15 – Traverse de Meallet



C2 - COLAS GROUP INTERNAL: Employees and partners who need to know.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-10

**Convention d'occupation temporaire du domaine public avec la Commune d'Ydes pour
l'aménagement d'un cheminement piéton le long de la route départementale n°922**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Alain DELAGE ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°15CD04-02 du Conseil départemental du 18 septembre 2015 adoptant le Règlement de Voirie Départemental ;

Considérant que la Commune d'Ydes envisage la création et l'aménagement d'un cheminement piéton le long de la route départementale n°922 au niveau du carrefour giratoire des Quatre Routes de Saignes ;

- **APPROUVE** la convention avec la Commune d'Ydes pour l'aménagement du chemin piétonnier de l'arrêt de bus des Quatre Routes de Saignes, le long de la route départementale n°922, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION VALANT OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ET DEFINISSANT LES MODALITES DE GESTION ULTERIEURE DES OUVRAGES ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE DE YDES

ROUTE DEPARTEMENTALE N°922

Entre :

Le Département du Cantal, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 4 juillet 2025,

Et

La Commune de YDES, représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du xxxxxxxxx,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Règlement de Voirie Départemental adopté par délibération du 18 septembre 2015,

Considérant que la commune de Ydes envisage la création et l'aménagement d'un cheminement piéton le long de la route départementale n°922 au niveau du carrefour giratoire des Quatre Routes de Saignes. Cet aménagement est prévu dans le cadre de la mise aux normes de l'arrêt de bus souhaité par la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Le projet d'aménagement doit permettre de sécuriser le cheminement des usagers des transports en commun entre l'arrêt de bus côté droit (sens Ydes - Bort) au PR 70+155 et l'arrêt de bus ou l'aire de covoiturage situé de l'autre côté.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention, valant autorisation d'occupation du domaine public départemental, a pour objet de définir les caractéristiques techniques des travaux d'aménagement prévus le long de la RD n°922, consistant en la création d'un cheminement piéton.

Afin d'être sécurisé celui-ci va nécessiter la réalisation d'une longrine béton pour y fixer les glissières derrière lesquelles la circulation piétonne sera aménagée.

Un épaulement du talus de remblai rive droite de la route pourra être nécessaire pour assurer une largeur d'au moins 1,4m au chemin piéton. A cette fin la réalisation de petit enrochement en pied de talus pourrait s'avérer nécessaire afin de ne pas « fermer » la circulation en pied de talus, utilisé pour un accès agricole.

Article 2 : Description technique du projet

La commune de YDES réalisera les travaux suivants à sa charge en respectant les règles de l'art.

1 – Réalisation d'une longrine

Le déplacement et la modification de l'alignement des glissières vers les bordures va permettre de récupérer la largeur nécessaire au cheminement piéton entre le haut de talus et les glissières et d'ouvrir un passage pour les usagers des transports.

2 – Déplacement des glissières

Cette prestation sera réalisée par la Régie Exploitation du Conseil départemental, antenne de Saint-Flour pour le compte et à la charge de la commune de YDES. Elle comprend le déplacement des supports vers la bordure et la réalisation de deux extrémités abaissées pour le passage des piétons.

3 - Réalisation d'un petit enrochement

Pour affecter au cheminement piéton une largeur régulière de 1,4 m, la réalisation d'un petit enrochement en pied de talus pourrait s'avérer nécessaire sur 3 ou 4 m de longueur afin de ne pas « fermer » l'accès agricole actuellement utilisé.

4 – Le cheminement piéton

D'une largeur de 1,4 m le cheminement sera réalisé après décaissement de 20 cm de l'accotement, puis remblaiement avec 15 cm de tout venant et recouvert de 5cm d'enrobé à chaud. Situé côté droit (sens Ydes - Bort), entre l'ouverture de la glissière (PR 70+155) et le passage piéton du giratoire, sa longueur est d'environ 70 m.

Article 3 : Sécurité et Protection de la Santé

En vertu de l'article L .4531-1 du Code du travail, la commune de YDES est responsable de la sécurité et de la protection de la santé des salariés intervenant pour son compte sur le domaine public. A ce titre, elle mettra en place les mesures d'organisation collectives et de protections individuelles spécifiques adaptées et il assurera la gestion des déchets.

Article 4 : Conditions financières

La commune de YDES ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 2 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de la protection de la santé.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Responsabilités des parties et Maîtrise d'Ouvrage

La commune de YDES assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de l'ensemble de l'opération telle que décrite dans l'article 2, sur l'emprise du domaine public départemental. Elle s'engage à respecter les dispositions techniques définies à l'article 2 de la convention.

Les responsabilités liées aux interventions de son personnel et aux moyens mis en œuvre pour réaliser les travaux lui incombent.

Il lui appartient de s'informer de la présence et de la localisation de tout ouvrage susceptible d'être affecté par les travaux, conformément au décret n° 2011-1241, modifié par le décret n° 2012-970, relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux de transport ou de distribution.

La réalisation de ce projet d'aménagement ne doit ni dégrader ni affecter le trafic routier sur la route départementale n°922.

Article 7 : Entretien des aménagements

Après réalisation des travaux, toute dégradation du domaine public résultant des travaux décrits à l'article 2 permettant la réalisation du cheminement piéton, y compris la réalisation éventuelle de l'enrochement en pied de talus, seront réparées et prises en charge par la commune de YDES.

Après réalisation des travaux, elle assurera l'entretien et la réfection du nouvel aménagement (chemin piéton), à l'exclusion des glissières de sécurité qui seront maintenues et entretenues par le Département.

La commune de YDES doit assurer sur l'emprise du domaine public départemental:

- l'entretien du cheminement piéton et de son emprise y compris du talus de remblai, éventuellement rechargé pour sa réalisation ;
- la gestion de la signalisation verticale de jalonnement relative aux arrêts de bus.
- l'entretien et le remplacement de tous les accessoires de l'aménagement.

Article 8 : Permission de voirie ultérieure

Le Conseil départemental s'engage à consulter la commune de YDES pour toute demande de permission de voirie qui impacterait la zone aménagée précitée le long de la RD 922.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 10 : Règlement des litiges

La présente convention peut être dénoncée:

- par accord mutuel des parties
- par dénonciation par l'une des parties, après envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de trois (3) mois.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Elle ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité.

Article 11 : Règlement des litiges

En cas de litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, la procédure contentieuse sera portée devant le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Article 12 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

Le Maire de YDES

Le Président du Conseil départemental,

Alain DELAGE

Bruno FAURE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-11

Transfert de domanialité d'une partie de l'ancien tracé de la RD n°53, "Chemin de la Capelotte" à la Commune de Sansac-de-Marmiesse

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.131-4 ;

Vu la délibération de la Commune de Sansac-de-Marmiesse en date du 27 mars 2025 acceptant le transfert de domanialité et approuvant la convention préalable ;

Considérant que cette portion de route n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale ;

-ACCEPTE le transfert de domanialité du "Chemin de La Capelotte", à partir du carrefour avec la nouvelle RD n°53 sur une longueur d'environ 500 mètres linéaires, dans le domaine public communal comme précisé sur le plan joint en annexe. Le transfert de domanialité sera effectif dès signature par les deux parties du procès-verbal de réception des travaux.

- **APPROUVE** la convention préalable au transfert de domanialité entre le Département et la Commune de Sansac-de-Marmiesse dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Département du Cantal

EX RD n°53

COMMUNE DE SANSAC-DE-MARMIESSE

CONVENTION PREALABLE

À UN TRANSFERT DE DOMANIALITE

ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE DE SANSAC-DE-MARMIESSE

Vu les dispositions du Code de la Voirie Routière relatives aux opérations de classement et de déclassement des voies publiques, notamment les articles L131-4 et L141-3,

Entre

Le Département du Cantal représenté par le Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la commission permanente en date du 4 juillet 2025,

Et

La Commune de SANSAC-DE-MARMIESSE, représentée par, Monsieur le Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2005,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

OBJET

L'opération RN 122 – déviation de Sansac-de-Marmiesse, et notamment la création du giratoire du Pas du Rieu a créé une portion de route (ancienne RD n°53) qui n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale mais qui conserve un intérêt pour la desserte publique locale de la commune de Sansac-de-Marmiesse.

Cette convention a donc pour objet de définir les conditions du transfert de domanialité du "Chemin de La Capelotte", à partir du carrefour avec la nouvelle RD n°53, dans le domaine public routier de la commune, sur une longueur d'environ 500 mètres linéaires, conformément au tracé matérialisé en bleu sur le plan de situation joint en annexe.

ARTICLE 2

OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Département s'engage à réaliser les travaux suivants :

- Remise en état des dépendances bleues.
- Reprise ponctuelle des profils de la route en grave émulsion.
- Réfection de la couche de roulement par enduit superficiel d'usure.

Un procès-verbal de réception listant les travaux réalisés par le Département sera établi contradictoirement entre les parties à l'issue de ces derniers.

ARTICLE 3**DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION**

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 2 ans, elle n'a reçu aucun commencement d'exécution.

ARTICLE 4**TRANSFERT DE DOMANIALITE**

Le transfert de domanialité sera effectif dès signature par les deux parties du procès-verbal de réception des travaux.

ARTICLE 5**DOMICILIATION DE LA CONVENTION**

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier, de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de SANSAC-DE-MARMIESSE ainsi qu'à l'Hôtel du DÉPARTEMENT.

ARTICLE 6**REGLMENT DES LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 7**MODALITES D'ETABLISSEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque co-signataire bénéficiant d'un original.

Fait à AURILLAC, le 05/05/2025

Le Maire de la Commune
de SANSAC-DE-MARMIESSE



Michel BAISSAC

Le Président du Conseil départemental
du CANTAL,

Bruno FAURE

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CANTAL

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE SANSAC DE MARMIESSE
Séance du 27 mars 2025

Conseillers Municipaux en
exercice : 14
Qui ont pris part à la
délibération : 13

Date de la convocation :
20.03.2025

Date d'affichage :
21.03.2025

L'an deux mille vingt-cinq, les vingt-sept mars à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie, sous la présidence de **M. Michel BAISSAC, Maire**.

Présents : Michel BAISSAC, Pierre COUDERC, Yvette BASTID, Laurent LHERITIER, Florence ANDRIEU, Laurence BOUISSE-VERNIOL, Daniel DOLY, Marie FABREGUES, Virginie FICHE, Stéphane LACAMBRE, Evelyne MANIAVAL, Hervé SEGUIS, Annick VIDAL.

Absent excusé : Vincent MARTINET

Secrétaire de séance : Mme FICHE Virginie

Objet de la délibération n° 20250327_14 :

CONVENTION PREALABLE A UN TRANSFERT DE DOMANIALITE ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE

VU les dispositions du Code de la Voirie Routière relatives aux opérations de classement et de déclassament des voies publiques, notamment les articles L 131-4 et L141-3,

Suite à l'aménagement de la Route Nationale 122 ayant pour objet la déviation de Sansac de Marmiesse, divers aménagements de voirie n'ont plus d'intérêt pour la voirie départementale mais conservent un intérêt pour la desserte public locale de la commune.

Monsieur le Maire présente les plans fournis par la Mission Affaires Foncières du Département et donne lecture des projets de conventions. Il tient à préciser que le Département s'engage à réaliser certains travaux préalables au transfert des voiries et délaissés concernés. Par contre, il est précisé que le transfert de la nouvelle RD n°53 (route d'Ytrac) se fera en 2026.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu cet exposé, à l'unanimité **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions de transfert de domanialité suivantes et **DONNE** son accord sur les conditions visées :

- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°53, « route de La Capelotte » à partir du carrefour de la nouvelle RD n°53 (± 500 m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°458, « route du Château d'Eau » à partir du carrefour avec la RD n°53 (± 200m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une partie de la RD n°145, « route des Grands Chênes », du croisement de la RD n°145 avec la RN 2122 jusqu'au croisement de la RD n°145 avec la RD n°153 au niveau des « Bessades » (± 500 m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°153, « route des Bessades » du croisement de la RD n°153 avec la RD n°145 au niveau des « Bessades » jusqu'au croisement de la RD n°153 avec la « VC de Lasfargues » (± 1000 m linéaires).

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, à SANSAC DE MARMIESSE, le 27 mars 2025.

Le Maire,
Michel BAISSAC.



Accusé de réception en préfecture
015-211502216-20250505-20250327-14-DE
Date de télétransmission : 05/05/2025
Date de réception préfecture : 05/05/2025

EX RD 53 Chemin de La Capelotte



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-12

Transfert de domanialité d'une partie de la RD n°145, "Route des Grand Chênes" à la Commune de Sansac-de-Marmiesse

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.131-4 ;

Vu la délibération de la Commune de Sansac-de-Marmiesse en date du 27 mars 2025 acceptant le transfert de domanialité et approuvant la convention préalable ;

Considérant que cette portion de route n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale ;

-ACCEPTE le transfert de domanialité de la la "Route des Grands Chênes", du croisement de la RD n°145 avec la RN 2122 jusqu'au croisement de la RD n°145 avec la RD n°153 au niveau des "Bessades" sur une longueur d'environ 500 mètres linéaires, dans le domaine public communal comme précisé sur le plan joint en annexe. Le transfert de domanialité sera effectif dès signature par les deux parties du procès-verbal de réception des travaux.

- **APPROUVE** la convention préalable au transfert de domanialité entre le Département et la Commune de Sansac-de-Marmiesse jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Département du Cantal

RD n°145

COMMUNE DE SANSAC-DE-MARMIESSE

CONVENTION PREALABLE

À UN TRANSFERT DE DOMANIALITE

ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE DE SANSAC-DE-MARMIESSE

VU les dispositions du Code de la Voirie Routière relatives aux opérations de classement et de déclassement des voies publiques, notamment les articles L131-4 et L141-3,

Entre

Le Département du Cantal représenté par le Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la commission permanente en date du 4 juillet 2025,

Et

La Commune de SANSAC-DE-MARMIESSE, représentée par, Monsieur le Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2005,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

OBJET

Les travaux du nouveau tracé de la RN 122, ont modifié le trafic routier sur la commune de Sansac-de-Marmiesse et ont créé une portion de route (une partie de la RD n°145) qui n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale mais qui conserve un intérêt pour la desserte publique locale.

Cette convention a donc pour objet de définir les conditions du transfert de domanialité dans le domaine public routier de la commune de la "Route des Grands Chênes", du croisement de la RD n°145 avec la RN 2122 (PR1+095 de la RD 145), sur une longueur d'environ 500 mètres linéaires, jusqu'au croisement de la RD n°145 avec la RD n°153 au niveau des "Bessades" (PR1+600 de la RD n°145), conformément au tracé matérialisé en bleu sur le plan de situation joint en annexe.

ARTICLE 2

OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Département s'engage à réaliser les travaux suivants :

- Réfection de la couche de roulement en enrobé à froid.

Un procès-verbal de réception listant les travaux réalisés par le Département sera établi contradictoirement entre les parties à l'issue de ces derniers.

ARTICLE 3**DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION**

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 2 ans, elle n'a reçu aucun commencement d'exécution.

ARTICLE 4**TRANSFERT DE DOMANIALITE**

Le transfert de domanialité sera effectif dès signature par les deux parties du procès-verbal de réception des travaux.

ARTICLE 5**DOMICILIATION DE LA CONVENTION**

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier, de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de SANSAC-DE-MARMIESSE ainsi qu'à l'Hôtel du DÉPARTEMENT.

ARTICLE 6**REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 7**MODALITES D'ETABLISSEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque co-signataire bénéficiant d'un original.

Fait à AURILLAC, le 05/05/2025

Le Maire de la Commune
de SANSAC-DE-MARMIESSE



Michel BAISSAC

Le Président du Conseil départemental
du CANTAL,

Bruno FAURE

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CANTAL

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE SANSAC DE MARMIESSE
Séance du 27 mars 2025

Conseillers Municipaux en
exercice : 14
Qui ont pris part à la
délibération : 13

Date de la convocation :
20.03.2025

Date d'affichage :
21.03.2025

L'an deux mille vingt-cinq, les vingt-sept mars à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie, sous la présidence de **M. Michel BAISSAC, Maire**.

Présents : Michel BAISSAC, Pierre COUDERC, Yvette BASTID, Laurent LHERITIER, Florence ANDRIEU, Laurence BOUISSE-VERNIOL, Daniel DOLY, Marie FABREGUES, Virginie FICHE, Stéphane LACAMBRE, Evelyne MANIAVAL, Hervé SEGUIS, Annick VIDAL.

Absent excusé : Vincent MARTINET

Secrétaire de séance : Mme FICHE Virginie

Objet de la délibération n° 20250327_14 :

CONVENTION PREALABLE A UN TRANSFERT DE DOMANIALITE ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE

VU les dispositions du Code de la Voirie Routière relatives aux opérations de classement et de déclassément des voies publiques, notamment les articles L 131-4 et L141-3,

Suite à l'aménagement de la Route Nationale 122 ayant pour objet la déviation de Sansac de Marmiesse, divers aménagements de voirie n'ont plus d'intérêt pour la voirie départementale mais conservent un intérêt pour la desserte public locale de la commune.

Monsieur le Maire présente les plans fournis par la Mission Affaires Foncières du Département et donne lecture des projets de conventions. Il tient à préciser que le Département s'engage à réaliser certains travaux préalables au transfert des voiries et délaissés concernés. Par contre, il est précisé que le transfert de la nouvelle RD n°53 (route d'Ytrac) se fera en 2026.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu cet exposé, à l'unanimité **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions de transfert de domanialité suivantes et **DONNE** son accord sur les conditions visées :

- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°53, « route de La Capelotte » à partir du carrefour de la nouvelle RD n°53 (± 500 m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°458, « route du Château d'Eau » à partir du carrefour avec la RD n°53 (± 200m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une partie de la RD n°145, « route des Grands Chênes », du croisement de la RD n°145 avec la RN 2122 jusqu'au croisement de la RD n°145 avec la RD n°153 au niveau des « Bessades » (± 500 m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°153, « route des Bessades » du croisement de la RD n°153 avec la RD n°145 au niveau des « Bessades » jusqu'au croisement de la RD n°153 avec la « VC de Lasfargues » (± 1000 m linéaires).

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, à SANSAC DE MARMIESSE, le 27 mars 2025.

Le Maire,
Michel BAISSAC.



Accusé de réception en préfecture
015-211502216-20250505-20250327-14-DE
Date de télétransmission : 05/05/2025
Date de réception préfecture : 05/05/2025

RD 145 Route des Grands Chênes



- Route nationale
- Route départementale

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-13

Transfert de domanialité d'une partie de la RD n°153, "Route des Bessades" à la Commune de Sansac-de-Marmiesse

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.131-4 ;

Vu la délibération de la Commune de Sansac-de-Marmiesse en date du 27 mars 2025 acceptant le transfert de domanialité et approuvant la convention préalable ;

Considérant que cette portion de route n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale ;

- **ACCEPTE** le transfert de domanialité de la "Route des Bessades", du croisement de la RD n°153 avec la RD n°145 au niveau des "Bessades" jusqu'au croisement de la RD n°153 avec la voie communale de "Lasfargues" sur une longueur d'environ 1000 mètres linéaires, dans le domaine public communal comme précisé sur le plan joint en annexe. Le transfert de domanialité sera effectif dès signature par les deux parties du procès-verbal de réception des travaux.

- **APPROUVE** la convention préalable au transfert de domanialité entre le Département et la Commune de Sansac-de-Marmiesse jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Département du Cantal

RD n°153

COMMUNE DE SANSAC-DE-MARMIESSE

CONVENTION PREALABLE

À UN TRANSFERT DE DOMANIALITE

ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE DE SANSAC-DE-MARMIESSE

VOU les dispositions du Code de la Voirie Routière relatives aux opérations de classement et de déclassement des voies publiques, notamment les articles L131-4 et L141-3,

Entre

Le Département du Cantal représenté par le Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la commission permanente en date du 4 juillet 2025,

Et

La Commune de SANSAC-DE-MARMIESSE, représentée par, Monsieur le Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2005,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

OBJET

Les travaux du nouveau tracé de la RN 122, ont modifié le trafic routier sur la commune de Sansac-de-Marmiesse et ont créé une portion de route (une partie de la RD n°153) qui n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale mais qui conserve un intérêt pour la desserte publique locale.

Cette convention a donc pour objet de définir les conditions du transfert de domanialité dans le domaine public routier de la commune de la "Route des Bessades", du croisement de la RD n°153 avec la RD n°145 au niveau des "Bessades" (PR0+740 de la RD 153), sur une longueur d'environ 1000 mètres linéaires, jusqu'au croisement de la RD n°153 avec la voie communale de "Lasfargues" (PR1+780 de la RD n°153), conformément au tracé matérialisé en bleu sur le plan de situation joint en annexe.

ARTICLE 2

OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Département s'engage à réaliser les travaux suivants :

- Remise en état des dépendances bleues.
- Reprise ponctuelle des profils de la route en grave émulsion.
- Réfection de la couche de roulement par enduit superficiel d'usure.

Un procès-verbal de réception listant les travaux réalisés par le Département sera établi contradictoirement entre les parties à l'issue de ces derniers.

ARTICLE 3**DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION**

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 2 ans, elle n'a reçu aucun commencement d'exécution.

ARTICLE 4**TRANSFERT DE DOMANIALITE**

Le transfert de domanialité sera effectif dès signature par les deux parties du procès-verbal de réception des travaux.

ARTICLE 5**DOMICILIATION DE LA CONVENTION**

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier, de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de SANSAC-DE-MARMIESSE ainsi qu'à l'Hôtel du DÉPARTEMENT.

ARTICLE 6**REGLEMENT DES LITIGES**

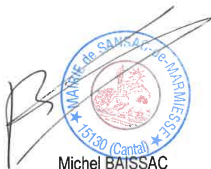
Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 7**MODALITES D'ETABLISSEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque co-signataire bénéficiant d'un original.

Fait à AURILLAC, le ...05/05/... 2025

Le Maire de la Commune
de SANSAC-DE-MARMIESSE


Michel BAISSAC

Le Président du Conseil départemental
du CANTAL,

Bruno FAURE

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CANTAL

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE SANSAC DE MARMIESSE
Séance du 27 mars 2025

Conseillers Municipaux en
exercice : 14
Qui ont pris part à la
délibération : 13

Date de la convocation :
20.03.2025

Date d'affichage :
21.03.2025

L'an deux mille vingt-cinq, les vingt-sept mars à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie, sous la présidence de **M. Michel BAISSAC, Maire**.

Présents : Michel BAISSAC, Pierre COUDERC, Yvette BASTID, Laurent LHERITIER, Florence ANDRIEU, Laurence BOUISSE-VERNIOL, Daniel DOLY, Marie FABREGUES, Virginie FICHE, Stéphane LACAMBRE, Evelyne MANIAVAL, Hervé SEGUIS, Annick VIDAL.

Absent excusé : Vincent MARTINET

Secrétaire de séance : Mme FICHE Virginie

Objet de la délibération n° 20250327_14 :

CONVENTION PREALABLE A UN TRANSFERT DE DOMANIALITE ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE

VU les dispositions du Code de la Voirie Routière relatives aux opérations de classement et de déclassament des voies publiques, notamment les articles L 131-4 et L141-3,

Suite à l'aménagement de la Route Nationale 122 ayant pour objet la déviation de Sansac de Marmiesse, divers aménagements de voirie n'ont plus d'intérêt pour la voirie départementale mais conservent un intérêt pour la desserte public locale de la commune.

Monsieur le Maire présente les plans fournis par la Mission Affaires Foncières du Département et donne lecture des projets de conventions. Il tient à préciser que le Département s'engage à réaliser certains travaux préalables au transfert des voiries et délaissés concernés. Par contre, il est précisé que le transfert de la nouvelle RD n°53 (route d'Ytrac) se fera en 2026.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu cet exposé, à l'unanimité **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions de transfert de domanialité suivantes et **DONNE** son accord sur les conditions visées :

- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°53, « route de La Capelotte » à partir du carrefour de la nouvelle RD n°53 (± 500 m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°458, « route du Château d'Eau » à partir du carrefour avec la RD n°53 (± 200m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une partie de la RD n°145, « route des Grands Chênes », du croisement de la RD n°145 avec la RN 2122 jusqu'au croisement de la RD n°145 avec la RD n°153 au niveau des « Bessades » (± 500 m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°153, « route des Bessades » du croisement de la RD n°153 avec la RD n°145 au niveau des « Bessades » jusqu'au croisement de la RD n°153 avec la « VC de Lasfargues » (± 1000 m linéaires).

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, à SANSAC DE MARMIESSE, le 27 mars 2025.

Le Maire,
Michel BAISSAC.



Accusé de réception en préfecture
015-211502216-20250505-20250327-14-DE
Date de télétransmission : 05/05/2025
Date de réception préfecture : 05/05/2025

RD 153 Route des Bessades



- Route nationale
- Route départementale

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-14

Transfert de domanialité de l'ancienne RD n°458, "Route du Château d'eau" à la Commune de Sansac-de-Marmiesse

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.131-4 ;

Vu la délibération de la Commune de Sansac-de-Marmiesse en date du 27 mars 2025 acceptant le transfert de domanialité et approuvant la convention préalable ;

Considérant que cette portion de route n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale ;

- ACCEPTE le transfert de domanialité de la "Route du Château d'eau" (ex RD n°458), à partir du carrefour avec la RD n°53 sur une longueur d'environ 200 mètres linéaires, dans le domaine public communal comme précisé sur le plan joint. Le transfert de domanialité sera effectif dès signature par les deux parties du procès-verbal de réception des travaux.

- **APPROUVE** la convention préalable au transfert de domanialité entre le Département et la Commune de Sansac-de-Marmiesse jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Département du Cantal

RD n°458

COMMUNE DE SANSAC-DE-MARMIESSE

CONVENTION PREALABLE

À UN TRANSFERT DE DOMANIALITE

ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE DE SANSAC-DE-MARMIESSE

VU les dispositions du Code de la Voirie Routière relatives aux opérations de classement et de déclassement des voies publiques, notamment les articles L131-4 et L141-3,

Entre

Le Département du Cantal représenté par le Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la commission permanente en date du 4 juillet 2025,

Et

La Commune de SANSAC-DE-MARMIESSE, représentée par, Monsieur le Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2005,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

OBJET

L'opération RN 122 – déviation de Sansac-de-Marmiesse, et notamment la création du giratoire du Pas du Rieu a créé une portion de route (ancienne RD n°458) qui n'a plus d'intérêt pour la voirie départementale mais qui conserve un intérêt pour la desserte publique locale de la commune de Sansac-de-Marmiesse.

Cette convention a donc pour objet de définir les conditions du transfert de domanialité de la "Route du Château d'eau" à partir du carrefour avec la RD n°53, dans le domaine public routier de la commune, sur une longueur d'environ 200 mètres linéaires, conformément au tracé matérialisé en bleu sur le plan de situation joint en annexe.

ARTICLE 2

OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Département s'engage à réaliser les travaux suivants :

- Remise en état des dépendances bleues.
- Reprise ponctuelle des profils de la route en grave émulsion.
- Réfection de la couche de roulement par enduit superficiel d'usure.

Un procès-verbal de réception listant les travaux réalisés par le Département sera établi contradictoirement entre les parties à l'issue de ces derniers.

ARTICLE 3**DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION**

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 2 ans, elle n'a reçu aucun commencement d'exécution.

ARTICLE 4**TRANSFERT DE DOMANIALITE**

Le transfert de domanialité sera effectif dès signature par les deux parties du procès-verbal de réception des travaux.

ARTICLE 5**DOMICILIATION DE LA CONVENTION**

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier, de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de SANSAC-DE-MARMIESSE ainsi qu'à l'Hôtel du DÉPARTEMENT.

ARTICLE 6**REGLLEMENT DES LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 7**MODALITES D'ETABLISSEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque co-signataire bénéficiant d'un original.

Fait à AURILLAC, le 05/05/2025

Le Maire de la Commune
de SANSAC-DE-MARMIESSE



Michel BAISSAC

Le Président du Conseil départemental
du CANTAL,

Bruno FAURE

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CANTAL

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE SANSAC DE MARMIESSE
Séance du 27 mars 2025

Conseillers Municipaux en
exercice : 14
Qui ont pris part à la
délibération : 13

Date de la convocation :
20.03.2025

Date d'affichage :
21.03.2025

L'an deux mille vingt-cinq, les vingt-sept mars à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie, sous la présidence de **M. Michel BAISSAC, Maire**.

Présents : Michel BAISSAC, Pierre COUDERC, Yvette BASTID, Laurent LHERITIER, Florence ANDRIEU, Laurence BOUISSE-VERNIOL, Daniel DOLY, Marie FABREGUES, Virginie FICHE, Stéphane LACAMBRE, Evelyne MANIAVAL, Hervé SEGUIS, Annick VIDAL.

Absent excusé : Vincent MARTINET

Secrétaire de séance : Mme FICHE Virginie

Objet de la délibération n° 20250327_14 :

CONVENTION PREALABLE A UN TRANSFERT DE DOMANIALITE ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE

VU les dispositions du Code de la Voirie Routière relatives aux opérations de classement et de déclassament des voies publiques, notamment les articles L 131-4 et L141-3,

Suite à l'aménagement de la Route Nationale 122 ayant pour objet la déviation de Sansac de Marmiesse, divers aménagements de voirie n'ont plus d'intérêt pour la voirie départementale mais conservent un intérêt pour la desserte public locale de la commune.

Monsieur le Maire présente les plans fournis par la Mission Affaires Foncières du Département et donne lecture des projets de conventions. Il tient à préciser que le Département s'engage à réaliser certains travaux préalables au transfert des voiries et délaissés concernés. Par contre, il est précisé que le transfert de la nouvelle RD n°53 (route d'Ytrac) se fera en 2026.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu cet exposé, à l'unanimité **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions de transfert de domanialité suivantes et **DONNE** son accord sur les conditions visées :

- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°53, « route de La Capelotte » à partir du carrefour de la nouvelle RD n°53 (± 500 m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°458, « route du Château d'Eau » à partir du carrefour avec la RD n°53 (± 200m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une partie de la RD n°145, « route des Grands Chênes », du croisement de la RD n°145 avec la RN 2122 jusqu'au croisement de la RD n°145 avec la RD n°153 au niveau des « Bessades » (± 500 m linéaires) ;
- Transfert de domanialité d'une portion de route de l'ex-RD n°153, « route des Bessades » du croisement de la RD n°153 avec la RD n°145 au niveau des « Bessades » jusqu'au croisement de la RD n°153 avec la « VC de Lasfargues » (± 1000 m linéaires).

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme, à SANSAC DE MARMIESSE, le 27 mars 2025.

Le Maire,
Michel BAISSAC.



Accusé de réception en préfecture
015-211502216-20250505-20250327-14-DE
Date de télétransmission : 05/05/2025
Date de réception préfecture : 05/05/2025

Ex RD 458 Route du Château d'eau



- Route nationale
- Route départementale

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-15

Aménagement de la Route Départementale n°21 - Commune de Massiac - Acquisition de terrains

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Didier ACHALME ne participe pas au vote ainsi que Bruno FAURE par le pouvoir donné.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L 131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021, autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire des parcelles cadastrées section ZH, numéro 302 et section E, numéro 451 qui diffère des modalités arrêtées par la délibération du 17 septembre 1999 et la délibération n°12CP07-54 du 21 septembre 2012 ;

- DECIDE de l'annulation des modalités arrêtées par la délibération de la Commission Permanente du 17 septembre 1999 avec Les Habitants de Prunettes et la délibération n°12CP07-54 du 21 septembre 2012 avec la Commune de Massiac ;

- **DECIDE** de l'acquisition des terrains nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°21 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

**Route Départementale n°21
Aménagement "Côte de Bussac" - 00911**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MASSIAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
Commune de MASSIAC	ZH302	ZH468 = 600 ZH469 = 194	8 326	TAILS	158,80

**Route Départementale n°21
Massiac à La Chapelle Laurent - 00294**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MASSIAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
Habitants de PRUGNES	E451	E747 = 263	216 242	LANDE	40,09

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer les actes à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-16

Aménagement de la Route départementale n°21 - Commune de Saint-Saturnin - Acquisitions de terrains

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021, autorisant Monsieur le Président faisant office de notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

- **DECIDE** des acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement de la route départementale n°21 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

Route Départementale n°21
Glissement de terrain RD 16 - 01101

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-SATURNIN

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
Commune de Saint-Saturnin	C292	200	10547	Terrain d'agrément	400,00
	C27	307	182	Sol	76,75

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-17

Aménagement de la Route départementale n°21 - Commune de Saint-Saturnin - Acquisition d'un terrain

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale ;

- **DECIDE** de l'acquisition d'un terrain nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°21 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

Route Départementale n° 21 Glissement de terrain RD 16 - 01101

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-SATURNIN

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	C895	392	74899	Pâture	1,00 € non remis à l'encaissement

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à cette acquisition et à régler les frais afférents ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-18

**Aménagement de la Route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès -
Acquisition d'un terrain**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L 131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021, autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire de la parcelle cadastrée section L numéro 263 qui diffère des modalités arrêtées par délibération n°22CP09-16 du 22 octobre 2022 ;

- **DECIDE** de l'annulation des modalités arrêtées par délibération de la Commission Permanente n°22CP09-16 du 22 octobre 2022 avec le Groupement Forestier du Parc de Saint Hubert ;

- **DECIDE** de l'acquisition de terrain nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°42 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n°42
Aménagement RD42 à Uzols - 01142**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-SANTIN-CANTALES

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
Groupement Forestier du parc de Saint Hubert	L263	433	715196	FUT	64,95	2 500,00	2 564,95

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-19

**Désaffectation, déclassement et cession d'une partie de l'ancien bâtiment du Parc de Saint-Flour
- Commune de Saint-Flour**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la voirie routière ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances publiques, Pôle d'Evaluations Domaniales ;

Considérant l'offre d'achat par l'acquéreur en date du 7 juin 2024 ;

Considérant que cette parcelle ne fait l'objet d'aucune utilisation par le Département ;

- DECIDE de désaffecter la parcelle atelier de stockage de l'ancien bâtiment du Parc de Saint-Flour sur la section AM et de prononcer le déclassement de ladite parcelle.

- **EMET** un avis favorable à la cession d'un terrain tel qu'il figure au tableau ci-après :

Route Départementale n° 621 - BAT08
Cession d'une partie de l'ancien bâtiment du parc départemental

Acquéreur :

Cadastre et Superficie :

Commune : SAINT-FLOUR

Section	N° de parcelle	Surface	Lieu-dit	Nature
AM	278	76	18 avenue du Lioran	T - SOLS

Montant de la vente : 36 000 €

Les frais notariés sont à la charge de l'acquéreur.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié nécessaire à cette cession de terrain ainsi que tout acte s'y rapportant.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-20

Désaffectation, déclassement et cession d'une parcelle au profit d'un tiers - Commune de Laveissière

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la Voirie Routière ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances publiques, Pôle d'Évaluations Domaniales ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et l'acquéreur TDF qui diffère des modalités arrêtées par délibération n°24CP02-10 de la Commission Permanente du 23 février 2024 ;

Considérant que cette parcelle ne fait l'objet d'aucune utilisation par le Conseil départemental du Cantal ;

- **DECIDE** de l'annulation de la délibération de la Commission Permanente n°24CP02-10 du 23 février 2024 ;

- **CONSTATE** la désaffectation de la parcelle du fait de la démolition de l'abri à sel ;

- **DECIDE** de prononcer le déclassement de la parcelle n° 60 ;

- **EMET** un avis favorable à la cession de ladite parcelle telle que définie au tableau ci-après :

**Route départementale n°67
Création d'une zone technique pour
une couverture en téléphonie mobile dans le tunnel du Lioran**

Acquéreur : TDF

Commune de LAVEISSIERE

Cadastre et superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
AM	60	Hameau du Bec de l'Aigle	190	En l'état

Montant de la vente : 10 000 €

- **APPROUVE** le compromis de vente joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit compromis de vente ainsi que l'acte notarié nécessaire à cette cession de terrain et tout acte s'y rapportant.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMPROMIS DE VENTE

Code IG : 1510105 - Nom du site : Tunnel Lioran

Département du Cantal / TDF

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département du Cantal, 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex,

Représentée par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Agissant au nom et pour le compte dudit Département, en vertu de la délégation qui lui a été conférée par le Conseil départemental, suivant arrêté en date du 01/07/2021, et en exécution d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 04/07/2025,

Ci-après dénommée le "**Vendeur**"
d'une part,

ET

TDF, Société par Actions Simplifiée au capital de 166 956 512 €, dont le siège social est 155 bis avenue Pierre Brossollette, 92541 MONTROUGE, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 342 404 399, représentée par Luc Lecoivre, agissant en qualité de Responsable Patrimoine Rhône Auvergne, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommée "**TDF**" ou "**l'Acquéreur**"
d'autre part,

ci-après dénommées ensemble les "**Parties**" ou individuellement une "**Partie**".

PREAMBULE

TDF souhaite acquérir une parcelle complète sur la commune de Laveissière (15101) afin d'y édifier une station radioélectrique composée d'équipements techniques au sol et d'un pylône supportant des antennes.

A l'issue des discussions et échanges préalables entre le Vendeur et l'Acquéreur relatifs au projet d'acquisition par TDF de :

- la parcelle cadastrée section AM n°60 sise sur la Commune de Laveissière (15101),

appartenant au Vendeur, les Parties ont conclu le présent contrat qui constitue un compromis de vente (ci-après "Compromis").

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

OBJET

Par les présentes, le Vendeur s'engage à vendre, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit les plus étendues en pareille matière, mais sous les conditions suspensives ci-après stipulées, à l'Acquéreur, qui s'engage à acheter sous les mêmes conditions, l'immeuble dont la désignation suit :

- La parcelle de terrain cadastrée sur la commune de Laveissière, section AM, n° 60, d'une superficie de 190 m², figurant sur les plans ci-joints,

Tel que ce bien existe avec ses aisances, parties attenantes et dépendantes, et les droits de toute nature qui y sont attachés, sans exception ni réserve.

REITERATION DE LA VENTE

La réitération de la vente par acte authentique devra intervenir dans les douze mois qui suivront la réalisation, dans le délai ci-après prévu, de la dernière des conditions suspensives ou de la décision de l'Acquéreur d'y passer outre, et ce, sauf prorogation du délai accepté par les parties ou demandé par le notaire.

La réitération de la vente par acte authentique n'est qu'une simple modalité de l'exécution de la vente et non une condition affectant la validité de la vente, cette dernière étant définitive dès la signature du présent compromis.

Toute rétractation unilatérale de la volonté du Vendeur sera de plein droit inefficace. Le Vendeur renonce expressément au bénéfice des articles 1221 nouveau (anciennement article 1142) et 1590 du Code civil. En cas de refus par le Vendeur de réaliser la vente par acte authentique, l'Acquéreur pourra poursuivre l'exécution forcée de la vente par voie judiciaire.

TRANSFERT DE PROPRIETE-JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'immeuble désigné au paragraphe "OBJET" s'effectuera au jour de la signature par chacune des parties de l'acte authentique.

Le transfert de propriété confère à l'Acquéreur tous les droits attachés à la qualité de propriétaire.

L'Acquéreur aura la jouissance de l'immeuble ci-dessus désigné (et y compris y faire tous travaux d'aménagement et constructions régulièrement autorisés) à compter de ce jour. Cette entrée en jouissance anticipée ne donnera lieu à aucune indemnité.

Dans l'hypothèse où la vente ne serait pas réitérée par acte authentique notamment du fait de la non réalisation des conditions suspensives, les Parties se rencontreront pour prévoir le sort, le cas échéant, des aménagements et travaux effectués par l'Acquéreur.

A ce sujet le Vendeur s'interdit, pendant la durée de validité de la présente promesse, d'aliéner l'immeuble qui en est l'objet, de l'hypothéquer, de le louer, de consentir ou de laisser acquérir toute servitude et, d'une manière générale, d'accomplir tout acte ou de consentir à tout fait et action qui aurait pour effet d'en déprécier la valeur et l'usage.

ORIGINE DE LA PROPRIETE

Le Vendeur s'oblige à justifier d'une origine de propriété régulière et trentenaire lors de la réalisation de la vente, ainsi qu'à fournir en temps utile au notaire rédacteur de l'acte authentique de vente, tous les titres, documents et renseignements nécessaires à la rédaction de cet acte.

Il est convenu d'un commun accord que le notaire rédacteur de l'acte sera :

Maitre Me Charmetton, domicilié 647 Grande rue - BP 269 01702 MIRIBEL CEDEX.

CONDITIONS SUSPENSIVES

En outre, le présent compromis de vente est consenti et accepté sous réserve de la réalisation dans un délai de six mois, des conditions suspensives ci-après stipulées, à savoir :

- l'absence d'inscription prise pour un montant supérieur au prix de la vente sus énoncé, de transcription ou mention pouvant porter atteinte à la libre disposition desdits biens attestée par le renseignement hypothécaire urgent hors formalité, qui sera remis du chef du(des) Vendeur(s) et des précédents propriétaires, relativement à l'immeuble objet des présentes,
- la note de renseignements d'urbanisme concernant l'immeuble ci-dessus désigné ne révélant aucune injonction de travaux, ni état de péril ou insalubrité ni aucune servitude ou autre empêchement susceptible de restreindre la valeur vénale de l'immeuble ou son usage normal,
- la purge de tous droits de préemption,
- l'obtention de l'autorisation d'urbanisme (permis de construire ou non opposition à déclaration préalable) et toutes autres autorisations administratives permettant l'édification et la mise en service d'une station radioélectrique,

En cas de défaillance de l'une seulement des conditions suspensives, la présente promesse deviendra caduque de plein droit et les parties seront déliées de tout engagement, à moins que l'Acquéreur décide de renoncer à une ou plusieurs de ces conditions.

Dans ce cas, l'Acquéreur devra informer le Vendeur de son intention de renoncer, au plus tard dans un délai d'un (1) mois à compter de la date à laquelle il aura eu connaissance de la non-réalisation d'une ou de plusieurs des conditions suspensives.

PRIX

La vente aura lieu moyennant le prix fixé d'un commun accord à Dix mille euros (10 000 €.), payable comptant le jour de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

Le Vendeur déclare ne pas être assujéti à la TVA (taxe sur la valeur ajoutée).

DECLARATIONS

Le Vendeur déclare :

- qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition du bien désigné ci-dessus et par conséquent à la conclusion du présent compromis de vente,
- que les biens objet des présentes sont libres de tout privilège ou hypothèque. Si tout privilège ou hypothèque se révélait, il s'oblige à en rapporter la mainlevée et le certificat de radiation à ses frais,
- que les biens objet des présentes sont libres de toute transcription ou mention pouvant porter atteinte à la libre disposition desdits biens attestée par le renseignement hypothécaire urgent hors formalité, qui sera remis du chef du Vendeur et des précédents propriétaires, relativement à l'immeuble objet des présentes,
- qu'à sa connaissance les biens objet du présent compromis de vente sont grevés d'aucune servitude susceptible de restreindre notablement l'usage du bien vendu ou d'en déprécier la valeur sauf celles résultant de la situation naturelle des lieux ou des textes et règlements en vigueur concernant l'urbanisme,
- que les biens objet des présentes sont libres de toute occupation.

FRAIS

Les frais de l'acte authentique seront supportés par l'Acquéreur qui s'y oblige, ainsi que les frais accessoires (géomètre expert, ...).

CLAUDE DE DEDIT

Il est expressément convenu entre les Parties que TDF pourra, pendant un délai de six (6) mois, se libérer de tout engagement d'achat visé aux présentes et ne pas procéder à la réitération par acte authentique.

En cas d'exercice de la présente clause, à titre de dédit, TDF versera au Vendeur une somme représentant 5% (cinq pour cent) du prix de vente visé ci-dessus. Le montant versé, ne pouvant être assimilé à des arrhes ou à un acompte, s'effectuera au plus tard trente jours après la réception par le Vendeur de la lettre recommandée avec avis de réception l'informant que TDF se dédit de ses engagements.

Cette faculté de dédit est au seul bénéfice de TDF qui pourra l'exercer dans le délai susvisé à compter de la signature des présentes.

Si TDF exerce sa faculté de dédit, les Parties seront libérées de tout engagement l'une envers l'autre et se retrouveront dans la même situation que celle avant signature du Compromis. A défaut, le Compromis poursuivra ses pleins effets.

COORDONNEES DU VENDEUR

Pour faciliter les échanges relatifs au présent contrat :

Nom : M Mourgues Philippe

Courriel : Pmourgues@cantal.fr

Tél : 04.71.46.21.64

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile :

- Le Vendeur : Tel que mentionné en comparution des Parties au présent contrat,


- L'Acquéreur, au siège de TDF : 1194 route des Echets 01390 Tramoyes

Le 20/05/2025

A Aurillac

Fait en trois exemplaires originaux,

- Un pour le Vendeur
- Un pour l'Acquéreur
- Un pour le notaire en charge de la rédaction de l'acte authentique.

Le Vendeur <i>Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé"</i>	L'Acquéreur <i>Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé"</i>
<p>Le Président du Conseil départemental,</p> <p>Bruno FAURE.</p>	<p>lu et approuvé</p> 

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-21

Cession de parcelles au profit d'un tiers sur la Commune de Vebret au lieu-dit Repastil suite à la construction du Centre Routier de l'Artense

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 22CP01-19 du Conseil départemental du 28 janvier 2022 donnant un avis favorable à l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'un Centre Routier Départemental ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales en date du 22 mai 2025 ;

Considérant l'inutilité de ces parcelles nullement gérées ;

- **DECIDE** de procéder à la cession de terrains tels qu'ils figurent au tableau ci-après :

Commune de VEBRET

Acquéreur : SCEA DAUPHIN

Dossier n° AAF 53

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
B	1943	Repastil	71	en l'état
B	1959	Repastil	2336	en l'état

Montant de la vente : $1,00 \text{ €} \times 2\,407 \text{ m}^2 = 2\,407 \text{ €}$

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son délégué à signer l'acte notarié lié à ces cessions.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-22

Déclassement et échange de parcelles sur la Commune d'Ally suite à l'aménagement de la route départementale n°680

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L1128 du Code de la voirie routière ;

Vu l'article L 1111- 4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°24CD06-8 du Conseil départemental en date du 16 décembre 2024, approuvant le programme d'investissement 2025 sur la voirie départementale et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire qui diffère des modalités arrêtées par délibération de la Commission Permanente n°13CP04-51 du 19 avril 2013 ;

Considérant l'intérêt général certain de procéder à l'aménagement de la route départementale n°680 ;

- **ANNULE** la délibération de la Commission Permanente n°13CP04-51 du 19 avril 2013 portant sur l'échange de terrains avec Monsieur sur l'aménagement de la route départementale n°680.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-23

Échange de terrains sur la station du Lioran avec la SNC des Montagnes - Communes de Laveissière et Saint-Jacques-des-Blats

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales ;

Considérant la demande formulée par Monsieur Georges BRANDT, gérant de la SNC des Montagnes ;

Considérant l'intérêt touristique pour la Station du Lioran ;

Considérant l'accord d'échange conclu entre le Département du Cantal et le propriétaire des parcelles ;

- **DECIDE** de procéder à l'échange de terrains tel qu'il figure aux tableaux ci-après :

La SNC des Montagnes représentée par Monsieur Georges BRANDT cède au Département du Cantal :

Commune : LAVEISSIERE

Références cadastrales				Surface en m²
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit	
AA	55	TAB	Lot du Font d'Alagnon	869
AA	87	AG	Lot du Font d'Alagnon	6 265
AA	83	PA	Montagne du Lioran	228
AA	81	PA	Font d'Alagnon	1 242
Total en m²				8 604

Montant de l'acquisition : $8\,604\text{ m}^2 \times 8,68\text{ €} = 74\,682,72\text{ €}$

En échange, le Département du Cantal cède à la SNC des Montagnes :

Commune de Saint-Jacques-des-Blats

Références cadastrales				Surface en m²
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit	
AA	134	PA	Lastaches	369
AA	137	PA	Lastaches	3 712
AA	129	PA	Lastaches	33
AA	131	PA	Lastaches	30
Total en m²				4 144

Montant de la cession : $4\,144\text{ m}^2 \times 18,02\text{ €} = 74\,674,88\text{ €}$

Vu la modicité de la somme due par le Département du Cantal, il a été convenu entre les parties que l'acte d'échange aura lieu sans soulte ni retour de part ni d'autre.

Les frais d'acte notarié seront à la charge de Monsieur Georges BRANDT.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son délégué à signer l'acte notarié en application de la présente délibération.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'Article 1042 du Code Général des Impôts.

- Conditions particulières :

- Une obligation de construire dans un délai de cinq ans à compter de la date de signature de l'acte de vente est demandée aux deux parties.
En cas de non-respect de cet engagement, il est convenu que le bien vendu par chaque partie lui sera restitué.
Le prix de rétrocession sera identique à la valeur indiquée aux présentes.
- Constitution d'un pacte de préférence au profit des deux parties ; en cas d'aliénation du terrain vendu par chaque partie, chacun pourra se porter acquéreur au même prix qu'indiqué aux présentes, et chacun sera tenu de notifier son intention de vendre au sens de l'article 1123 du Code Civil.




Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

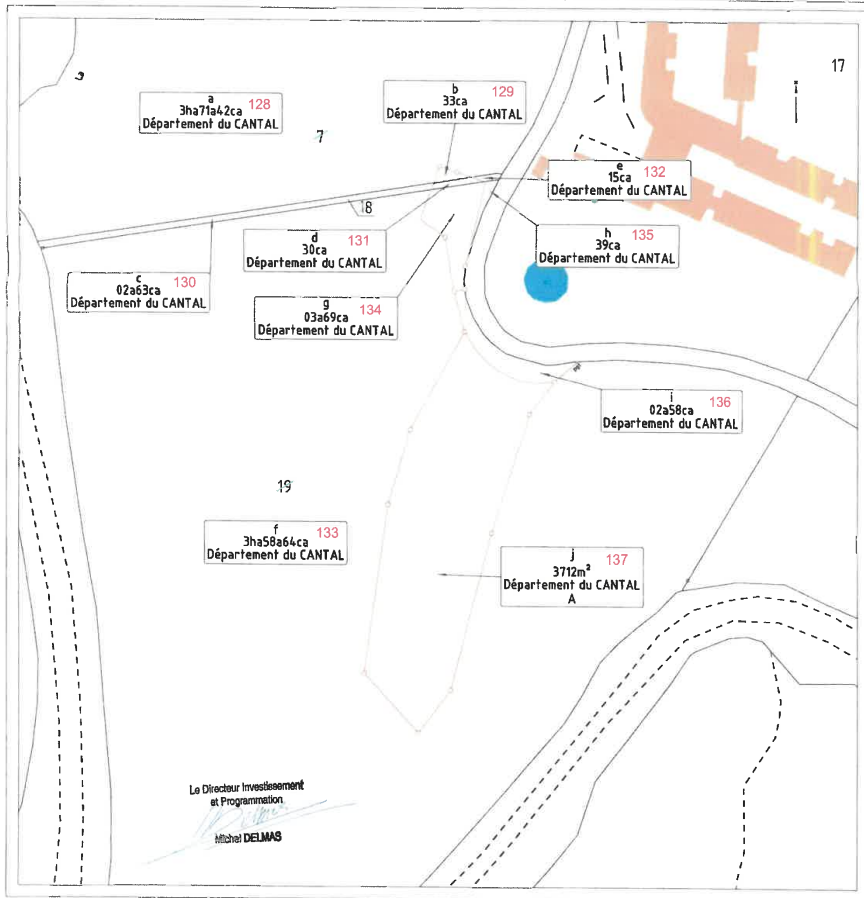
Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Commune : 15192 Saint-Jacques-des-Blats	MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP) CERTIFICATION (Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955) Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) : A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ; B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ; C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 08/04/2025 par M. ME. SAUNAL-CROS, géomètre à AURILLAC Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 8463. A. AURILLAC , le 19/05/2025	Cachet du rédacteur du document : <div style="text-align: center;">  </div> Document dressé par CABINET CROS à AURILLAC Date : 19/05/2025 Signature : 
Numéro d'ordre du document d'arpentage Document vérifié et numéroté le : 554W A Par Enzo Franchitto Géomètre du Cadastre 	Section : 000AA Feuille(s) : 01 Qualité du plan : P6 Echelle d'origine : 1/2000 Echelle d'édition : 1/1000 Date de l'édition : 01/01/2001	

(1) Prenez les mesures locales. La formule A est applicable pour tous les cas d'une enquête faite d'après un plan de terrain à jour, dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
 (2) Qualité du piquetage après l'opération, l'opération, géomètre ou technicien agréé du cadastre, etc...
 (3) Prenez les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat représentant, qualité du titulaire appropriée).



**DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES**
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département :
CANTAL

Commune :
LAVEISSIERE

Section : AA
Feuille : 000 AA 01

Echelle d'origine : 1/2000

Echelle d'édition : 1/1250

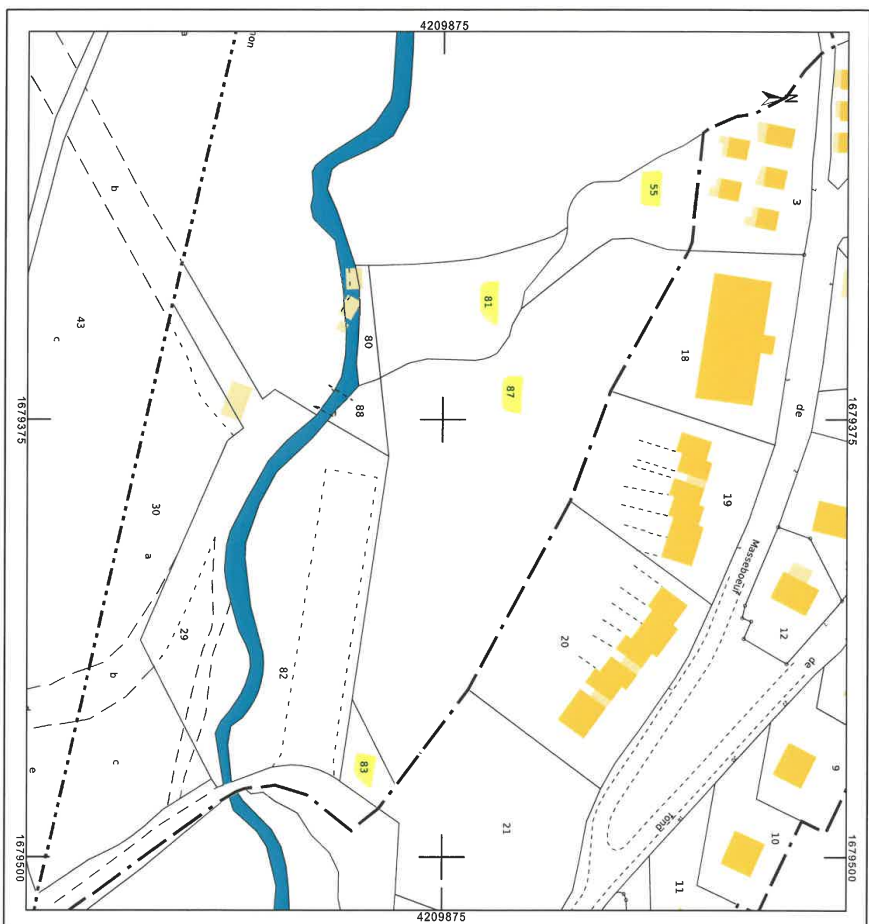
Date d'édition : 11/09/2025
(niveau foraine de Paris)

Coordonnées en projection : RGR93CC25

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre
des impôts foncier suivant :
S.D.I.F. CANTAL
3 Place des Carnes 15012
15012 AURILLAC CEDEX
tél. 04 71 43 44 69 fax
sdif.aurillac@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2022 Direction Générale des Finances Publiques



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-24

Convention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) dans le cadre du dispositif "Conseiller numérique"

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Marie-Hélène CHASTRE ne participe pas au vote ainsi que Jean-Yves BONY par le pouvoir donné.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

- **APPROUVE** la convention de subventionnement au titre du dispositif « conseiller numérique » avec l'ANCT et la Préfecture du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE SUBVENTION AU TITRE DU DISPOSITIF « CONSEILLER NUMÉRIQUE »

VAGUE 2

**Fonds géré par la Caisse des dépôts et consignations
pour le compte de l'État**

DEPARTEMENT DU CANTAL

Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,

Vu le mandat conclu entre la Direction générale des collectivités locales, l'Agence nationale de la cohésion des territoires et la Caisse des dépôts et consignations le 7 avril 2021 concernant l'opérationnalisation du dispositif « Conseiller numérique »,

Vu le dossier de demande de subvention dans le cadre du dispositif Conseiller numérique déposé par DEPARTEMENT DU CANTAL le 26/02/2024,

Vu la décision du Comité de sélection en date du 04/04/2024,

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Madame Barbara FALK, en sa qualité de Directrice Régionale de la Banque des Territoires, ou tout représentant de ce dernier, agissant en vertu de l'arrêté du 01 août 2024 portant délégation de signature,

ci-après indifféremment dénommée la « CDC »
ou la « Caisse des dépôts et consignations »

d'une part,

ET :

DEPARTEMENT DU CANTAL, numéro SIRET 22150001000014
ayant son siège à DEPARTEMENT DU CANTAL
28 AVENUE GAMBETTA
15015 AURILLAC CEDEX
FRANCE

représentée par Bruno FAURE, en sa qualité de Président du Conseil départemental, dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil départemental en date du 4 juillet 2025.

ci-après dénommé le « Bénéficiaire »,

d'autre part,

ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

Table des matières

Article 1 – Objet de la Convention	5
Article 2 – Modalités de réalisation	5
2.1 Modalités de recrutement des Conseillers numériques	5
2.2 Engagements du Bénéficiaire	6
2.3 Animation territoriale du dispositif	7
2.4 Engagements de la Caisse des dépôts et consignations	7
2.5 Modalités de suivi	8
Article 3 – Responsabilité - Assurances	8
3.1 Responsabilité	8
3.2 Assurances	9
Article 4 – Modalités financières	9
4.1 Montant de la subvention de la Caisse des dépôts et consignations	9
4.2 Modalités de versement	10
4.3 Utilisation de la subvention	11
Article 5 – Confidentialité	11
Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle	12
6.1 Communication par le Bénéficiaire	12
6.2 Communication par la Caisse des dépôts et consignations	12
6.3 Propriété intellectuelle	12
Article 7 – Durée de la Convention	13
Article 8 – Résiliation	13
8.1 Modalités de résiliation	13
8.2 Conséquences de la résiliation	13
8.3 Restitution	13
8.4 Résiliation pour faute	14
8.5 Résiliation pour force majeure ou empêchement	14
Article 9 – Dispositions Générales	14
9.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges	14
9.2 Intégralité de la Convention	14
9.3 Modification de la Convention	14
9.4 Cession des droits et obligations	14
9.5 Nullité	15
9.6 Renonciation	15

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Dans le cadre du volet « Inclusion numérique » du plan France Relance, l'État a lancé en 2021 le dispositif « Conseiller numérique », piloté et animé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Ce dispositif permet à des structures publiques et privées qui emploient un ou plusieurs Conseillers numériques de percevoir une subvention afin de financer ces emplois. Il permet également de financer la formation des Conseillers numériques.

La Caisse des dépôts et consignations est mandatée par l'État pour apporter son appui au dispositif piloté par l'ANCT. À ce titre, elle opère plusieurs actions au nom et pour le compte de l'État dont l'instruction des demandes de subventions déposées par les structures qui disposent de postes de Conseillers numériques attribués en amont par l'ANCT et le versement de subventions aux structures accueillantes.

Après le financement exceptionnel prévu par le plan de relance pour faire face à une situation d'urgence, l'Etat s'est engagé à maintenir un niveau élevé de subvention sur trois années supplémentaires. L'Etat s'engage par ailleurs à documenter un maximum de bonnes pratiques concernant des financements complémentaires afin que les structures porteuses puissent projeter durablement l'avenir des postes créés.

Les structures employeuses (ci-après « Bénéficiaires ») sont éligibles à la signature d'une convention de subvention dans les conditions décrites ci-après, si elles se trouvent dans l'un des cas suivants :

- elles souhaitent conserver tout ou partie des postes de Conseillers numériques attribués dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de 2021 (première vague) à l'échéance du financement initial de ces postes par une première convention ;
- elles disposent de postes de conseillers numériques attribués dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt publié en septembre 2023 (seconde vague) ;

Le dispositif permet au Bénéficiaire de percevoir une subvention afin de financer l'emploi à temps plein d'un Conseiller numérique (sauf cas de temps partiel de droit qui s'impose à l'employeur¹), rémunéré *a minima* à hauteur du SMIC.

Le Conseiller numérique accompagne les usagers sur trois thématiques considérées comme prioritaires :

- Les soutenir dans leurs usages quotidiens du numérique : s'approprier les matériels informatiques, travailler à distance, consulter un médecin, vendre un objet, acheter en ligne, etc. ;
- Les sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques : s'informer et apprendre à vérifier les sources, protéger ses données personnelles, maîtriser les réseaux sociaux, suivre la scolarité de ses enfants, etc. ;
- Les accompagner vers l'autonomie pour réaliser, seuls, des démarches administratives en ligne.

Cet accompagnement peut se traduire par des permanences permettant des accompagnements individuels ou par des ateliers collectifs thématiques, réalisés sur le lieu de rattachement du Conseiller numérique ou hors les murs.

Pour mener à bien ces missions, il bénéficie d'une formation obligatoire financée par le dispositif dans les conditions définies par l'Etat.

¹ Naissance, handicap, maladie, etc.

Le Bénéficiaire s'est vu offrir la possibilité de signer une convention couvrant 36 mois de subventionnement, et ainsi bénéficier de financements sur cette période selon les termes énoncés ci-après.

Le soutien financier, versé par la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre du dispositif Conseiller numérique, est l'objet de la présente convention.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la Convention

La présente convention (la « Convention ») a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien sous forme de subvention versée par la Caisse des dépôts et consignations au Bénéficiaire dans le cadre du dispositif Conseiller numérique.

DEPARTEMENT DU CANTAL dispose de 1 poste(s) de Conseiller numérique pour mener à bien les activités de médiation numérique suivantes :

- créer et animer des ateliers numériques individuels ou collectifs sur les 3 thématiques de services identifiées dans le préambule de la Convention ;
- proposer des initiations au numérique dans des lieux de passage (mairies, bibliothèques, espaces France services, marchés, centres commerciaux, établissements scolaires, centres de loisirs, centres sociaux, etc.) ou sur des événements ;
- participer à toute autre démarche d'accompagnement aux usages numériques mise en place (portes ouvertes etc.).

Le Bénéficiaire bénéficie d'une subvention d'un montant forfaitaire de 50000 euros maximum pour une durée de 3 ans maximum.

Le Conseiller numérique doit également s'intégrer au réseau local de médiation numérique, lorsqu'il existe, en agissant de concert avec l'ensemble des acteurs de la médiation numérique présents sur le territoire, et en participant aux événements de réseau professionnel.

Le soutien financier de l'État versé par la Caisse des dépôts et consignations participe strictement à la rémunération de ce(s) Conseiller(s) numérique(s), dans les conditions définies à l'article 4.3.

Article 2 – Modalités de réalisation

2.1 Modalités de recrutement des Conseillers numériques

Le Bénéficiaire est l'employeur direct du (des) Conseiller(s) numérique(s). Le recrutement s'effectue dans le respect des dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables et dans les conditions prévues par le dispositif Conseiller numérique. Il prend à sa charge leur rémunération. Il informe la Caisse des dépôts et consignations des modalités de recrutement au moyen des outils de suivi visés à l'article 2.4.

2.2 Engagements du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

- réaliser les démarches attendues sur son tableau de pilotage ;
- ce que le(s) Conseiller(s) numérique(s) réalise(nt) les trois grandes missions décrites en préambule de la Convention, à l'exclusion de toute autre activité ; En cas de doute sur les périmètres des missions, le bénéficiaire s'engage à contacter les équipes support du dispositif conseiller-numérique@anct.gouv.fr.
- assurer la gratuité de ces activités pour les usagers ;
- respecter les engagements en termes de communication selon les modalités visées à l'article 6.1 de la présente Convention ;
- transmettre les éléments de suivi à la Caisse des dépôts et consignations selon les modalités visées à l'article 2.4 de la présente Convention ;
- s'assurer de la production, par le(s) Conseiller(s) numérique(s), des comptes rendus d'activité à remplir sur l'espace numérique mis à disposition des Conseillers (« Espace Coop ») ;
- renseigner les lieux d'activité du ou des Conseiller(s) numérique(s) sur l'espace coop afin d'être visible sur la cartographie nationale de la médiation numérique ;
- signaler dans les meilleurs délais à la Caisse des dépôts et consignations les ruptures et les fins de contrat des Conseillers numériques afin de permettre le suivi de consommation de la subvention et de récupérer l'éventuel trop-perçu comme précisé dans l'article 4.3 de la Convention ;
- faire partir en formation initiale chaque Conseiller numérique qui n'en est pas dispensé et n'en a pas déjà bénéficié ; inscrire chaque Conseiller numérique à un module de formation continue par année civile pendant toute la durée de son contrat. Tout Conseiller numérique éligible à la formation initiale doit suivre deux modules de formation continue au cours de sa première année dans le dispositif.
- faciliter la participation du (des) Conseiller(s) numérique(s) à l'examen de la certification visée par la formation ainsi qu'à la certification Pix s'il n'en est pas déjà titulaire ;
- mettre à disposition du (des) Conseiller(s) numérique(s) les moyens et équipements nécessaires pour réaliser sa mission (ordinateur, téléphone portable, espace de travail, véhicule si nécessaire) ;
- permettre au(x) Conseiller(s) numérique(s) de consacrer du temps à la vie de la communauté professionnelle (participation aux événements Numérique en Commun[s], webinaires, partage de bonnes pratiques, rencontres territoriales, formation continue, etc.).
- faciliter l'interaction de son Conseiller numérique avec l'ensemble des acteurs de la médiation numérique présents sur le territoire et notamment, le Conseiller numérique coordinateur, lorsqu'il existe, et le Hub numérique de son territoire afin de participer à des retours d'expérience, des groupes de travail, des partages de bonnes pratiques, l'organisation d'événements.

- informer le(s) Conseillers numériques et les référents en charge du suivi de la Convention au sein de la structure, de l'utilisation faite de leurs données personnelles par les entités en charge de la mise en œuvre opérationnelle du dispositif, soit l'ANCT, la Banque des Territoires, les organismes de formation et les prestataires en charge de l'animation du dispositif. Toutes les informations relatives à l'utilisation de ces données sont disponibles sur la page conseiller-numerique.gouv.fr/donnees-personnelles.

Le non-respect d'un de ces engagements peut donner lieu au non-versement de la subvention ou à la demande de son remboursement partiel ou total.

2.3 Animation et coordination territoriale du dispositif

- Les préfectures de département sont les interlocuteurs privilégiés des structures d'accueil. Elles examinent toutes les demandes d'attribution de poste de Conseiller numérique et sont parties prenantes dans l'animation du dispositif en lien avec les Conseillers numériques coordinateurs et les réseaux locaux d'inclusion numérique.
- Les Conseillers numériques qui ont le statut de « coordinateur » sur un territoire donné, ont la charge de l'animation du dispositif Conseiller numérique de ce territoire. Ce sont les interlocuteurs privilégiés des Conseillers numériques et de l'ensemble des acteurs de la médiation numérique opérant sur le territoire. En ce sens, ils veilleront à intégrer les Conseillers numériques dans le réseau local lors de leur prise de poste et à recueillir leurs besoins. Ils s'assurent de faciliter, par leur diagnostic territorial, les accompagnements des Conseillers numériques auprès des bénéficiaires afin de répondre au mieux et de façon homogène aux besoins d'inclusion numérique dans les territoires. Ils œuvrent à la mise en relation sur leur territoire des Conseillers numériques entre eux ainsi qu'avec des partenaires locaux. Les Conseillers numériques coordinateurs veilleront également à convier et tenir leur préfecture de département informée de tous les sujets en lien avec l'animation territoriale du dispositif.
- Les Hubs territoriaux pour un numérique inclusif peuvent intervenir dans l'animation territoriale du dispositif Conseiller numérique au niveau régional, en concertation avec l'ensemble des parties prenantes présentes sur le territoire et en lien avec l'ANCT, les préfectures et les acteurs locaux.

2.4 Engagements de la Caisse des dépôts et consignations

La Caisse des dépôts et consignations s'engage à accompagner le Bénéficiaire pendant la durée de la Convention par l'intermédiaire de :

- la mise à disposition de guides, outils et documents-types pour les structures d'accueil et les Conseillers numériques sur La Base (<https://labase.anct.gouv.fr/>) ;
- l'animation d'une foire aux questions et une documenthèque sur le site conseiller-numerique.gouv.fr pour répondre aux questions générales sur le dispositif, les contrats, le recrutement, la formation, etc.
- l'organisation de contacts, en tant que de besoin, entre l'équipe d'animation de la Caisse des dépôts et consignations dédiée au dispositif et le Bénéficiaire lui permettant de bénéficier d'un accompagnement et de recevoir des réponses à ses questions via l'adresse mail conseiller-numerique@anct.gouv.fr et la permanence téléphonique.
- du versement de la subvention selon les modalités décrites à l'article 4.2 de la

Convention.

2.5 Modalités de suivi

Pour permettre à l'ANCT de piloter le dispositif et évaluer son impact, le Bénéficiaire devra fournir différents éléments de suivi à la Caisse des dépôts et consignations et à l'équipe en charge du dispositif Conseiller numérique.

- **Éléments de suivi relatif aux activités réalisées par le(s) Bénéficiaire(s) et par le(s) Conseiller(s) numérique(s)**

Il est demandé à chaque Conseiller numérique de transmettre systématiquement, via l'espace collaboratif en ligne « Espace Coop », des informations concernant son activité, telles que le nombre d'ateliers réalisés, le nombre de participants, le profil des personnes accompagnées, etc.

Le Bénéficiaire s'assure de la production et de la disponibilité des comptes rendus d'activité et est responsable de la fiabilité des informations transmises.

- **Suivi de la consommation de la subvention**

La Caisse des dépôts et consignations se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que son fonctionnement puisse donner lieu à une évaluation par la Caisse des dépôts et consignations ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

Article 3 – Responsabilité - Assurances

3.1 Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre du recrutement et des activités des Conseillers numériques est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus de ces activités (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la seule responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des dépôts et consignations n'assumera, ni n'encourra aucune responsabilité du fait de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de ce dispositif, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des engagements légaux relatifs à sa nature juridique notamment pour les associations la souscription à un contrat d'engagement républicain conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République dans l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Le Bénéficiaire déclare respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend, notamment celles relatives à la protection des données à caractère personnel résultant des nouvelles obligations fixées par le Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Le Bénéficiaire agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du dispositif

Conseiller numérique et il garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées (i) de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et (ii) des conditions d'exercice des droits des personnes.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

3.2 Assurances

Le Bénéficiaire est titulaire d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de la Convention. Le Bénéficiaire maintiendra cette assurance et justifiera du paiement des primes afférentes à la Caisse des dépôts et consignations à la première demande.

Article 4 – Modalités financières

4.1 Montant de la subvention versée par la Caisse des dépôts et consignations

Pour chaque poste de Conseiller numérique, le Bénéficiaire bénéficie d'une subvention pluriannuelle versée sur trois ans selon les modalités suivantes :

Type de structures	Année 1	Année 2	Année 3	Total sur 3 ans
Structures privées	20 000 €	14 000 €	10 000 €	44 000 €
Structures publiques	17 500 €	12 500 €	12 500 €	42 500 €
Structures publiques dont les CNFS agissent en QPV ou en ZRR*	20 000	17 500 €	12 500 €	50 000 €

Structures publiques intervenant en Outre-mer	Année 1	Année 2	Année 3	Total sur 3 ans
Structures publiques (Antilles Guyane)	24 500 €	17 500 €	17 500 €	59 500 €
Structures publiques dont les CNFS agissent en QPV ou en ZRR* (Antilles Guyane)	28 000 €	24 500 €	17 500 €	70 000 €

Structures publiques (Réunion Océan Indien)	23 625 €	16 875 €	16 875 €	57 375 €
Structures publiques dont les CNFS agissent en QPV ZRR* (Réunion Océan Indien)	27 000 €	23 625€	16 875 €	67 500 €

**Pour bénéficier de la bonification « Zone de revitalisation rurale » / « Quartier prioritaire de la politique de la ville », le Conseiller numérique doit intervenir dans ces zones au minimum 50 % de son temps de travail.*

Si le Bénéficiaire perçoit déjà une aide de l'Etat au titre de l'emploi du Conseiller numérique (telle que le dispositif « Parcours Emploi Compétences »), celle-ci sera déduite du montant de la subvention perçue par la structure bénéficiaire selon les modalités précisées à l'article 4.2.

4.2 Modalités de versement

Il est expressément convenu que le versement des subventions est conditionné à la disponibilité des crédits alloués au dispositif Conseiller numérique en loi de finances et sous réserve des versements effectués par l'Etat. En conséquence, la CDC ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas d'interruption des versements des subventions.

Pour chaque poste de Conseiller numérique, la subvention sera versée selon l'échéancier suivant :

- 100 % de l'année 1 de subventionnement le mois suivant la signature de la Convention par l'ensemble des parties ;
- 100 % de l'année 2 de subventionnement 1 an après le premier versement ;
- 100 % de l'année 3 de subventionnement 1 an après le second versement.

Les versements sont conditionnés au respect des engagements énoncés dans cette Convention. Ils sont effectués sous réserve de la bonne réception des pièces justificatives demandées, à savoir le contrat de travail du Conseiller numérique occupant le poste ou l'avenant au contrat de travail ainsi que le dernier bulletin de salaire de l'année concernée.

Dans le cas d'un contrat aidé, les deuxième et troisième tranches de versements sont conditionnées à l'envoi préalable des documents justifiant de la subvention reçue dans le cadre de l'emploi aidé, la subvention au titre du dispositif Conseiller numérique étant nécessairement déduite de l'aide déjà perçue.

Le Bénéficiaire a la possibilité de recruter pour une durée inférieure à celle de la convention, avec un minimum de 12 mois. A l'issue du premier contrat de travail signé dans le cadre de cette nouvelle convention, le Bénéficiaire informe la Caisse des dépôts des suites données au(x) poste(s) qui lui ont été attribué(s).

Dans le cas où le contrat du Conseiller numérique est d'une durée inférieure à trois ans ou prend fin avant la durée initialement prévue et s'il n'est pas remplacé, le versement de l'intégralité de la subvention n'est plus justifié. Le cas échéant, le Bénéficiaire restitue le montant correspondant à la différence entre la subvention versée pour la durée initialement prévue et la subvention utilisée pour la durée réellement effectuée. Un mois de subvention

partiellement consommé est dû au bénéficiaire. La proratisation s'effectue à l'arrondi supérieur.

Le règlement de la subvention sera effectué par virement bancaire sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires auront été préalablement transmises à la Caisse des dépôts et consignations. La présente convention et le calendrier de versement exposé vaut justificatif de versement.

4.3 Utilisation de la subvention

La subvention visée ci-dessus est versée en contrepartie de l'emploi du (des) Conseiller(s) numérique(s) par le Bénéficiaire selon les modalités précisées aux articles 4.1 et 4.2 de la présente Convention.

Elle est strictement réservée à la rémunération du (des) Conseiller(s) numérique(s) à l'exclusion de toute autre affectation.

Les versements seront conditionnés au strict respect des conditions d'emploi de la subvention, notamment l'exercice exclusif des missions de Conseiller numérique telles que précisées dans l'exposé de la Convention et dans son article 1, ainsi que l'accompagnement du plus grand nombre d'utilisateurs.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des dépôts et consignations sur simple demande de cette dernière. Les versements pourront être suspendus dans l'attente de la transmission par le Bénéficiaire de l'ensemble des éléments permettant d'attester de la bonne utilisation de la subvention.

De manière exceptionnelle, l'offre de services proposée par le Bénéficiaire peut donner lieu à des prestations facturées à des tiers sous réserve qu'elles ne représentent pas plus d'un tiers du temps de travail des Conseillers numériques et que celles-ci restent gratuites pour les usagers bénéficiant des accompagnements.

La Subvention est soumise au respect des règles européennes relatives aux aides d'Etat (articles 106, 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et textes dérivés), dès lors qu'elle est qualifiable d'aide d'Etat. Dès lors, les structures percevant des subventions publiques pour un montant total cumulé de moins de 200 000 euros sur trois ans relèvent du régime prévu par le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Les structures percevant des subventions publiques pour un montant total cumulé de plus de 200 000 euros sur trois ans doivent veiller à ce que la subvention versée dans le cadre du dispositif Conseiller numériques soit affectée uniquement au financement des activités non économiques des Conseillers numériques, à l'exclusion des activités commerciales donnant lieu à rémunération. Les structures devront être en mesure de justifier de cette affectation à l'aide de leur comptabilité analytique.

Article 5 – Confidentialité

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le groupe Caisse des dépôts et consignations, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve des informations et documents transmis par la Caisse des dépôts et consignations aux fins

expresses de leur divulgation dans le cadre du dispositif Conseiller numérique .

L'ensemble de ces informations et documents est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclus de cet engagement :

- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou ceux notoirement connus au moment de leur communication,
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle

Les Parties s'informeront mutuellement sur toute communication qu'elles souhaitent réaliser au sujet de la Convention et du dispositif Conseiller numérique. Toute communication externe par l'une ou l'autre des Parties devra faire l'objet d'une autorisation préalable auprès de l'autre Partie.

6.1 Communication par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par l'État au travers du dispositif Conseiller numérique dans ses propres actions de communication écrite ou orale relatives au dispositif. En particulier, sur les supports de communication (plaquette, site internet, affiches, vidéos, etc.), le Bénéficiaire fait figurer la mention « *Opération soutenue par l'État dans le cadre du dispositif Conseiller numérique* », le lien suivant : « www.conseiller-numerique.gouv.fr » et les logos du dispositif Conseiller numérique. Le kit de communication est disponible sur www.conseiller-numerique.gouv.fr/kit-communication.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre l'ANCT, la CDC et le Bénéficiaire. En tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des dépôts et consignations et de l'ANCT.

Toute utilisation frauduleuse de la marque Conseiller numérique pourra entraîner la résiliation de la convention, la suspension des versements et la demande de restitution des fonds déjà versés. La Caisse des dépôts et consignations se réserve le droit d'engager des poursuites.

6.2 Communication par la Caisse des dépôts et consignations

Toute action de communication, écrite ou orale de la CDC, impliquant le Bénéficiaire, fera l'objet d'un accord de principe du Bénéficiaire et de l'ANCT. La demande sera soumise au Bénéficiaire à et l'ANCT dans un délai de deux (2) jours ouvrés avant l'action prévue. Le Bénéficiaire et l'ANCT s'engagent à répondre dans un délai de deux (2) jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des dépôts et consignations s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire et de l'ANCT.

6.3 Propriété intellectuelle

La Caisse des dépôts et consignations pourra mentionner à des fins de communication interne et externe le soutien apporté par l'État au bénéficiaire et à ce titre, pourra faire état des résultats du dispositif Conseiller numérique piloté par l'ANCT. Les modalités de communication externe étant soumises aux dispositions mentionnées dans l'article 6.2.

En conséquence, le Bénéficiaire n'intentera aucune action contre la Caisse des dépôts et consignations au titre de ses droits de propriété intellectuelle et garantit la Caisse des dépôts et consignations contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle. Le Bénéficiaire fera son affaire et prendra à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des dépôts et consignations au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Article 7 – Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et est conclue pour une durée de 4 ans soit au plus tard le 14/10/2028, sous réserve des stipulations des articles 4 5, 6 et 8, qui s'appliquent pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

Article 8 – Résiliation

8.1 Modalités de résiliation

La demande de résiliation de la Convention par le Bénéficiaire est possible à tout moment. Elle doit être notifiée à la Caisse des dépôts et consignations par lettre recommandée avec avis de réception. Sur la base de la date de la fin effective du ou des contrats de travail et des montants déjà versés, la Caisse des dépôts et consignations effectuera le calcul du montant du solde de la subvention, qui peut soit être un reliquat à verser au Bénéficiaire, soit un trop-perçu à restituer à la CDC.

Le courrier RAR doit être transmis à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations
Banque des Territoires - DICST
Mandat Conseiller numérique
72, avenue Pierre Mendès-France
75914 Paris Cedex 13

Le Bénéficiaire doit également transmettre à la Caisse des dépôts et consignations les pièces justificatives liées à l'arrêt du contrat de travail du Conseiller numérique.

8.2 Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des dépôts et consignations, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

8.3 Restitution

Les sommes versées par la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article 4 ci-dessus, et pour lesquelles le Bénéficiaire ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la Caisse des dépôts et consignations, et ce, sur simple demande de cette dernière. Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des dépôts et consignations, dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des dépôts et consignations et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

8.4 Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution par une des Parties de ses obligations contractuelles prévues aux articles 2, 3, 4 et 6, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse après un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, notwithstanding tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquements susvisés.

8.5 Résiliation pour force majeure ou empêchement

Si le Bénéficiaire se trouve empêché, par un évènement de force majeure, de faire réaliser la mission définie à l'article 1 de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la CDC, par lettre recommandée avec avis de réception (à l'adresse mentionnée à l'article 8.1) de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention. Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires. De même, la Convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution du Bénéficiaire.

Article 9 – Dispositions Générales

9.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

9.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

9.3 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des dépôts et consignations.

La Caisse des dépôts et consignations pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

9.5 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en 2 exemplaires

A Aurillac, le Saisir le texte.

Pour la Caisse des dépôts et consignations

Pour le Bénéficiaire

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-25

Attribution de subventions aux organismes et associations à caractère social

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°24CD06-10 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant l'inscription des crédits au budget 2025 pour l'action sociale et donnant délégation à la Commission Permanente pour leurs mises en œuvre ;

Vu l'avis de la Commission 4 - Solidarité sociale réunie le 26 mai 2025 ;

- ATTRIBUE des subventions aux divers organismes ou associations à caractère social pour un montant global de 44 900 € dont le tableau est joint en annexe de la présente délibération.

Ces dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SUBVENTIONS AUX ORGANISMES ET ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL - ANNEE 2025

Chapitre 65 - article 6574 - fonction 58

Credits votes : 140 000 €

Credits disponibles : 140 000 €

Ligne 172-2248

BENEFICIAIRES	OBJET DE LA DEMANDE	Subv. accordées 2024	Subv. sollicitées 2024	Subv. accordées 2024	Subv. sollicitées 2024	Subv. accordées 2025	Subv. sollicitées 2025
Secours Populaire	Séjour à la mer	1 500	1 500	1 500	2 000	1 500	1 500
Génération Mouvement	Fonctionnement	2 000	6 000	2 000	5 000	2 000	2 000
Association lutte contre la leucodystrophie (ELA)	Fonctionnement	500	1 300	500	1 300	500	500
Association des Accidents de la vie (FNAHV)	Fonctionnement	1 000	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000
Association Voir Ensemble	Fonctionnement	500	800	500	500	500	500
Association SURDI 15	Fonctionnement	800	1 000	800	1 000	800	800
Conseil Départemental de l'accès aux Droits (CDAO)	Fonctionnement	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600
Office National des Anciens Combattants et Veuves de Guerre (ONAC VG)	Fonctionnement	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Union Nationale des Amis et Familles des Malades psychiques (UNAFEM)	Fonctionnement	1 000	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000
ADP France Handicap	Fonctionnement	3 000	5 000	3 000	5 000	3 000	3 000
CAP Santé 15	Fonctionnement	1 400	2 873	1 400	2 000	1 400	2 000
Association France Alzheimer	Fonctionnement	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Association des TMA LOUIS	Fonctionnement	300	700	300	1 000	300	1 000
Société des Saint-Vincent de Paul	Fonctionnement	1 300	2 000	700	2 000	1 500	1 500
Association Royale de l'Ordre judiciaire APAJ 15	Fonctionnement	4 000	4 000	4 000	5 000	4 000	4 000
Amis des Traumatisés de la Voix	Fonctionnement	200	200	200	200	200	200
Les Restos du Cœur du Cantal	Fonctionnement	5 000	6 000	6 000	11 000	6 000	6 000
Investissement véhicule frigo	-	-	-	-	5 000	5 000	5 000
Investissement matériel informatique	-	-	-	-	2 000	1 300	1 300
Ponctionnement		4 000	4 000	4 000	3 000	4 000	3 000
Ponctionnement		39 800	44 100	35 800	65 973	44 900	44 900
TOTAL							

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-26

Contrat Sport Cantal - Sport Santé : renouvellement de la convention triennale entre le Conseil départemental et le DAHLIR

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le Contrat Sport Cantal 2022-2028 et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en oeuvre les crédits afférents ;

Vu l'avis favorable de la Commission Sport Jeunesse Vie associative du 9 avril 2025 ;

- **ADOpte** la convention 2025-2027 entre le Conseil départemental et le DAHLIR pour la poursuite de la structuration et du déploiement du Dispositif d'Accompagnement vers la Pratique d'Activité Physique (DAPAP) sur le Cantal en faveur du sport santé, telle qu'elle figure en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **ATTRIBUE** dans ce cadre au titre de 2025 une subvention de 5 000 € au DAHLIR.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SPORT SANTE
CONVENTION DE PARTENARIAT 2025-2027
CONSEIL DEPARTEMENTAL / DAHLIR
POURSUITE DE LA STRUCTURATION ET DU DEPLOIEMENT DU DISPOSITIF
DAPAP SUR L'ENSEMBLE DU CANTAL

ENTRE LES SOUSSIGNES,

- ✓ Le Département du Cantal, sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président ou son représentant, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025.

ET

- ✓ Le DAHLIR (Dispositif d'Accompagnement de l'Humain vers des Loisirs Intégrés et Réguliers), sis 44 rue Paul Doumer, 15000 AURILLAC, représenté par son Président André BERTRAND autorisé à signer la présente convention par délibération de son Conseil d'administration

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE

Le 3^{ème} **Plan National Nutrition Santé** (PNNS) 2011-2015 mettait en avant le développement de l'activité physique et sportive dans un objectif d'amélioration de la santé. A sa suite, la loi de modernisation du 26 janvier 2016 du système de santé a amené la possibilité pour les professionnels de santé de prescrire une activité physique adaptée aux personnes touchées par une affection longue durée.

Inscrite dans ce plan, **la Stratégie Nationale Sport Santé** porte l'ambition de remettre les Français en mouvement sur tous les territoires, de déployer des pratiques accessibles et encadrées et de faire reconnaître pleinement le rôle majeur des Activités Physiques et Sportives pour la santé physique et mentale de chacun.

C'est dans cet esprit, et en cohérence avec le plan régional Sport Santé Bien être, que le DAHLIR et le Conseil départemental du Cantal ont décidé d'unir durablement leurs moyens dans le cadre d'une convention triennale 2022-2024.

Trois axes structuraient cette convention :

- Le déploiement à l'échelle du Cantal des temps d'animation et d'accompagnement des patients et des professionnels prescripteurs,

- L'organisation de sessions de sensibilisations/formations à destination des éducateurs clubs et des bénévoles des associations,
- La réalisation d'actions et d'animations dans le cadre de projets portés par la Collectivité et notamment le Cantal Tour Sport avec en particulier l'étape dédiée au sport santé de Jussac.

Le bilan de cette convention de partenariat permet d'ores et déjà d'identifier les résultats suivants

Pour 2024 :

- 165 nouvelles personnes accueillies au titre de la file active pour des publics atteints de maladies chroniques, réparties pour 30 % sur Aurillac Agglo, 31 % sur Nord Cantal, 11 % sur Saint Flour Communauté, 10 % sur Chataigneraie cantalienne, 7 % sur Cère et Goul, 6 % sur Gentiane, 5 % sur Hautes Terres Communauté.
- 50 permanences organisées sur ces différents territoires.
- 75 personnes accueillies dans le cadre d'ateliers passerelles proposés sur 8 sites.
- Des rendez-vous avec les professionnels de santé des Centres Hospitaliers, des Maisons de Santé Pluriprofessionnelles, du Réseau Azalée, des cabinets libéraux, de la Ligue contre le Cancer.
- 6 temps spécifiques de sensibilisation ont été planifiés à destination du mouvement sportif ; 25 créneaux sport santé et 59 sport santé bien être recensés sur le portail annuaire régional du sport santé.
- 120 jeunes mobilisés dans le cadre de l'atelier sur le Cantal Tour Sport de Jussac.

De façon plus globale :

- 639 personnes accompagnées par le DAHLIR, 165 nouvelles entrées sur le DAPAP15 pour des publics atteints de maladies chroniques.
- 45 encadrants bénévoles formés sur le territoire depuis 2018.
- Une équipe de 3 ETP, dont 2 associés au territoire et 1 associé aux fonctions support, qui œuvre au quotidien pour les publics les plus fragiles sur l'ensemble du département.

Fort de ce bilan et au regard de la nécessité de poursuivre les efforts entrepris dans une conjoncture de structuration de l'équipe cantalienne avec une nouvelle coordination qui débute, des tensions sur la gestion de la file active qui augmente, un développement territorial qui reste perfectible en termes de maillage et de logique de parcours, il est proposé de conforter le partenariat engagé sur trois nouvelles années à partir de 2025.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires afin de poursuivre les efforts engagés pour la création d'un environnement favorable à une pratique sportive adaptée et accessible pour tous, grâce au déploiement et au développement d'actions de prévention santé pour les cantaliens mais également d'informations et de sensibilisation de tous les acteurs des territoires concernés, des professionnels de santé aux bénévoles encadrant des pratiques d'activité physique.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le Conseil départemental s'engage, dans la limite d'un plafond annuel de subvention de 5 000 €, sur les éléments suivants :

- Appuyer et soutenir le dispositif DAPAP15, coordonné par l'Association DAHLIR sur son déploiement afin d'avoir une couverture départementale dans un objectif de prévention santé pour tous les habitants du Cantal et créer un environnement favorable à une pratique sportive adaptée et accessible pour tous.
Pour ce faire, des temps de coordination et d'accompagnement des patients seront programmés sur les secteurs en cours de développement (accompagnements des bénéficiaires, accompagnements des professionnels prescripteurs, accompagnements des opérateurs d'ateliers passerelles spécifiques pour ces publics).
- Financer les sessions de sensibilisations/formations à destination des éducateurs de clubs et des bénévoles des associations.
- Mobiliser le DADAP pour la réalisation des actions et des animations menées par la Collectivité en faveur du sport santé particulièrement lors de l'étape du Cantal Tour Sport organisée à Jussac et plus largement dans le cadre des futures actions à mener au titre de Cantal 2030.

Ce financement sera attribué par délibération de la Commission Permanente sur production chaque année du programme d'actions et du budget prévisionnel. Il sera versé sur présentation des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DU DAHLIR AU TITRE DU DAPAP

L'enjeu du DAPAP est de réunir les professionnels de santé et du monde sportif, afin d'accompagner toute personne issue du public cible dans la gestion de sa situation, ainsi que dans son choix d'activité physique adaptée.

Les objectifs spécifiques à mettre en œuvre à l'échelle du territoire départemental :

- 1) Maintenir ou développer une dynamique territoriale autour de l'activité physique en impliquant les locaux :**
 - ✓ Expliquer et mettre à disposition l'ensemble des outils départementaux (prescription, parcours, mise en place d'ateliers passerelles) sur les territoires impliqués dans une démarche de santé ou souhaitant en développer une à destination de leurs habitants pour garantir une cohérence départementale et une égalité d'accès aux parcours.
 - ✓ Impliquer les acteurs des territoires via des instances proposées (un comité technique en présence des partenaires institutionnels ARS, Conseil départemental, CDOS, CPAM, SDJES) avec les acteurs en présence (Collectivités concernées, Maisons Sport Santé, CPTS etc...).
 - ✓ Déléguer les parcours quand les territoires sont prêts à s'impliquer sur le long terme afin d'assurer une pérennité du dispositif pour les habitants et les professionnels.
 - ✓ Participer à des événements locaux organisés sur la thématique du sport santé bien être (Cantal Tour Sport de Jussac).
- 2) Sensibiliser le mouvement sportif et renforcer l'offre territoriale d'activité physique adaptée :**

- ✓ Promouvoir le site annuaire régional sport santé bien être, aux côtés des services du Conseil départemental et du SDJES.
- ✓ Proposer des soirées d'informations et de sensibilisations sur les territoires à destination du mouvement sportif (informations sur le sport santé bien être, sensibilisations thématiques par territoire sur des pathologies ciblées à la demande : obésité, cancer...).
- ✓ Mettre en place la session annuelle de formation sport santé bien être (7 jours) à destination des encadrants bénévoles sous réserve d'un nombre d'inscrits minimum (7 minimum).

3) Mettre en place des parcours spécifiques dans le cadre de la prescription ou le repérage des publics et habitants les plus fragiles.

- ✓ Faciliter la mise en réseau via les outils d'orientation du DAPAP15, du DAHLIR selon les typologies de publics ou des orientations sur d'autres partenaires/dispositifs.
- ✓ Maintenir ou créer des parcours spécifiques pour les patients et les publics les plus éloignés des pratiques sportives, pour lutter contre l'isolement social, favoriser le bien vieillir des personnes âgées et anticiper les ruptures de parcours des plus en difficulté.
- ✓ Concrétiser l'accompagnement individuel pour ces publics les plus en difficultés menés par le DAPAP15 ou un autre dispositif du DAHLIR, selon les besoins des patients.
- ✓ Assurer un suivi régulier pour ces publics afin de garantir une pratique de loisirs régulière avec l'ensemble des bienfaits qu'elle pourra avoir sur leur santé physique, psychique et leur insertion sociale.

Les bénéficiaires seront les enfants et adultes, atteints d'une Affection Longue Durée (ALD) ou d'une maladie chronique ou présentant des facteurs de risques (cf article D1172-1-1 code santé publique), les personnes âgées de + de 60 ans repérées fragiles (65 ans sur le Cahier des charges, 60 ans pour le DAPAP15, titulaires de l'Aide Personnalisée à l'Autonomie ou repérées fragiles par un professionnel de santé), les personnes en situation de perte d'autonomie dues au handicap et atteintes d'une ALD, maladies chroniques ou facteurs de risques.

Une attention particulière est portée aux personnes en situation de précarité socio-économique (notamment CSS).

L'association DAHLIR s'engage à :

- Utiliser le financement du Conseil départemental conformément à l'objet pour lequel il a été accordé.
- Produire chaque année le programme des actions en référence aux divers axes de travail (cf annexe) et du budget prévisionnel.
- Produire un bilan annuel des actions réalisées.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2027.

ARTICLE 5 : MODIFICATION, RESILIATION ET LITIGE

La présente convention pourra être modifiée par avenant à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Elle sera résiliée de plein droit en cas d'annulation de la manifestation.

Pour tout litige qui pourrait naître entre les parties quant à l'interprétation ainsi qu'à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent préalablement à toute action judiciaire à trouver un accord amiable.

Fait à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Le Président du DAHLIR

Bruno FAURE

André BERTRAND

CONVENTION DAPAP 2025 2027 **PROGRAMME PREVISIONNEL PLURIANNUEL**

2025	2026	2027
<p>Maillage territorial : maintien Nord Cantal, développement Hautes-Terres St Flour et Gentiane.</p> <p>Centre Hospitalier à prioriser sur St Flour :</p> <p>Mouvement sportif : une réunion par territoire, rencontre à la demande des acteurs, présence sur AG acteurs locaux (OMJS), tests d'une soirée de sensibilisation par territoire.</p> <p>Participation au CTS JUSSAC (enfants et seniors)</p> <p>Point d'attention : file active, 2 mois d'attente en mars 2025 pour les patients, une liste d'attente mise en octobre 2024, probabilité d'une attente similaire pour 2025 voir avant septembre selon les orientations — « prioriser les patients et les publics » les plus isolés et les plus en difficultés, mais ne permet pas de travailler une réponse ajustée pour tous les habitants</p> <p>Maintien parcours Nord cantal qui existe mais devrait être développé (lien CPTS, CH à basculer en 2027, maintien de l'existant en 25 et 26.</p>	<p>Poursuite maillage sur les trois territoires cibles avec : rencontres collectivités par territoire.</p> <p>Construction parcours Centre Hospitalier St Flour et articulation Maisons Sport Santé (MSS) existantes.</p> <p>Articulation MSS secteur Chataigneraie si moyen supplémentaire (priorisation à prévoir ?)</p> <p>Poursuite dynamique clubs sportifs : une soirée thématique par territoire pour aller à la rencontre des clubs en ultra local sur des communes si augmentation de moyens, sinon pas de travail supplémentaire en local qui est la solution aux pratiques pour tous au plus près.</p> <p>CTS : maintien avec un travail de partenariat plus important pour repérer les publics les plus fragiles</p> <p>File active : prioriser les publics, mise en place de liste d'attente.</p> <p>Intégration des CPTS du département au travail (présence sur certaines réunions uniquement).</p>	<p>Arrêt d'un co financement (FSE Leader). Le financement du CD sera un argument fort auprès d'autres collectivités qui pourraient s'engager sur le sport santé bien être sur leur territoire.</p> <p>Maillage territorial : sécuriser les trois territoires Hautes-Terres, St-Flour et Gentiane pour déléguer le parcours (travailler à un poste co-porté avec une collectivité) et aller sur d'autres territoires non pourvus.</p> <p>Travailler sur l'attractivité des territoires (un parcours coordonné est attractif pour des professionnels et un parcours coordonné adapté est un atout pour le maintien en santé des populations de ce territoire, les plus isolées (les seniors notamment) avec cet enjeu fort du vieillissement de la population dans le Cantal.</p> <p>Possibilité d'intégration de la CPTS et force de proposition sur des parcours cibles (diabète, insuffisance cardiaque, personnes seniors etc.) selon les besoins des territoires : sans soutien, ce travail ne pourra pas être mené</p> <p>Mouvement sportif : poursuite dynamique et délocalisation micro-formation en territoires.</p> <p>CTS : ouverture sur d'autres journées thématiques (handicap, publics vulnérables, précarité) ou aller au plus près des personnes.</p>

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-27

Contrat Sport Cantal - Soutien aux écoles de sport

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant les orientations de la nouvelle politique sportive 2022-2028 intitulée "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en oeuvre les crédits afférents ;

Vu la délibération n°24CD06-19 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2025 dans le cadre du "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu la délibération n°25CP05-17 de la Commission Permanente du 23 mai 2025 relative à une première attribution de subventions pour les écoles de sport au titre de l'année 2024-2025 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant de 4 780 € aux clubs sportifs pour le soutien aux écoles de sport au titre de la saison 2024-2025 selon les conditions définies dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SOUTIEN AUX ECOLES DE SPORTS DES CLUBS DELEGATAIRES
SAISON 2024-2025

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2023/2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023/2024	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2024/2025	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2024/2025
ATHLETISME	RANDO TRAIL DE MAURIAC	13	300 €		
		13	300 €		
	AERO CLUB(sans comité)	13	300 €		
AERO CLUB		13	300 €		
	BASKET CLUB CARLADEZ	43	200 €		
		43	200 €		
BOXE FRANCAISE	SAVATE CLUB DU PAYS DE SAINT FLOUR	20	300 €	42	300 €
		20	300 €	42	300 €
	JUSTIDANCE	40	300 €	55	300 €
DANSE	HISTOIRE DE DANSER				
	ARABESQUE	39	300 €	46	300 €
EQUITATION	CANTAL EQUILIBRE	79	600 €	101	600 €
	EQUIL NATURE	52	300 €		
	MARGERIDE WESTERN HORSES	9	300 €		
		9	300 €		
		70	900 €		
MONTAGNE ESCALADE	AURILLAC MONTAGNE ESCALADE	155	620 €	170	680 €
		155	620 €	170	680 €
	CLUB DE PLONGEE AURILLACOIS	18	300 €		
ETUDE ET SPORT SOUS MARINS		18	300 €		
	BELBEX AS				
	JORDANNE FC	24	200 €	19	200 €
	CERE ET LANDES	115	460 €	108	432 €
FOOTBALL		107	428 €		
	ENTENTE NORD LOZERE	158	632 €		
ENTENTE CERE ET RANCE FOOT Club Directeur Saint Mamet	ENTENTE S. SAINT MAMET	35			
			328 €		
	FC PAYS DE RANCE (chalaigrale)	47			
FOOTBALL GROUPEMENT PLANEZE TRUYERE FOOTBALL Club Directeur Pierrefort					
	AS CHAUDES AIGUES	33			
	FC PLANEZE	12	360 €		
	ES PIERREFORTAISE	45		27	200 €

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2023/2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023/2024	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2024/2025	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2024/2025
FOOTBALL ENTENTE DE LA MARONNE DOIRE BERTRANDE Club Directeur AM L PLEAUX BARRIAC	US LOUPIAC SAINT CHRISTOPHE	9			
	ES DRUGEAC	15	200 €		
	AMICALE LAIQUE PLEAUX BARRIAC	16			
	ASPRE FONTANGES FC	2			
HANBALL	HBC MAURS	618	2 608 €	154	832 €
	HBC SAINT MAMET CER E ET RANCE	61	244 €	101	404 €
		78	317 €	71	308 €
KARATE		139	558 €	178	712 €
	KARATE CLUB AURILLAC			33	300 €
				33	300 €
PETANQUE	PETANQUE AURILLACOISE	25	300 €		
		25	300 €		
RUGBY	RC MASSIAC	34	200 €	34	200 €
	RC MAURIACOIS	69	276 €	69	276 €
	SAINT MAMET RUGBY	55	220 €	70	280 €
		158	696 €	173	756 €
TENNIS	TC YDES	27	300 €		
	TC SAINES	8	300 €	10	300 €
	TC MAURS	27	300 €		
TIR	ATS NEUVEGLISE	62	900 €	10	300 €
		6	300 €		
TIR A L'AC		12	300 €	10	300 €
	LA FLECHE DE LA SUMENE	12	300 €	10	300 €
		1 431	9 180 €	871	4 780 €
TOTAL					

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-28

Conventions pluriannuelles pour l'utilisation par les collèges publics des installations sportives couvertes, des centres aquatiques d'Aurillac, Mauriac et Saint-Flour, et du stade d'athlétisme Marie-José PEREC à Aurillac - Années scolaires 2025-2026 et 2026-2027

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER ne participe pas au vote par le pouvoir donné.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du sport ;

Vu la délibération n°24CD06-4 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions en faveur de l'éducation pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- **VALIDE** la convention tripartite biennale à intervenir entre les communes ou Communautés de communes propriétaires, les collèges publics et le Conseil départemental au titre des années scolaires 2025-2026 et 2026-2027 pour l'utilisation de leurs équipements sportifs couverts dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **VALIDE** la convention tripartite biennale à intervenir entre les Communautés de communes ou communautés d'agglomération propriétaires, les collèges publics et le Conseil départemental au titre des années scolaires 2025-2026 et 2026-2027 pour l'utilisation des centres aquatiques d'Aurillac, Mauriac et Saint-Flour dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **VALIDE** la convention tripartite biennale à intervenir entre Aurillac Agglo, les collèges publics et le Conseil départemental au titre des années scolaires 2025-2026 et 2026-2027 pour l'utilisation du stade d'athlétisme Marie-José PEREC d'Aurillac dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION TRIPARTITE PLURIANNUELLE
D'OCCUPATION D'INSTALLATIONS SPORTIVES COUVERTES
ANNEES SCOLAIRES 2025 – 2026 ET 2026 – 2027**

- vu le Code général des collectivités territoriales ;
- vu les lois n° 83.8 du 7 janvier 1983, n° 83.663 du 22 juillet 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et notamment en ce qui concerne l'enseignement, et l'article 40 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984, modifié par la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000,
- vu la délibération du Conseil Général du Cantal du 17 juin 2005, décidant d'apporter une aide financière aux communes ou collectivités propriétaires pour la prise en charge des frais de location, par les collèges publics, d'installations sportives couvertes,
- vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 4 juillet 2025, décidant l'adoption d'une convention tripartite pluriannuelle d'occupation d'installations sportives couvertes pour les années scolaires 2025 – 2026 et 2026– 2027,

La présente convention est conclue entre :

Le Conseil départemental du Cantal représenté par son Président, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente en date du 4 juillet 2025.

ET :

Le propriétaire de l'équipement sportif représenté par Madame / Monsieur (nom), Maire de (nom de la commune),

ET :

Le collège (dénomination de l'établissement) représenté par sa / son Principal(e), Madame / Monsieur (nom)

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet.

Le propriétaire s'engage :

- à permettre l'accès, selon le calendrier de réservation hebdomadaire, établi en concertation entre le propriétaire et le collège (dénomination de l'établissement) annexé chaque année à la présente convention aux installations sportives couvertes suivantes :
.....
- à mettre à disposition le matériel existant pour les besoins de l'Enseignement de l'Éducation Physique et Sportive aux élèves du collège lors des années scolaires 2025 – 2026 et 2026– 2027.

ARTICLE 2 : Utilisation.

Sauf dispositions contraires, le propriétaire s'engage à assurer le nettoyage des locaux en dehors des périodes d'occupation par le collège. Le gardiennage reste à la charge du propriétaire, seuls les équipements et matériels utilisés pendant le temps et les activités scolaires relèveront de la responsabilité de l'établissement. Les locaux mis à la disposition du collège doivent être vérifiés par la commission de sécurité compétente, suivant les périodicités légales prévues pour les établissements recevant du public. Le collège devra prendre connaissance du procès-verbal de cette commission.

Un état des lieux ainsi qu'un inventaire contradictoire des matériels mis à disposition du collège seront réalisés entre le propriétaire et le collège, avant la signature de la convention.

Les matériels mis à disposition, et notamment les cages de but de football, de hand-ball, de hockey, de basket-ball... devront également répondre aux exigences de sécurité, conformément aux dispositions du décret n° 96-495 du 4 juin 1996.

Le collège s'engage à :

- utiliser les installations pour les seules activités liées à la pratique sportive dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive ;
- tenir compte des consignes de sécurité que le propriétaire indiquera à ses responsables et prendre connaissance des dispositifs de sécurité auprès du responsable de l'équipement de la collectivité propriétaire ;
- remettre les locaux dans leur état initial, y compris le mobilier existant, après chaque utilisation et à indemniser le propriétaire pour les dégâts matériels éventuellement commis ou pertes de matériels constatées.
- Signaler au bailleur, obligatoirement par écrit, toute défectuosité des matériels et installations sportives mis à sa disposition, notamment celles relatives à la sécurité des élèves.

Le collège pourra, après accord du propriétaire, utiliser et stocker du matériel lui appartenant. En cas de dégradation, le propriétaire ne pourra en être tenu pour responsable.

ARTICLE 3 : Dispositions financières.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à verser à la collectivité propriétaire de l'installation, une aide financière destinée à contribuer aux frais de fonctionnement liés à l'utilisation de l'installation sportive par le collège (dénomination de l'établissement).

La participation départementale est calculée sur la base d'une dotation forfaitaire annuelle de 1 500 €, auxquels s'ajoutent 100 € par classe à partir de la cinquième classe.

La participation départementale sera réglée en une seule fois, en fin d'année scolaire, sur production par le collège de la déclaration des plannings d'occupation effective des installations, contresignée par le propriétaire.

Chacune des deux parties, propriétaire et locataire, garantira par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

ARTICLE 4 : Responsabilité - Assurance.

Le propriétaire des installations sportives (ou la collectivité qui en a la charge et l'entretien) assume les responsabilités encourues du fait de la propriété ou de la garde de ces installations.

Le collège souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

ARTICLE 5 : Durée.

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature jusqu'au 1^{er} août 2027.

ARTICLE 6 : Dénonciation de la convention.

La présente convention pourra être dénoncée, soit par le Conseil départemental du Cantal soit par le propriétaire qui en informera l'autre partie, ainsi que par le collège concerné moyennant un préavis d'au moins un mois adressé par lettre recommandée, avec accusé de réception.

Le non-respect d'une des clauses précitées entraînera la dénonciation de la convention

Fait à, le

Le Président du Conseil départemental

Le propriétaire

Pour l'établissement
Le (la) Principal(e)

.....

.....

**CONVENTION TRIPARTITE PLURIANNUELLE D'UTILISATION DU CENTRE AQUATIQUE
COMMUNAUTAIRE D'AURILLAC
ANNEES SCOLAIRES 2025 – 2026 ET 2026 – 2027**

ENTRE :

- Aurillac Agglomération, dont le siège est situé 3 place des Carmes à Aurillac, représenté par son 1^{er} Vice-Président, Monsieur Christian POULHES, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire n° DEL_2021_ 085 en date du 24 juin 2021 ;

Ci-après dénommé « Le Propriétaire »

- le Conseil départemental du Cantal, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, en vertu de la décision de la Commission Permanente du 4 juillet 2025,

Ci-après dénommé « le Département »

ET

- Le Collège....., représenté par son Principal,,

Ci-après dénommé « l'Établissement »

Vu la loi n°51-662 du 24 mai 1951 assurant la sécurité dans les établissements de natation ;

Vu le décret n°77-1177 du 20 octobre 1977 modifié par celui du 15 avril 1991 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation ;

Vu l'arrêté du 16 juin 1998 relatif au plan d'organisation de la surveillance et des secours dans les établissements de natation et d'activités aquatiques ;

Vu la loi n°2000-627 du 6 juillet 2000, modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu la note de service du 28 02 2022 portant la référence MENJS – DGESCO A1-2 relative à l'enseignement de la natation dans les établissements scolaires des premiers et seconds degrés pour la contribution de l'école à l'aisance aquatique ;

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'utilisation du centre aquatique ainsi que les conditions d'accès à cet équipement par les collèges publics du Cantal pour les années scolaires 2025 – 2026 et 2026 – 2027.

ARTICLE 2 – Dispositions générales

Aurillac Agglomération, en qualité de propriétaire, s'engage à accueillir les élèves et les personnels d'encadrement de l'Établissement.

Le droit d'usage ainsi créé est consenti exclusivement en vue de la pratique de l'Éducation Physique et Sportive dans le cadre des programmes obligatoires définis par l'Éducation Nationale ainsi que des activités de l'UNSS et de la section sportive scolaire de la natation qui peuvent être conduites au sein de l'Établissement et qui nécessitent la mise à disposition du Centre Aquatique.

Ce droit s'exerce en dehors des vacances scolaires, jours fériés, fermetures techniques et dates de manifestations exceptionnelles.

ARTICLE 3 – Dispositions particulières

Le projet de planning comprenant les heures sollicitées au titre de l'enseignement de l'EPS ou des activités de l'UNSS et les nombres d'élèves participant pour chacune de ces plages horaires est déposé par l'Établissement auprès du Propriétaire en début d'année scolaire et pour toute la durée de celle-ci.

Aurillac Agglomération détermine librement la suite qu'elle entend réserver à ces demandes de réservation.

La participation financière de l'Établissement pour ces activités est calculée et liquidée dans les conditions définies à l'article 7.

ARTICLE 4 – Occupation – Jouissance – Utilisation

L'Établissement utilise l'installation pour y assurer la pratique des activités de la natation. Toute autre activité aquatique, qu'il souhaiterait y organiser, est soumise à l'accord préalable et formel de Aurillac Agglomération.

Préalablement à l'utilisation des locaux, le Chef d'Établissement ou son représentant a :

- pris connaissance des règles générales de sécurité affectées à ce type d'équipement et aux activités qu'ils sont amenés à y conduire, des mesures particulières définies notamment par la réglementation ainsi que des consignes spécifiques données par les représentants de Aurillac Agglomération ;
- procédé à une visite des installations qui sont mises à disposition et plus particulièrement des locaux, voies et moyens d'accès qui seront effectivement utilisés ;
- constaté l'emplacement du dispositif d'alarme, des moyens d'extinction d'incendie (extincteurs, borne à incendie...), des matériels de secours et ont pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours ;
- accepté qu'en toute circonstance, les personnels d'encadrement de l'Établissement soient seuls responsables de l'enseignement dispensé aux groupes de collégiens ce qui inclut non seulement les activités de formation mais également les obligations de discipline et de sécurité propres à ces activités.

L'accomplissement de l'ensemble de ces formalités donne lieu à la signature d'une attestation certifiant la bonne information des parties et leur engagement à les respecter et les faire respecter.

Dans le cadre de l'application des présentes dispositions, le Chef d'Établissement est responsable de l'information et si nécessaire de la formation des personnels encadrant les groupes de collégiens.

ARTICLE 5 – Planning

Les équipements sont mis à disposition des établissements scolaires selon des emplois du temps définis pour chaque année scolaire par Aurillac Agglomération dans les conditions ci-après.

Les emplois du temps détaillés sont établis par cycles d'environ dix semaines pleines. Ils peuvent donc ne pas correspondre strictement aux trimestres scolaires. Par ailleurs, les plages attribuées à chaque établissement peuvent varier selon les trois cycles programmés pour chaque année scolaire.

Les plannings peuvent être modifiés à chaque période de reconduction annuelle de la présente convention. Leur élaboration est conduite à partir du mois de juin entre Aurillac Agglomération, les représentants des utilisateurs scolaires et la Direction des services de l'Éducation Nationale.

Le planning définitif des créneaux horaires attribués à l'Établissement pour chacun des cycles de l'année scolaire à venir est notifié par Aurillac Agglomération au plus tard dans les premiers jours de septembre.

Les demandes de l'Établissement pour être recevables doivent permettre de définir l'effectif des élèves susceptibles d'être accueillis, chacune des plages d'utilisation sollicitées ainsi que le nombre de couloirs à réserver.

Il est rappelé que le nombre d'enfants autorisés par ligne d'eau est fixé réglementairement de la manière suivante :

- au moins 4m² de plan d'eau par élève pour les écoliers, soit 13 élèves par ligne d'eau ;
- au moins 5m² de plan d'eau par élève pour les collégiens ou lycéens, soit 10 élèves par ligne d'eau.

Le nombre de lignes d'eau réservées doit donc être cohérent avec le nombre d'enfants utilisateurs tels qu'indiqués par l'Établissement.

Il est précisé que dans le cadre de la mise en place du planning définitif des occupations scolaires, Aurillac Agglomération applique les priorités suivantes :

- 1) les établissements maternels et primaires publics ou privés sous contrat de son territoire,
- 2) les établissements secondaires publics ou privés sous contrat de son territoire,
- 3) les établissements publics maternels, primaires ou secondaires ne relevant pas du 1) ou du 2),
- 4) les autres établissements d'enseignement.

L'Établissement s'engage à avertir le propriétaire le plus rapidement possible par courriel (casecretariat@caba.fr) en amont de la séance en cas de non-utilisation totale ou partielle des lignes d'eau mises à disposition de l'Établissement dans le cadre de la présente convention ou en cas de force

majeure (ex : arrêtés préfectoraux pour transport scolaire). Dans le cas contraire, les modalités de l'article 7 s'appliqueront.

En revanche, les créneaux qui ne pourraient être utilisés du fait de l'indisponibilité technique ou de décisions exceptionnelles de la CABA seront déduits.

ARTICLE 6 – Assurance et responsabilité

6.1 - Obligations de l'Établissement

L'Établissement s'engage à contracter une assurance auprès d'une compagnie qualifiée pour couvrir les risques qui lui incombent.

Toute responsabilité pour les accidents corporels liés aux activités de l'Établissement au sein du Centre Aquatique repose sur celui-ci, sauf à démontrer d'une faute de Aurillac Agglomération.

L'Établissement reste responsable des dégradations causées à l'installation et aux équipements ainsi que des effets personnels des élèves durant l'utilisation du site. Toutes dégradations volontaires feront l'objet d'une déclaration de sinistre auprès des assurances respectives de l'établissement scolaire et de Aurillac Agglomération. La responsabilité de Aurillac Agglomération ne saurait être recherchée en cas de vol ou de vandalisme.

6.2 - Obligations de Aurillac Agglomération

Aurillac Agglomération, en tant que propriétaire, souscrit un contrat d'assurance couvrant les risques qui lui incombent.

Elle assume les responsabilités qui lui incombent en tant qu'exploitante et veille au respect et à l'application du plan d'organisation de la surveillance et des secours.

ARTICLE 7 – Contributions financières

7.1 – Participation du Département

En contrepartie du droit d'usage et du tarif préférentiel consenti aux établissements signataires avec lui lors de la présente convention, le Département s'engage à verser à Aurillac Agglomération une participation forfaitaire de 400 € par cycle (à raison de trois par année scolaire) et par établissement. Cette participation vient en complément de l'intervention du Département en soutien à l'investissement.

Le montant cumulé des participations est déterminé en mai au vu des plannings d'utilisation présentés par Aurillac Agglomération et les établissements. Il est mandaté en juin et couvre l'ensemble de l'année scolaire qui s'achève.

Il est rappelé que les tarifs d'utilisation du Centre Aquatique Communautaire sont fixés par délibération du Conseil Communautaire et peuvent être amenés à évoluer chaque année.

7.2 – Redevance due par l'Établissement

Le nombre de créneaux horaires et de couloirs réservés durant un cycle de planning permet de déterminer le montant de la redevance due à Aurillac Agglomération par l'Établissement selon le tarif préférentiel fixé par le Conseil Communautaire. Il est rappelé que les tarifs d'utilisation du Centre Aquatique Communautaire sont fixés par délibération du Conseil Communautaire et peuvent être amenés à évoluer chaque année.

Ce tarif correspond à la mise à disposition d'une ligne d'eau durant un créneau horaire d'environ 60 minutes incluant forfaitairement les temps d'habillage et de déshabillage.

Sauf cas de force majeure ou d'événement indépendant de la volonté ou de l'action des parties, la redevance définie ci-dessus est due par l'Établissement même en cas de non-utilisation ou d'utilisation partielle de plages horaires et des lignes d'eau qui lui ont été attribuées.

Les seules exemptions résultent de l'application des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de la présente convention ou du fait de l'indisponibilité technique du centre aquatique ou de décisions exceptionnelles prises par Aurillac Agglomération.

Les redevances sont appelées par Aurillac Agglomération auprès de l'Établissement à la fin de chaque cycle. Un état récapitulatif de fréquentation est envoyé par Aurillac Agglomération à chacune des autres parties.

ARTICLE 8 – Durée et avenants

La présente convention est conclue pour les années scolaires 2025 - 2026 et 2026 - 2027. Toute modification du contenu de la présente convention fait l'objet d'un avenant à celle-ci. Elle est renouvelable annuellement sur accord express des parties, intervenant au plus tard au 30 juin de l'année N+1.

ARTICLE 9 – Résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une des parties, à la fin de chaque période annuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'au moins de deux mois.

ARTICLE 10 – Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante de la convention :

Annexe n°1 - Planning :

- a) périodes d'ouverture annuelle ;
- b) planning hebdomadaire d'occupation par cycle durant les périodes scolaires ;

Annexe n°2 - Règlement intérieur de l'établissement ;

Annexe n°3 - Plan d'organisation de la sécurité et des secours ;

Annexe n°4 - Tableau des tarifs et délibération pour l'année

Annexe n°5 - Nombre d'élèves par classe.

Fait à Aurillac, le

Pour Aurillac Agglomération Le 1 ^{er} Vice- Président	Le Président du Conseil Départemental	Pour l'établissement
Christian POULHES	Bruno FAURE	

**CONVENTION TRIPARTITE PLURIANNUELLE D'UTILISATION DES CENTRES AQUATIQUES
ANNEES SCOLAIRES 2025 – 2026 ET 2026 – 2027**

Vu la loi n°51-662 du 24 mai 1951 assurant la sécurité dans les établissements de natation ;

Vu le décret n°77-1177 du 20 octobre 1977 modifié par celui du 15 avril 1991 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation ;

Vu l'arrêté du 16 juin 1998 relatif au plan d'organisation de la surveillance et des secours dans les établissements de natation et d'activités aquatiques ;

Vu la loi n°2000-627 du 6 juillet 2000, modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu la circulaire n°2011-090 du 7 juillet 2011 relative à l'enseignement de la natation dans les établissements scolaires des premiers et seconds degrés ;

La présente convention est conclue entre :

Le propriétaire de l'équipement sportif représenté par Madame / Monsieur (nom), Président(e) de (nom de la communauté de communes ou d'agglomération),
Dénommé « Le Propriétaire »

ET

le Conseil départemental du Cantal, représenté par son Président, en vertu de la décision de la Commission Permanente du 4 juillet 2025,
dénommé « le Département »

ET

le Collège (dénomination de l'établissement) représenté par son/sa Principal(e), Madame / Monsieur (nom),
Dénommé « l'Établissement »

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'utilisation du (dénomination de l'équipement) ainsi que les conditions d'accès à cet équipement par les collèges publics du Cantal pour les années scolaires 2025 – 2026 et 2026 – 2027.

ARTICLE 2 – Dispositions générales

La (nom de la communauté de communes ou d'agglomération), en qualité de propriétaire, s'engage à accueillir les élèves et les personnels d'encadrement de l'Établissement.

Le droit d'usage ainsi créé est consenti exclusivement en vue de la pratique de l'Éducation Physique et Sportive dans le cadre des programmes obligatoires définis par l'Éducation Nationale ainsi que des

activités de l'UNSS et de la section sportive scolaire de la natation qui peuvent être conduites au sein de l'Établissement et qui nécessitent la mise à disposition du Centre Aquatique.

Ce droit s'exerce en dehors des vacances scolaires, jours fériés, fermetures techniques et dates de manifestations exceptionnelles.

ARTICLE 3 – Dispositions particulières

Le projet de planning comprenant les heures sollicitées au titre de l'enseignement de l'EPS ou des activités de l'UNSS et les nombres d'élèves participant pour chacune de ces plages horaires est déposé par l'Établissement auprès de la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) en début d'année scolaire et pour toute la durée de celle-ci.

La (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) détermine librement la suite qu'elle entend réserver à ces demandes de réservation.

La participation financière de l'Établissement pour ces activités est calculée et liquidée dans les conditions définies à l'article 7.

ARTICLE 4 – Occupation – Jouissance – Utilisation

L'Établissement utilise l'installation pour y assurer la pratique d'activités de natation. Toute autre activité aquatique, qu'il souhaiterait y organiser, est soumise à l'accord préalable et formel de la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération).

Préalablement à l'utilisation des locaux, le Chef d'Établissement ou son représentant a :

- pris connaissance des règles générales de sécurité affectées à ce type d'équipement et aux activités qu'ils sont amenés à y conduire, des mesures particulières définies notamment par la réglementation ainsi que des consignes spécifiques données par les représentants de la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) ;
- procédé à une visite des installations qui sont mises à disposition et plus particulièrement des locaux, voies et moyens d'accès qui seront effectivement utilisés ;
- constaté l'emplacement du dispositif d'alarme, des moyens d'extinction d'incendie (extincteurs, borne à incendie...), des matériels de secours et ont pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours ;
- accepté qu'en toute circonstance, les personnels d'encadrement de l'Établissement soient seuls responsables de l'enseignement dispensé aux groupes de collégiens ce qui inclut non seulement les activités de formation mais également les obligations de discipline et de sécurité propres à ces activités.

L'accomplissement de l'ensemble de ces formalités donne lieu à la signature d'une attestation certifiant la bonne information des parties et leur engagement à les respecter et les faire respecter.

Dans le cadre de l'application des présentes dispositions, le Chef d'Établissement est responsable de l'information et si nécessaire de la formation des personnels encadrant les groupes de collégiens.

ARTICLE 5 – Planning

Les équipements sont mis à disposition des établissements scolaires selon des emplois du temps définis pour chaque année scolaire par la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) dans les conditions ci-après.

Les emplois du temps détaillés sont établis par cycles d'environ dix semaines pleines. Ils peuvent donc ne pas correspondre strictement aux trimestres scolaires. Par ailleurs, les plages attribuées à chaque établissement peuvent varier selon les trois cycles programmés pour chaque année scolaire.

Les plannings peuvent être modifiés à chaque période de reconduction annuelle de la présente convention. Leur élaboration est conduite à partir du mois de juin entre la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération), les représentants des utilisateurs scolaires et l'Inspection académique.

Le planning définitif des créneaux horaires attribués à l'Établissement pour chacun des cycles de l'année scolaire à venir est notifié par la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) au plus tard dans les premiers jours de septembre.

Les demandes de l'Établissement pour être recevables doivent permettre de définir l'effectif des élèves susceptibles d'être accueilli, chacune des plages d'utilisation sollicitées ainsi que le nombre de couloirs à réserver.

Il est rappelé que le nombre d'enfants autorisés par ligne d'eau est fixé réglementairement de la manière suivante :

- Apprentissage : 13 enfants par ligne d'eau (4m² par enfant)
- Perfectionnement : 10 enfants par ligne d'eau (5m² par enfant).

Le nombre de lignes d'eau réservées doit donc être cohérent avec le nombre d'enfants utilisateurs tels qu'indiqués par l'Établissement.

Il est précisé que dans le cadre de la mise en place du planning définitif des occupations scolaires, la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) applique les priorités suivantes :

- 1) les établissements maternels et primaires publics ou privés sous contrat de son territoire,
- 2) les établissements secondaires publics ou privés sous contrat de son territoire,
- 3) les établissements publics maternels, primaires ou secondaires ne relevant pas du 1) ou du 2),
- 4) les autres établissements d'enseignement.

L'Établissement s'engage à avertir la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) le plus rapidement possible en cas de non utilisation totale ou partielle des lignes d'eau mises à sa disposition. Si cette information est délivrée plus d'un mois avant le début d'un cycle, elle constitue une clause d'exemption à la facturation et au paiement de la participation due par l'Établissement en application des dispositions de l'article 7 de la présente convention.

ARTICLE 6 – Assurance et responsabilité

6.1 - Obligations de l'Établissement

L'Établissement s'engage à contracter une assurance auprès d'une compagnie qualifiée pour couvrir les risques qui lui incombent.

Toute responsabilité pour les accidents corporels liés aux activités de l'Établissement au sein du Centre Aquatique repose sur celui-ci, sauf à démontrer d'une faute de la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération).

L'Établissement reste responsable des dégradations causées à l'installation et aux équipements ainsi que des effets personnels des élèves durant l'utilisation du site. Toutes dégradations volontaires feront l'objet d'une déclaration de sinistre auprès des assurances respectives de l'établissement scolaire et de la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération). La responsabilité de la (nom de la

communauté de communes ou d'agglomération) ne saurait être recherchée en cas de vol ou de vandalisme.

6.2 - Obligations de la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération)

(nom de la communauté de communes ou d'agglomération), en tant que propriétaire, souscrit un contrat d'assurance couvrant les risques qui lui incombent.

Elle assume les responsabilités qui lui incombent en tant qu'exploitante et veille au respect et à l'application du plan d'organisation de la surveillance et des secours.

ARTICLE 7 – Contributions financières

7.1 – Participation du Département

En contrepartie du droit d'usage et du tarif préférentiel consenti aux établissements signataires avec lui lors de la présente convention, le Département s'engage à verser à la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) une participation forfaitaire de 400 € par cycle (à raison de trois par année scolaire) et par établissement. Cette participation vient en complément de l'intervention du Département en soutien à l'investissement.

Le montant cumulé des participations est déterminé en mai au vu des plannings d'utilisation présentés par la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) et les établissements. Il est mandaté en juin et couvre l'ensemble de l'année scolaire qui s'achève.

7.2 – Redevance due par l'Établissement

Le nombre de créneaux horaires et de couloirs réservés durant un cycle de planning permet de déterminer le montant de la redevance due à la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) par l'Établissement selon le tarif préférentiel fixé par le Conseil Communautaire.

Ce tarif correspond à la mise à disposition d'une ligne d'eau durant un créneau horaire d'environ 60 minutes incluant forfaitairement les temps d'habillage et de déshabillage.

Sauf cas de force majeure ou d'événement indépendant de la volonté ou de l'action des parties, la redevance définie ci-dessus est due par l'Établissement même en cas de non utilisation ou d'utilisation partielle de plages horaires et des lignes d'eau qui lui ont été attribuées.

Les seules exemptions résultent de l'application des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de la présente convention ou du fait de l'indisponibilité technique du centre aquatique ou de décisions exceptionnelles prises par la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération).

Les redevances sont appelées par la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) auprès de l'Établissement à la fin de chaque cycle. Un état récapitulatif de fréquentation est envoyé par la (nom de la communauté de communes ou d'agglomération) à chacune des autres parties.

ARTICLE 8 – Durée et avenants

La présente convention est conclue pour les années scolaires 2025 – 2026 et 2026 - 2027. Toute modification du contenu de la présente convention fait l'objet d'un avenant à celle-ci.

ARTICLE 9 – Résiliation

**CONVENTION TRIPARTITE PLURIANNUELLE
PORTANT MISE À DISPOSITION DU STADE D'ATHLETISME
COMMUNAUTAIRE MARIE JOSE PEREC
ANNEES SCOLAIRES 2025 / 2026 ET 2026 / 2027**

ENTRE :

- Aurillac Agglomération, dont le siège est situé 3 place des Carmes à Aurillac, représenté par son 1^{er} Vice-Président, Monsieur Christian POULHES, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire n° DEL_2021_ 085 en date du 24 juin 2021 ;
 - Ci-après dénommée « **le Propriétaire** » ;
- Le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est situé 28, avenue Gambetta à Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente en date du 04 juillet 2025,
 - Ci-après dénommé « **le Département** » ;

ET

- Le Collège....., représenté par son Principal
- Ci-après dénommé « **l'Etablissement** » ;

VU la loi n°2000-627 du 6 juillet 2000, modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives,

VU la loi n°2012-348 du 12 mars 2012 tendant à faciliter l'organisation des manifestations sportives et culturelles,

VU le décret n°2012-312 du 5 mars 2012 relatif aux manifestations sportives sur les voies publiques ou ouvertes à la circulation publique,

VU la circulaire de l'Éducation Nationale n°2010-125 du 18 août 2010 relative au développement du sport scolaire,

VU la circulaire de l'Éducation Nationale n°2002-130 du 25 avril 2002 relative au sport scolaire à l'école, au collège et au lycée,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'accès et d'utilisation des installations et des équipements du stade d'athlétisme communautaire Marie José Pérec par l'Établissement.

S'agissant du domaine d'une collectivité locale, la présente mise à disposition est faite à titre précaire et révocable. Aussi, certains créneaux pourront faire l'objet d'une utilisation partagée de l'équipement.

ARTICLE 2 : Dispositions générales.

Le Propriétaire, autorise l'Établissement à exercer toute activité en lien avec la pratique de toutes les disciplines de l'athlétisme et les activités pédagogiques dispensées par l'Établissement, conformément aux programmes obligatoires définis par l'Éducation Nationale, ainsi que les activités de l'UNSS.

Elles ont lieu durant chaque année scolaire. Toute autre activité ou manifestation que souhaiterait organiser l'Établissement est soumise à l'accord préalable et formel du Propriétaire.

En cas de fermeture de l'équipement non prévue par avance, le Propriétaire s'engage à informer l'Établissement dans les meilleurs délais. Dans ce but l'Établissement fournit le numéro de téléphone où peut être joint l'un de ses responsables. Ce numéro sera inscrit en annexe 8.

ARTICLE 3 : Accès aux installations.

3.1. Alarme anti-intrusion de l'équipement

Le bâtiment d'accueil du stade d'athlétisme communautaire est doté d'un système de protection contre l'intrusion. Afin d'accéder au bâtiment, un code sera remis à l'Établissement pour permettre d'activer et désactiver l'alarme à chaque utilisation des installations. Ce code étant propre à l'équipement, il convient à l'Établissement de le diffuser uniquement aux professeurs d'Éducation Physique et Sportive (EPS) responsables de l'encadrement des élèves. Aussi, une fiche détaillée du fonctionnement de l'alarme sera remise à l'Établissement (annexe 3) pour permettre une utilisation correcte du dispositif.

L'alarme est à désactiver même lorsque l'option 1 est choisie pour accéder aux sanitaires publics.

3.2. Accès au bâtiment

Afin d'accéder aux installations du stade d'athlétisme mises à disposition, l'Établissement se verra remettre des clés sécurisées permettant d'ouvrir les espaces qui lui sont attribués, en fonction de l'option choisie à l'article 4. A ce titre, un document de remise et restitution des clés sera formalisé par écrit et sera signé par un représentant de l'Établissement (annexe 4). La perte des clés sera facturée à l'Établissement.

L'accès des élèves aux installations se fera uniquement sous la responsabilité d'un professeur d'EPS, compte-tenu des éléments énoncés à l'article précédent (clés et alarme).

ARTICLE 4 : Définition des installations mises à disposition.

4.1. Option 1 ☐ (cochez cette case si vous choisissez cette option).

L'établissement est autorisé à occuper l'ensemble des équipements et installations du stade d'athlétisme communautaire désignés ci-après :

- l'accueil de l'espace secrétariat (pour activer et désactiver l'alarme),
- les sanitaires publics,
- la piste, et tous les équipements sportifs permettant la pratique des disciplines de l'athlétisme sur demande,
- le local matériel mutualisé.

Le reste des locaux ne sera pas accessible et n'est pas intégré à la présente mise à disposition.

4.2. Option 2 ☐ (cochez cette case si vous choisissez cette option).

L'établissement est autorisé à occuper l'ensemble des équipements et installations du stade d'athlétisme communautaire désignés ci-après :

- l'accueil de l'espace secrétariat (pour activer et désactiver l'alarme),
- les vestiaires et sanitaires hommes et femmes,
- les sanitaires publics,
- la piste, et tous les équipements sportifs permettant la pratique des disciplines de l'athlétisme sur demande,
- le local matériel mutualisé.

Le reste des locaux ne sera pas accessible et n'est pas intégré à la présente mise à disposition.

Toutefois, la validation de l'option choisie restera à la seule approbation du Propriétaire.

ARTICLE 5 : Inventaire.

Un inventaire des équipements mobiliers et immobiliers (vestiaires, matériels sportifs, etc...) affectés à l'installation et utilisables par l'Établissement sera dressé au début de chaque année scolaire sous forme d'une fiche par installation à l'initiative du Propriétaire. Il sera signé par les deux parties en début de chaque année scolaire (annexe 5).

ARTICLE 6 : Utilisation de l'équipement.

6.1. Utilisation courante des installations.

Les professeurs d'EPS seront personnellement responsables de la tenue des groupes accueillis. Ils devront régulièrement s'assurer du comportement respectueux de leurs élèves à l'égard des équipements mis à leur disposition.

Une attention particulière sera apportée lors des fins de séances pédagogiques, et notamment lors du retour aux vestiaires (si l'option 2 est choisie), pour éviter les claquements de portes et les actes d'incivilité (crachats, rayures des parois, monter sur le mobilier etc...). Les mêmes conditions sont à respecter pour les sanitaires publics.

6.2. Utilisation ponctuelle (compétition ou manifestation).

Le déroulement des manifestations sera sous la responsabilité de l'Établissement organisateur. Toutes les modalités énoncées dans cet article ainsi qu'à l'article 8 de la présente convention devront être mises en place et respectées.

L'Établissement devra anticiper les déchets de sa manifestation en prenant contact avec le responsable de service de la collecte (04 71 46 86 30) pour définir le nombre de conteneurs et le volume estimé.

Une personne responsable de l'Établissement devra accueillir les groupes, et les diriger vers les équipements mis à disposition. Le flux des personnes se déplaçant dans les installations (vestiaires collectifs, sas d'accueil, etc.) devra être géré par le personnel de l'Établissement, et ce durant tout le déroulement de l'évènement pour éviter tout incident.

Une fois la manifestation terminée, l'Établissement devra effectuer le tour de l'équipement pour s'assurer que :

- toutes les personnes accueillies aient quitté l'équipement,
- la totalité des portes soient fermées et verrouillées,
- l'ensemble des lumières soient éteintes,
- aucune dégradation n'ait été commise.

Dans le cas contraire, le responsable de l'Établissement devra avertir immédiatement la direction des Grands Équipements Sportifs afin que le nécessaire soit fait pour maintenir l'activité de l'équipement. Les dégradations occasionnées feront l'objet d'une déclaration de sinistre auprès des assurances respectives de l'Établissement organisateur et du Propriétaire.

ARTICLE 7 : Planning – occupation – horaires.

7.1. Planning et occupation.

7.1.1. Plannings en période scolaire

Les plannings peuvent être modifiés lors du renouvellement annuel, à chaque période de reconduction ou en cours d'année, selon les manifestations ou mises à disposition que le Propriétaire autoriserait.

L'installation et ses équipements sont mis à disposition de l'Établissement selon des emplois du temps définis pour chaque année scolaire par le Propriétaire dans les conditions ci-après. Leur élaboration est conduite durant les mois de juin et juillet entre le Propriétaire et les représentants des différents utilisateurs. Des modifications pourront être apportées en cours d'année, en fonction des créneaux utilisés par les établissements.

En cas de sous-utilisation d'un créneau, la collectivité se réserve le droit de modifier l'occupation de l'équipement, afin d'optimiser l'utilisation des installations par d'autres établissements désireux d'y accéder.

Les demandes de l'Établissement, pour être recevables, doivent permettre de définir :

- l'effectif des personnes susceptibles d'être accueillies,
- les plages d'utilisation sollicitées,
- les installations souhaitées (option 1 ou 2, ainsi que les aires de sauts, lancers, etc),
- les activités pratiquées.

Les emplois du temps détaillés peuvent être variables selon les trimestres scolaires.

L'organisation d'événements ponctuels devra faire l'objet d'une demande spécifique, qui sera soumise à l'approbation du Propriétaire. Il conviendra à l'Établissement d'anticiper sa demande pour que le Propriétaire puisse informer les autres usagers d'une éventuelle indisponibilité de l'équipement pour ladite manifestation.

7.1.2. Créneaux partagés

Les créneaux attribués à l'établissement, conformément au deuxième alinéa de l'article 1, pourront l'être à titre exclusif ou partagé, en fonction de l'importance des demandes au début de chaque année scolaire.

7.2. Horaires

Les heures d'occupation de l'Établissement sont définies chaque année en fonction du renouvellement des mises à disposition.

7.2.1. Horaires en fonctionnement hebdomadaire

Le Propriétaire précisera, lors du renouvellement annuel de mise à disposition, les heures de fréquentation (arrivée et départ) aux utilisateurs. Les professeurs d'EPS de l'Établissement devront respecter et faire respecter les heures d'occupation de l'équipement qui leur sont attribuées.

7.2.2. Horaires pour les demandes ponctuelles (manifestations)

Concernant les événements ponctuels, les horaires de réservation de l'équipement devront apparaître sur la demande écrite et être respectés. L'établissement précisera l'horaire estimé de fin de manifestation afin que les installations soient de nouveau accessibles le plus rapidement possible aux principaux utilisateurs.

ARTICLE 8 : Sécurité – responsabilité et assurance.

8.1. Règles de sécurité

8.1.1. Généralités

Préalablement à l'utilisation des locaux, les professeurs d'EPS ont :

- pris connaissance des règles générales de sécurité propres à l'équipement et aux activités qu'ils sont amenés à y conduire,
- procédé à une visite des installations qui sont mises à disposition et plus particulièrement des locaux, cheminements et moyens d'accès qui seront effectivement utilisés,
- constaté l'emplacement du dispositif d'alarme, des moyens d'extinction d'incendie (extincteurs, boîtiers manuels de déclenchement incendie...), des matériels de secours (hors trousse de premier secours fournie par l'établissement) et pris connaissance des itinéraires et consignes d'évacuation.

L'accomplissement de l'ensemble de ces formalités donne lieu à la signature d'une attestation (annexe 9) certifiant la bonne information des parties et leur engagement à les respecter et faire respecter. Ces attestations seront annexées à la présente convention.

8.1.2. Défibrillateur automatique externe

Un défibrillateur automatique externe est installé dans une armoire conforme à la réglementation, située au niveau de l'accès au secrétariat.

Chaque établissement devra, au début de la plage horaire qui lui sera attribuée, vérifier le bon état du défibrillateur et, le cas échéant, signaler à la direction des Grands Équipements Sportifs toutes dégradations constatées sur cet appareil. Le non-respect de ces prescriptions par l'une des parties de cette convention est de nature à engager sa responsabilité. Cette disposition s'applique de façon identique lorsque plusieurs établissements partagent le même créneau horaire.

Cet appareil est mis à la libre disposition des destinataires de cette convention et ne devra être utilisé que conformément à sa destination. L'utilisation du défibrillateur ne saurait engager la responsabilité du Propriétaire.

8.2. Responsabilité de l'Établissement

Conformément aux dispositions des articles L.321-1 et suivants et des articles L.331-9 et suivants du Code du Sport, l'Établissement s'engage à contracter une assurance auprès d'une compagnie qualifiée pour couvrir les risques qui lui incombent dans le cadre de ses activités. Cette police d'assurance garantit également l'indemnisation du Propriétaire pour les dommages directs ou indirects que pourraient engendrer lesdites activités sur la propriété et les biens mobiliers et immobiliers utilisés.

Toute responsabilité pour les accidents corporels liés aux activités de l'Établissement au sein du stade d'athlétisme Marie-José Pérec repose sur celle-ci. De même, toute dégradation constatée à l'arrivée de l'Établissement devra être signalée au Propriétaire, à la direction du service des Grands Équipements Sportifs, qui prendra les dispositions nécessaires pour maintenir l'utilisation de l'ensemble des installations.

L'Établissement remet cette attestation comportant le numéro de police d'assurance et sa période de validité au Propriétaire à chaque renouvellement de ce contrat d'assurance.

L'Établissement reste responsable des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses élèves, ses fournisseurs, ses prestataires, ses spectateurs et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens ou effets personnels, durant les créneaux horaires d'utilisation par lui.

La responsabilité du Propriétaire ne saurait être recherchée en cas de vol ou de vandalisme. Toutes dégradations volontaires occasionnées par un tiers (élèves, professeurs, etc...) de l'Établissement feront l'objet d'une déclaration de sinistre auprès des assurances respectives de l'Établissement et du Propriétaire.

Durant les plages horaires partagées de l'équipement par plusieurs utilisateurs, l'ensemble des charges et responsabilités définies aux alinéas précédents, relèvent de la responsabilité exclusive des utilisateurs et de leurs représentants.

8.3. Responsabilité de la le Propriétaire

Le Propriétaire, garantit auprès de ses propres compagnies d'assurances les risques « responsabilité civile », « dommage aux biens » et « catastrophes naturelles ».

Le Propriétaire remplit les obligations suivantes conformément à la réglementation en vigueur :

- elle s'assure que les consignes de sécurité et que le règlement intérieur soient affichés,
- elle assure l'accessibilité des locaux aux personnes handicapées et facilite leur participation aux activités,
- elle maîtrise et garantit le fonctionnement du système d'alarme incendie et plus généralement de l'ensemble des systèmes concourant à la prévention des risques d'incendie et de panique et informe les encadrants extérieurs de leur utilisation,
- elle définit avec les services qualifiés les modalités d'organisation et de mise en œuvre des exercices d'évacuation,
- elle tient à jour le registre de sécurité sous le contrôle de l'autorité de police municipale assistée de la commission de sécurité.

ARTICLE 9 : Modalités financières de mise à disposition

9.1. Dépenses prises en charge par le Propriétaire.

Le Propriétaire assume les abonnements aux différents fournisseurs (le Propriétaire, EDF, GDF, opérateur téléphonique dans le cadre du fonctionnement de l'alarme anti-intrusion et de la télégestion), les dépenses de consommation d'électricité, de gaz et d'eau, ainsi que les impôts et taxes de toute nature aux biens immobiliers visés par la présente convention.

9.2. Dépenses prises en charge par le Département

En contrepartie du droit d'usage et de la gratuité consentie aux collèges signataires avec lui et le Propriétaire d'une convention, le Département s'engage à verser au Propriétaire une participation forfaitaire par année scolaire. Cette participation vient en complément de l'intervention du Département en soutien à l'investissement, apporté lors de la construction du bâtiment d'accueil du stade d'athlétisme Marie-José Perek.

Le montant de la participation forfaitaire définie ci-dessus est fixé à **deux mille euros** (2 000 €) par an pour les deux prochaines années scolaires, quel que soit le nombre de collèges utilisateurs.

L'accès aux installations du stade d'athlétisme communautaire se fera à titre gracieux pour les établissements. Le coût financier est assumé annuellement par le Conseil départemental pour l'ensemble des collèges publics.

Il est demandé à chaque établissement de participer à la bonne gestion de l'équipement, en veillant à ce que les portes soient fermées pendant les périodes hivernales. Un suivi mensuel des consommations énergétiques sera effectué par le Propriétaire pour étudier l'évolution de celles-ci.

L'Établissement ne peut faire commerce des droits d'utilisation au titre de la présente convention. Dans ce cadre, ils ne peuvent demander aucune participation financière à des tiers pour accéder à l'équipement.

ARTICLE 10 : Médias et droit à l'image

Le stade d'athlétisme communautaire, propriété d'Aurillac Agglomération, est un établissement recevant du public. De ce fait, tout utilisateur quel qu'il soit (particulier, usager, établissement, institution etc...) souhaitant photographier, filmer ou organiser la venue de médias (presse écrite, presse radio, médias télévisés publics ou

privés etc...) doit obligatoirement en faire la demande écrite auprès du Président d'Aurillac Agglomération, qui autorisera ou non la prise de vues photographiques, vidéos ou reportages.

Cette demande devra être formulée au moins 15 jours avant la réalisation du reportage, afin que le Propriétaire puisse étudier la requête et faire part de sa position au demandeur. Une réponse expresse et écrite sera fournie dans tous les cas. A défaut de réponse écrite, la demande sera à considérer comme refusée.

Pendant le reportage, quels que soient sa forme et son support, un responsable du Propriétaire pourra accompagner le média présent. Il est de la responsabilité exclusive du média concerné d'obtenir toutes les autorisations nécessaires et notamment celles concernant le droit d'image de toutes les personnes visibles dans le reportage et ce, avant toute diffusion.

La responsabilité du Propriétaire ne saurait être engagée en cas de manquements à leurs obligations de la part du média ou de l'usager qui l'a invité à venir sur le site, en particulier concernant le respect du droit à l'image des personnes qui apparaîtraient dans le reportage.

ARTICLE 11 : Contrôle

Le Propriétaire se réserve le droit d'exercer, directement par ses agents ou par toute personne qu'elle aurait mandatée, tout contrôle sur l'utilisation par l'Établissement des équipements mis à disposition. Il dispose à tout moment d'un droit de visite sans que l'Établissement ne puisse pour quelque motif que ce soit lui en interdire l'accès.

ARTICLE 12 : Durée et avenant

La présente convention, dont la date d'effet est fixée contractuellement au 1^{er} septembre 2025, est conclue pour une durée de deux années scolaires, 2025 / 2026 et 2026 / 2027.

Toute modification du contenu de la présente convention fait l'objet d'un avenant à celle-ci.

ARTICLE 13 : Suspension - résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une des parties, à la fin de chaque période annuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'au moins deux mois.

Le Propriétaire se réserve le droit de suspendre immédiatement l'application de la présente convention s'il est constaté que l'Établissement et son personnel ne respectent pas leurs obligations en matière de sécurité, ainsi qu'aux dispositions des précédents articles. La suspension pourra être levée à la suite de la remise par l'Établissement d'un rapport circonstancié. Cette levée dépendra de la seule décision du Propriétaire.

Le Propriétaire peut suspendre ou résilier de manière anticipée la présente convention par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, respectant un préavis d'un mois, en cas de force majeure ou pour des motifs d'intérêts généraux.

ARTICLE 14 : Règlement des litiges

Toute difficulté, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, qui n'aurait pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, est soumise au Tribunal Administratif de Clermont Ferrand.

ARTICLE 15 : Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante de la convention :

Annexes du Propriétaire transmises au Conseil départemental :

- Annexe 1 : planning hebdomadaire d'occupation de l'équipement par trimestre,
- Annexe 2 : règlement intérieur du Stade d'Athlétisme.

Annexes du Propriétaire / établissement signataire :

- Annexe 3 : note explicative de l'alarme anti-intrusion,
- Annexe 4 : attestation de remise des clés et codes d'alarme,
- Annexe 5 : listing et inventaire des matériels mis à disposition,
- Annexe 6 : autorisation de tournage et de prise de vue.

Documents demandés à l'Établissement :

- Annexe 7 : statuts, règlements intérieur et composition du bureau de l'Établissement,
- Annexe 8 : liste et coordonnées des professeurs d'EPS et/ou des responsables d'établissements en cas d'incident ou de fermeture non prévue de l'équipement,
- Annexe 9 : attestations visées à l'article 8.1.1.

Ces annexes sont mises à jour en tant que de besoin, par échange de courrier entre les parties et à l'initiative de l'une ou l'autre d'entre elles en fonction de leurs compétences et responsabilités respectives.

Fait à Aurillac, le

Pour Aurillac Agglomération Le 1 ^{er} Vice-Président	Pour le Département Le Président	Pour l'Etablissement Le Principal
Christian POULHES	Bruno FAURE	

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-29

Bourses départementales d'enseignement 2024-2025 : dernières attributions

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°23CD03-5 du Conseil départemental du 29 septembre 2023 relative aux modalités d'attribution des bourses départementales d'enseignement ;

Vu la délibération n°23CD05-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions en faveur de la jeunesse pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu la délibération n°23CD05-24 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 relative à l'attribution de la 1^{ère} vague des bourses départementales d'enseignement pour l'année 2024-2025 ;

Vu la délibération n°25CP04-20 du Conseil départemental du 25 avril 2025 relative à l'attribution de la 2^{ème} vague des bourses départementales d'enseignement pour l'année 2024-2025 ;

- **ATTRIBUE** un montant total de 5 400 € de bourses départementales d'enseignement aux bénéficiaires qui peuvent y prétendre pour l'année scolaire 2024-2025 au titre de la troisième vague, conformément aux montants figurant sur les listes annexées à la présente délibération et réparti comme suit :

- 2 025 € pour le secondaire (annexe 1),
- 3 375 € pour le supérieur (annexe 2).

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LISTE BENEFICIAIRES BOURSES COLLEGE 2024-2025 V3			
Nom	Prénom	Canton	Montant de l'aide
		MURAT	125 €
		AURILLAC 1	100 €
		AURILLAC 1	150 €
		AURILLAC 1	100 €
		SAINT FLOUR 1	150 €
		SAINT FLOUR 1	150 €
		SAINT FLOUR 1	150 €
		NEUEGLISE	125 €
		AURILLAC 3	100 €
		SAINT FLOUR 1	125 €
		MURAT	100 €
		MURAT	100 €
		YDES	125 €
		MURAT	100 €
		MURAT	100 €
		YDES	125 €
		SAINT FLOUR 2	100 €
			2 025 €

LISTE BENEFICIAIRES BOURSES SUPERIEUR 2024-2025 V3

Nom élève	Prénom élève	CANTON	Montant proposé
		ARPAJON SUR CERE	225 €
		SAINT PAUL DES LANDES	100 €
		YDES	100 €
		AURILLAC 1	450 €
		AURILLAC 2	100 €
		ARPAJON SUR CERE	100 €
		AURILLAC 3	375 €
		NEUEGLISE	375 €
		AURILLAC 2	225 €
		MAURS	100 €
		MAURS	375 €
		SAINT PAUL DES LANDES	100 €
		SAINT FLOUR 2	150 €
		MAURS	100 €
		ARPAJON SUR CERE	100 €
		MURAT	150 €
		MURAT	150 €
		AURILLAC 3	100 €
			3 375 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-30

**Convention territoriale d'Education Artistique et Culturelle dans le territoire couvert par la
Communauté de Communes du Pays de Mauriac - 2025-2028**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absents excusés ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Marie-Hélène CHASTRE ne participe pas au vote ainsi que Jean-Yves BONY par le pouvoir donné.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en oeuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

- **VALIDE** la convention territoriale d'éducation artistique et culturelle 2025-2028 avec la Communauté de communes du Pays de Mauriac dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**Convention territoriale d'Education artistique et culturelle
dans le territoire couvert par la
Communauté de Communes du Pays de Mauriac
2025-2028**

Entre :

La Préfecture de région Auvergne Rhône-Alpes

Direction régionale des affaires culturelles,

Représenté par Marc DROUET, directeur des affaires culturelles,

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) du Cantal,

Représentée par Philippe LOOS, Préfet du Cantal, et par délégation,, Directeur départemental,

Le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports,

Rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand,

Représenté par Virginie DUPONT, recteur de l'académie de Clermont-Ferrand,

La Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Auvergne-Rhône-Alpes,

Représentée par Bruno FERREIRA, directeur régional,

Ci-après dénommés par « l'État »,

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes,

Représenté par Fabrice PANNEKOUCKE, Président, dûment habilité par la délibération n° de la Commission permanente du

Ci-après dénommé « la Région »,

Le Conseil départemental du Cantal,

Représenté par Bruno FAURE, Président, mandaté par la délibération n° du

Ci-après dénommé « le Département »,

La Caisse d'Allocations Familiales du Cantal

Représentée par Pascal PONS, directeur,

Ci-après dénommée « la CAF »,

La **Communauté de Communes du Pays de Mauriac**, représentée par Jean-Pierre SOULIER, Président, mandaté par la délibération n°2020/07/11-1, du 11 juillet 2020,

Ci-après dénommée « l'E.P.C.I ».

1

PRÉAMBULE

Il est convenu ce qui suit :

- VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- VU** la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république ;
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation du territoire de la République (NOTRe) qui rappelle que la politique culturelle fait référence aux droits culturels, et l'article 104 qui stipule que les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier ;
- VU** la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) reconnaissant notamment le principe de respect des droits culturels ;
- VU** le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;
- VU** les conventions interministérielles passées avec le ministère de la Culture ;
- VU** la circulaire N° 2013-073 du 3 mai 2013 instituant « le parcours d'éducation artistique et culturelle » ;
- VU** la circulaire du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre de projets culturels destinés aux personnes sous-main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire ;
- VU** la circulaire n°2017-003 du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents ;
- VU** la directive nationale d'orientation de 2015 du ministère de la Culture et de la Communication qui prévoit la poursuite de la politique de contractualisation avec les collectivités territoriales par le biais de Contrats Territoire Lecture (CTL) ;
- VU** la Charte pour l'éducation artistique et culturelle présentée le 8 juillet 2016 par le Haut Conseil à l'éducation artistique et culturelle ;
- VU** le protocole d'accord pour l'éveil artistique et culturel du jeune enfant signé le 20 mars 2017 ;
- VU** la Convention "Alimentation, Agri-Culture" du 23 septembre 2011, signée entre le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Culture et de la Communication, réaffirmant notamment l'importance de l'éducation et des pratiques artistiques et culturelles vers les publics jeunes et adultes en milieu rural ;
- VU** la convention culture justice signé entre le ministère de la culture et le ministère de la justice du 6 septembre 2023 ;
- VU** la délibération de la commission permanente régionale n°CP-2022-12 / 13-80-7183 du 16 décembre 2022 approuvant la convention Culture et santé 2023-2028, entre l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes, et Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes) et la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;

2

- VU** la délibération du Conseil régional n° AP-2022-10 / 13-10-7060 du 21 octobre 2022 relative au Plan régional en faveur de la Culture et du Patrimoine « Une priorité réaffirmée : agir pour la culture et le patrimoine pour tous, partout sur le territoire » ;
- VU** la délibération de la commission permanente régionale n°CP-2022-05 / 13-114-6726 du 25 mai 2022 approuvant le règlement « Arts et culture en lycée, CFA et établissement spécialisé » ;
- VU** la délibération de la commission permanente régionale n°CP-2022-12 / 13-121-7233 du 16 décembre 2022 relative à la création de l'appel à projets « Culture en territoire » ;
- VU** la délibération du Conseil régional n°AP-2022-10 / 03-7-7057 du 21 octobre 2022 relative au Contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;
- VU** la délibération n°xxxxx du conseil communautaire de la communauté de communes autorisant Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Mauriac à signer la présente convention, en date du xxxxxx ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Pour l'Etat

La constitution de la République Française fait de la nation, depuis 1946, le garant de « l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ». Cette responsabilité est partagée, dans un dialogue renforcé, par l'État et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région).

Rendre accessibles les œuvres capitales de l'Humanité au plus grand nombre possible d'habitants, assurer la plus vaste audience à ce patrimoine culturel, et favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit qui l'enrichissent, telles sont les objectifs en matière artistique et culturelle qui incombent aux services de l'État – au premier rang desquels le Ministère de la Culture. Depuis les lois de 2015 (NOTRe) et 2016 (LCAP), la culture constitue désormais une responsabilité partagée entre l'État et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région). Elle s'articule avec les opérations nationales portées conjointement par les ministères en charge de la Culture, de l'Éducation ou de la Cohésion des territoires.

Priorité arrêtée par le Président de la République, l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie permet au citoyen d'aller à la rencontre de lieux, d'œuvres et d'artistes de bénéficier de l'expérience sensible des pratiques artistiques, ainsi que d'acquérir, approfondir et mettre en perspective ses connaissances. Ce faisant, chaque individu construit une culture artistique propre, s'initie aux différents langages de l'art et diversifie et développe les moyens d'expression en créant des ponts entre les imaginaires. Elle constitue aussi un facteur déterminant de la construction épanouie d'une personne et de son inscription dans la vie sociale. L'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie doit être mise en œuvre dans un environnement offrant des conditions favorables à la recherche scientifique ainsi qu'à la création artistique, à leur diffusion et à leur renouvellement. Elle nécessite également une attention soutenue quant à la préservation, la conservation et la valorisation, des collections muséales ainsi que du patrimoine matériel comme immatériel.

L'exigence de démocratisation culturelle est aujourd'hui augmentée et déplacée sous l'angle de la reconnaissance des droits culturels. Les droits culturels témoignent de la capacité des personnes à

3

participer et contribuer à la vie artistique et culturelle dans le respect de l'égalité de chacun. Constitutive de l'identité et de la richesse de chaque personne, la culture recouvre « les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement » (Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, art.2A). Intrinsèquement lié aux autres droits de l'Homme, le droit de participer à la vie culturelle touche à toutes les dimensions de la vie humaine. Il permet la reconnaissance et l'inclusion en valorisant les capacités de chacun, la diversité des personnes et de leurs savoirs. Il participe à l'émancipation de chacun, seul et collectivement, en élargissant l'exercice des libertés, mais aussi des responsabilités, dans la perspective citoyenne d'élaborer ensemble des communs. En effet, si la garantie des droits culturels de chaque personne assure la possibilité de vivre ses références culturelles, de participer aux espaces de coopérations et de décisions, elle suppose également un principe de réciprocité, une responsabilité partagée : celle de pouvoir aussi ouvrir largement les débats sur des valeurs qui s'opposent, ce qui est au fondement de la démocratie.

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

Dans le cadre de sa politique culturelle délibérée en Assemblée plénière en octobre 2022, et intitulée « Une priorité réaffirmée : agir pour la culture et le patrimoine pour tous, partout sur le territoire », la Région a défini quatre axes stratégiques :

- 1 - Soutenir la création, l'émergence et faire venir des talents quelle que soit l'esthétique ;
- 2 - Poursuivre l'accompagnement des patrimoines en favorisant la rencontre entre création et patrimoines ;
- 3 - Tonifier l'économie de la culture et du patrimoine ;
- 4 - Renforcer l'égalité d'accès à la culture en accentuant l'équité territoriale.

Plus que jamais, les habitants sont au cœur de la politique culturelle de la Région, qui entend lutter contre l'isolement des territoires ruraux. La Région veut ainsi répondre à leurs aspirations légitimes à accéder, dans un environnement proche de leur domicile, à une offre culturelle de qualité. Elle défend l'idée d'une culture populaire, accessible à tous, tout en étant exigeante. L'« aller-vers » les publics est favorisé et devient le nouveau paradigme en matière de diffusion, pour intégrer à la fois les enjeux de développement durable et de reconquête des publics, au bénéfice des territoires les plus éloignés de la culture.

Pour atteindre ces objectifs, la Région s'engage à :

- Développer les Conventions territoriales d'Education Artistique et Culturelle : la Région souhaite répondre aux attentes de plus en plus fortes des territoires, et généraliser les conventionnements avec les EPCI ruraux de moins de 120 000 habitants. ;
- Accompagner les Projets Culturels de Territoires : forts de l'expérience des premières générations de conventions, de nombreux EPCI souhaitent désormais élaborer ou consolider un Projet Culturel de Territoire, en cohérence avec leur projet de territoire ;
- Consolider l'action culturelle au bénéfice de ses publics prioritaires, en lien avec ses compétences et ses politiques, en particulier les lycéens et apprentis et les personnes fragiles (personnes en situation de handicap, personnes âgées et personnes hospitalisées) ;

- Dynamiser l'éducation à l'image et aux médias : la première pratique culturelle des jeunes reste aujourd'hui très largement celle de l'image (cinéma, photo, télévision, jeux vidéo, réseaux sociaux, Internet...) qui nécessite une formation à l'analyse critique. C'est un enjeu fondamental de l'éducation des jeunes ;
- Inciter les structures culturelles qu'elle soutient à développer leurs actions en direction des habitants et territoires considérés comme prioritaires, en fonction de leurs missions, de leurs moyens et de leur niveau de responsabilité territoriale ;
- Maintenir le soutien aux activités des opérateurs structurants dans le domaine de l'action culturelle qui contribuent au maintien de l'offre culturelle sur l'ensemble du territoire et notamment auprès des publics les plus éloignés de la culture.

Pour le Département du Cantal,

Considérant le *Schéma départemental d'action culturelle* (SDAC) pour la période 2022-2027 et le *Schéma départemental de développement des enseignements artistiques et des pratiques en amateur* (SDDEAPA) adopté par la collectivité les 16 et 17 décembre 2021, complétés, précisés et enrichis par les orientations adoptées par l'Assemblée dans son « *projet de mandat 2022-2028* » et son « *projet pour le Cantal 2021-2030* »,

Considérant le chapitre 1^{er} du SDAC 2022-2027 qui prévoit la médiation auprès des publics au cœur de la politique publique culturelle adoptée par la Collectivité avec les trois objectifs centraux que sont l'inclusion, la participation et l'émancipation, veillant à susciter un espace et un temps de partage autour de la création et des œuvres, faciliter le débat, développer l'esprit critique.

Afin d'atteindre ces objectifs, le Conseil départemental imagine tout au long de l'année des propositions culturelles relevant de l'éducation artistique et culturelle (EAC) hors et en milieu scolaire (1.1 et 1.2), des actions de formation et de sensibilisation (1.3), d'animation (1.4) et de médiation (1.5) culturelles.

Les résidences territoriales d'artistes constituent des temps forts tout au long de l'année. Faisant l'objet de contractualisation avec les EPCI, ces temps privilégiés de présence d'artistes sur le territoire cantalien sont l'occasion d'échanges et de rencontres de découverte, de sensibilisation et de formation avec tous les publics.

Enfin, afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Conseil départemental du Cantal propose d'accompagner financièrement les collectivités territoriales (EPCI) qui mettent en place une programmation culturelle saisonnière en régie directe. Celles qui le souhaitent peuvent ainsi répondre à l'appel à projet départemental annuel et solliciter une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du schéma, des budgets accordés annuellement à la DAC et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour la CAF du Cantal,

La CAF du Cantal a vocation à accompagner l'ensemble des familles ayant des enfants, dans toute leur diversité. La mise en œuvre de cette mission s'appuie sur tous les leviers qui concourent à la réduction des inégalités sociales, territoriales et à la réussite éducative.

La Convention territoriale d'Éducation aux Arts et à la Culture constitue un des moyens d'inclusion au service des familles.

Considérant sa politique familiale, présentée dans son schéma départemental de services aux familles dont l'une des orientations stratégiques est de coordonner et articuler la politique jeunesse à l'échelle départementale et inter-institutions.

Considérant sa politique d'Animation de la Vie Sociale (AVS), présentée dans son schéma départemental de l'AVS dont l'une des orientations stratégiques est d'élargir le partenariat à l'ensemble des acteurs qui s'impliquent dans l'animation de la vie sociale.

La Caf du Cantal s'engage à être le relais de toutes les initiatives culturelles auprès des structures qu'elle accompagne : centres sociaux, accueils de loisirs, établissement d'accueil des jeunes enfants, relais petite enfance....

Par le biais de ses services et équipements, la Caf du Cantal mettra en œuvre l'accompagnement des familles pour accéder aux projets culturels développés sur le territoire.

La Caf du Cantal s'attachera à faire bénéficier des projets et actions développés, les familles le plus souvent éloignées des pratiques culturelles.

La Caf du Cantal s'engage à s'inscrire dans le réseau en place sur le territoire et à porter par ses moyens de communication les projets et actions développés.

Pour la Communauté de Communes du Pays de Mauriac :

Présentation du territoire et contexte général :

Située dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, dans le quart Nord-Ouest du département du Cantal, la Communauté de Communes du Pays de Mauriac regroupe 11 communes membres.

D'une superficie de 224 km², le territoire intercommunal compte moins de 7000 habitants, soit une densité de population de 30 hab/km².

La communauté de communes fait partie d'un arrondissement comprenant 4 communautés de communes pour un peu moins de 30 000 habitants.

Elle s'organise autour d'une commune-centre, sous-préfecture d'arrondissement, Mauriac, qui possède de nombreux services publics, mais sa population est en forte baisse.

Il s'agit d'un territoire de montagne disposant d'un environnement naturel et paysager remarquable.

Avec l'aide de la Région, volontaire dans l'équipement de l'ensemble de son territoire en Haut Débit, le Nord-Cantal est un territoire à la pointe de l'équipement numérique, et ses 4 communautés de communes sont également actives dans la politique départementale de promotion du télétravail.

La commune de Mauriac polarise la plus grande partie des activités économiques, commerciales et de services, en tant que véritable bourg-centre, et fonctionne en étroite relation avec le milieu rural environnant. Elle rayonne sur un large périmètre à dominante rurale.

La Communauté de Communes du Pays de Mauriac a néanmoins conservé sur les 11 communes, 8 écoles maternelles et primaires, dont 6 dans les communes rurales, 3 établissements d'enseignement secondaire à Mauriac, et une M.F.R.

L'ensemble de ces éléments participent à un maillage du territoire qui permet de développer une attractivité du territoire et ainsi de limiter l'exode rural.

La culture au sein de la Communauté de Communes du Pays de Mauriac :

Parmi les compétences de la collectivité, figure la « construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire », ce qui englobe « l'animation culturelle, » dont font partie intégrante « le développement d'une programmation culturelle intercommunale, la mise en valeur d'actions culturelles se déroulant sur le territoire, le soutien à des manifestations culturelles intéressant plusieurs communes, le soutien à des actions de valorisation des traditions rurales locales, le soutien à l'apprentissage et à la pratique de la musique et de la danse, la gestion de l'école de danse intercommunale, l'animation numérique par la mise en en place d'actions pour favoriser l'accès et le développement de la pratique numérique, et le soutien aux opérations de restauration du petit patrimoine bâti intéressant plusieurs communes ». Troisième domaine de compétence intercommunal en volume financier annuel et en personnel, la culture est d'abord représentée par un équipement : la **médiathèque intercommunale**. Comme tout équipement, il ne s'agit que d'**un outil au service des actions développées**.

C'est aussi le **lieu central de l'action culturelle du territoire**, puisqu'elle accueille de nombreuses animations (spectacles petite enfance avec le Relais Petite Enfance intercommunal, conférences, lectures-dédicaces) et des **expositions d'artistes toute l'année**.

C'est au sein de la médiathèque que l'**Espace Culture Multimédia** accueille son public, et organise ses **projets numériques, comme acteur permanent de l'éducation aux médias et à l'information**.

Le Pays de Mauriac possède également une **école de danse intercommunale**, qui est la **3ème école publique départementale**. Cette dernière s'inscrit dans le **Schéma départemental de Développement des enseignements artistiques et des Pratiques Amateurs** et à ce titre, a embauché un **professeur diplômé d'Etat**. La commune du Vigeant accueille la salle de danse aménagée par l'intercommunalité (barres, miroirs, parquet).

Le Pays de Mauriac aide également des équipements privés et associatifs à caractère culturel comme l'**Ecole de Musique du Haut-Cantal**, l'**association de théâtre d'improvisation** Y'a l'feu aux planches et le **cinéma Pré-Bourges** de Mauriac.

L'action culturelle du Pays de Mauriac se compose de 4 axes, par ordre de grandeur :

- l'animation de la médiathèque intercommunale,
- l'éducation artistique et culturelle, qui se construit en cohérence avec la saison culturelle et les contenus pédagogiques et artistiques des établissements culturels et artistiques du territoire et des établissements d'enseignement.
- la saison culturelle annuelle,
- l'animation de l'école de danse intercommunale intégrée au S.D.D.E.A.P.A.

Elle est soutenue par la DRAC pour l'E.A.C., le Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes pour la saison culturelle et l'E.A.C. et le Conseil départemental du Cantal, pour la saison culturelle, l'E.A.C., des projets culturels conventionnés et co-financés (résidences d'artistes) ou des actions départementales accueillies sur le territoire (Hibernarock, Jours de Danse(s), Mois du Film documentaire...).

Les projets culturels, dont les projets numériques, sont développés sur tout le territoire et auprès de larges publics, et grâce à eux, le Pays de Mauriac connaît une visibilité nationale par la teneur de certains projets expérimentaux en milieu rural.

Le Pays de Mauriac était également le coordinateur du **Projet Educatif et Culturel Local depuis 2013**, devenu ensuite le **Parcours d'Education aux Arts et à la Culture, et enfin le Contrat Territorial d'Education aux Arts et à la Culture** de 2020 à 2024, étendue par un avenant jusqu'à aujourd'hui. La C.T.E.A.C. est financée à 80 % par la D.R.A.C Au-RA, le Conseil Régional Au-RA et le Conseil départemental du Cantal et permet d'accueillir des projets culturels de plus grande envergure et des rencontres entre les publics, jeunes et moins jeunes du territoire et les artistes sur une durée plus longue.

Les enjeux culturels du Pays de Mauriac :

- Faire vivre le pôle de lecture publique auprès de *tous* les publics du territoire ;
- Une professionnalisation des acteurs culturels pour pérenniser l'action culturelle du territoire ;
- La formation des publics aux différents langages artistiques ;
- Offrir aux publics tout au long de la vie des actions d'éducation aux médias et à l'information
- **La solidarité territoriale** : la Communauté de Communes du Pays de Mauriac affirme et développe une politique culturelle fondée sur des valeurs de solidarité et de cohésion sociale qui tient compte des besoins des populations et de la diversité de son territoire. L'intercommunalité vise à favoriser, élargir et diversifier l'accès des populations à la culture et aux pratiques artistiques en contribuant à une politique artistique et culturelle tout au long de sa vie.

La solidarité territoriale trouve cependant ses limites dans le principe réglementaire général de spécificité territoriale interdisant à toute collectivité à intervenir sur le territoire d'autrui en lieu et place de la collectivité concernée.

L'Education aux Arts et à la Culture : Historique et Perspectives

La première convention E.A.C., qui s'est déroulée de 2020 à 2024, puis actuellement grâce à un avenant d'une année, a permis de développer des projets en accord avec les grands axes définis en 2020 :

- former des publics aux différents langages artistiques ;
- faire vivre le pôle de lecture publique auprès de tous les publics du territoire ;
- professionnaliser les acteurs culturels afin de pérenniser l'action culturelle du territoire ;
- développer l'attractivité du territoire par une vie culturelle riche et diversifiée auprès des nouveaux arrivants et auprès des publics de passage.

La formation des publics a sensiblement évolué depuis 2020, avec des attentes exprimées sur certaines propositions culturelles, et une meilleure connaissance de l'attitude à avoir lors d'un spectacle vivant. Les acteurs culturels, quant à eux, ont bénéficié de nombreuses rencontres avec les artistes présents, sous forme de stages, master-classes et autres temps d'échange qui offrent aux enseignants artistiques, aux associations culturelles locales, le moyen d'élargir leur éventail pédagogique et leurs connaissances du spectacle vivant d'aujourd'hui. Cela a resserré le maillage culturel du territoire et des habitudes de travail concerté ont été prises.

Concernant l'attractivité du territoire, le Pays de Mauriac a pu structurer ses propositions culturelles, développer sa communication et créer ainsi une saison culturelle régulière et formalisée au fil des années.

Le pôle de lecture publique, quant à lui, s'est ouvert à d'autres publics depuis 2012 grâce au Festival Histoires d'Images et à l'animation régulière du lieu par des propositions pour tous les âges de la vie. Sur cet axe, le C.T.E.A.C. n'a pas encore tenu ses promesses, bien qu'il y ait eu des projets liés à la médiathèque par le biais des projets numériques nombreux entre 2020 et 2024.

Quant aux projets artistiques au sens large, il subsiste des domaines qui n'ont pas été explorés suffisamment ou pas du tout : le cirque contemporain, ou le théâtre font partie des propositions que nous souhaitons développer sur le territoire.

Enfin, la collectivité poursuit son travail de fonds autour de la création multimédia, omniprésente depuis l'ouverture de la médiathèque en 2002 dans son action culturelle et dans ses projets E.A.C. depuis 2013. L'outil multimédia fait relais auprès de tous les publics dans les projets initiés et coordonnés par la Communauté de communes du Pays de Mauriac.

A travers cette convention, la Communauté de Communes du Pays de Mauriac souhaite plus particulièrement ;

- Construire et développer des projets culturels et artistiques **sur plusieurs années**,
- S'adresser à un **large public « tout au long de sa vie »**. Si le milieu scolaire est un partenaire naturel et privilégié, la volonté de toucher un public plus large est affirmée, en particulier auprès des publics adultes éloignés de la Culture et de l'Art. Le public local, formé principalement d'élèves, d'employés et d'ouvriers, s'ouvre peu à peu aux rencontres artistiques, mais il faut poursuivre le travail de fonds déjà entamé depuis plusieurs années et sur la durée pour créer de vraies habitudes culturelles.
- Partager l'information et coordonner le déploiement territorial de l'offre culturelle en lien avec les partenaires afin de défendre une équité d'accès, sociale et territoriale, aux arts et à la culture, y compris par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication grâce à son Espace Culture Multimédia ouvert toute l'année et animé par un professionnel formé et sensibilisé à la création artistique.
- Offrir tout au long de l'année des actions d'éducation aux médias et à l'information, vers tous les publics,
- Renforcer le dialogue et les synergies locales entre acteurs culturels, éducatifs et sociaux,
- Favoriser le fonctionnement en réseau, la transversalité et la coopération,
- Co-construire les projets culturels et artistiques avec les équipes pédagogiques et les responsables des structures locales,
- Favoriser la mixité sociale et l'échange intergénérationnel,
- Travailler avec toutes les écoles du territoire communautaire dans le délai de la convention.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJECTIFS GENERAUX

La présente convention vise à faciliter et renforcer l'accès à la culture pour tous les habitants du territoire. Elle repose sur des objectifs généraux et des axes d'interventions partagés ainsi qu'une coopération territoriale renforcée (articles 2 et 3).

1.1 PRINCIPES PARTAGÉS

Les signataires s'engagent à garantir conjointement les principes suivants :

- Garantir et protéger la liberté de création, de diffusion et de programmation ;
- Soutenir un développement culturel équilibré du territoire, en favorisant l'inscription et la diffusion durables de ressources culturelles professionnalisées ;
- Renforcer l'attractivité des territoires, en favorisant les liens entre les ressources culturelles et patrimoniales, touristiques et économiques ;
- Développer la production de savoirs et la recherche scientifique sur l'art, la culture et le patrimoine local ;
- Favoriser la coopération et l'interconnaissance entre les acteurs culturels, les acteurs du champ social et du champ éducatif ;
- Faciliter l'accès pour les personnes les plus fragiles à une offre artistique et culturelle de qualité, en créant les conditions qui permettent de contribuer à sa définition ;
- Accompagner tout particulièrement les formes artistiques et les propositions de médiation en direction des jeunes ;
- Concourir à la transition écologique à travers une conception responsable de la création et de la diffusion, la relocalisation d'activités inscrites dans une temporalité plus longue et à des échelles plus réduites et donc plus soutenables.

1.2 PERSONNES CONCERNÉES

Si la politique culturelle d'éducation aux arts et à la culture concerne tous les habitants du territoire, les partenaires conviennent de la prioriser en direction des personnes qui sont ou se sentent les plus éloignées des pratiques artistiques et culturelles : personnes âgées, en situation de handicap, hospitalisées, habitants des quartiers en politique de la ville, des territoires ruraux...

Ils portent une attention spécifique aux enfants et aux jeunes dans tous leurs temps de vie, dès la naissance et jusqu'à l'âge adulte, avec l'objectif de généraliser et articuler les parcours d'éducation artistique et culturelle sur le temps scolaire, périscolaire et sur le temps de loisirs. Pour les scolaires, le parcours d'éducation artistique et culturel doit permettre à tout élève scolarisé de suivre un cursus de découverte et de pratique artistique et culturelle en fonction de son niveau. Les parcours proposés conjuguent à la fois une approche territoriale et la volonté d'aller vers une égalité d'accès aux pratiques artistiques et culturelles pour tous les enfants et jeunes scolarisés.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

10

1.3 L'ÉDUCATION AUX ARTS ET A LA CULTURE – LES GRANDS PRINCIPES

Les actions développées se fondent sur trois champs qui constituent les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle :

- des rencontres avec des artistes, des scientifiques, des journalistes et des œuvres ;
- des pratiques individuelles et collectives dans différents domaines artistiques et culturels ;
- des connaissances qui permettent l'acquisition de repères culturels ainsi que le développement de la faculté de juger et de l'esprit critique.

Les formes de travail privilégiées pour le montage de projets artistiques reposent sur une démarche de co-construction entre les partenaires, dans le respect des rôles de chacun : établissement scolaire, périscolaire, social, médical, etc., acteurs culturels du territoire. Les projets prendront plusieurs formes. Les actions interdisciplinaires, multi-partenariales et les résidences d'artistes sont particulièrement favorisées et peuvent faire intervenir un ou plusieurs artistes ou professionnels de la culture et de discipline scientifique.

ARTICLE 2 : UNE COOPERATION TERRITORIALE RENFORCEE

2.1 COORDINATION DE LA CONVENTION

Dans une optique d'amélioration permanente, la démarche contractuelle repose sur un principe de mise en œuvre et d'évaluation continue :

- une identification des besoins par un diagnostic partagée du territoire ;
- un programme d'actions annuel ;
- la création et l'animation d'espaces d'échanges concertés ;
- un temps d'évaluation final de 6 mois au cours de la dernière année de convention ;

Une mission de coordination à mi-temps de la convention est identifiée par la Communauté de Communes du Pays de Mauriac pour assurer la construction d'un programme annuel cohérent d'actions à l'échelle du territoire. Elle décline les actions envisagées ainsi que leur calendrier et le plan de financement, validés par l'ensemble des signataires, tel que décrit dans l'article 5. Ce programme d'actions et de financements – financements liés à la convention et ceux issus des dispositifs de droit commun des différents partenaires qui s'articulent avec les objectifs de la convention et de la politique aux arts et à la culture du territoire et donc auront été présentés et

validés lors des comités de pilotage – est annuellement transmis aux partenaires de la présente convention.

Cette mission de coordination élabore et anime aussi une démarche de concertation et de coopération territoriale, tel que décrit dans l'article 2.2.

11

2.2 CONSTRUCTION D'UN ESPACE D'ECHANGES CONCERTES

Les signataires conviennent d'une approche concertée à l'échelle du territoire de l'EPCI, pour la définition et le développement d'actions culturelles en direction des personnes dont celles concernées prioritairement comme défini dans l'article 1. Cette politique concertée vise à recueillir et à répondre aux besoins et aux aspirations des habitants du territoire, et ce dans tous les domaines artistiques et culturels y compris ceux intégrant une démarche scientifique.

La convention territoriale d'éducation aux arts et à la culture tout au long de la vie, déclinée à l'échelle de la Communauté de Communes du Pays de Mauriac, constitue un cadre ouvert et modulable renforçant sur le territoire intercommunal les synergies et le dialogue entre acteurs culturels, éducatifs, médicaux et sociaux. Elle favorise la mise en réseau, la transversalité et ambitionne le renforcement de la coopération au sein d'espaces de concertation, appelés « rencontres de territoire ». Ces espaces de concertation impliquent une diversité de compétences et de personnes (habitants, acteurs, élus, partenaires tel que décrit dans l'article 4). Ils visent à créer des dynamiques d'intérêt pour les projets et aux décisions qui concernent le territoire et à assurer le droit de chacun de participer à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces décisions. Ces espaces de concertation sont réunis au moins une fois par an, selon les besoins et le calendrier de la convention. Ils peuvent aussi donner lieu à des formations et des travaux thématiques collectifs.

Cette convention tient compte des équipements et services intercommunaux existants reconnaissant ainsi leurs missions et renforçant leur rôle dans la construction du lien entre art, culture et population à l'échelle du territoire.

Cette convention reconnaît enfin que les acteurs socio-éducatifs, médico-sociaux (établissements scolaires, structures socioculturelles, médico-sociales, collectivités...) et les acteurs culturels, notamment conventionnés, en fonction de leurs missions et de leur périmètre, possèdent une connaissance des habitants et l'expérience du territoire. Afin de construire des projets de qualité, ceux-ci se mobilisent pour un partage de connaissances et des actions conjointes de découverte artistique et de pratiques amateurs. L'ambition est de coordonner une approche globale de l'action culturelle en garantissant une cohérence et un équilibre territorial.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

ARTICLE 3 : AXES STRATÉGIQUES

La déclinaison opérationnelle de la présente convention peut revêtir des formes différentes en fonction des contextes et des territoires. Certains axes toutefois, dits stratégiques, sont des enjeux incontournables pour le territoire :

3.1 LA DEFINITION DES ACTIONS ET LEUR MISE EN ŒUVRE

Le projet réunit l'ensemble des services culturels de la Communauté de Communes du Pays de Mauriac, ainsi que ses communes membres, ainsi que les services communautaires et intra-communautaires partenaires transversaux, afin de :

12

- **sensibiliser les habitants du Pays de Mauriac**, et en particulier les jeunes générations, à **leur patrimoine**, par des apports cognitifs portant tant sur la diversité des paysages, que sur la faune, la flore, le patrimoine naturel et culturel : **la valeur cognitive**,
- **favoriser**, par les rencontres, l'éveil et l'enseignement artistiques, **le développement de l'enfant et de l'adulte** en prenant en compte sa double dimension d'identité et d'altérité : **la valeur sociale**,
- **développer le sens critique, le libre arbitre** chez l'enfant et l'adulte : **la valeur esthétique**, par des actions en lien avec l'art au sens large, dans tous les domaines et dans toutes les disciplines et notamment pour reprendre les six grands domaines artistiques :

° Les « arts de l'espace » : architecture, urbanisme, arts des jardins, paysage naturel, paysage aménagé etc...

° Les « Arts du langage » : littérature écrite et orale (roman, nouvelle, fable, légende, conte, mythe, poésie, théâtre, essai, etc.) ; inscriptions épigraphiques, calligraphies, typographies etc.

° Les « arts du quotidien » : arts appliqués, design, métiers d'art, arts populaires etc.

° Les « arts du son » : musique vocale, musique instrumentale, musique de film et bruitage, technologies de création et de diffusion musicales etc.

° Les « arts du spectacle vivant » : théâtre, musique, danse, mime, arts du cirque, arts de la rue, marionnettes, arts équestres etc.

° Les « arts du visuel » : arts plastiques (architecture, peinture, sculpture, dessin et arts graphiques, photographie etc.), illustration, bande-dessinée, cinéma, audiovisuel, vidéo, montages photographiques, arts numériques etc.

- **Favoriser**, par les rencontres et les pratiques artistiques, **le développement de l'imaginaire, la créativité** de l'enfant et de l'adulte : **la valeur artistique**

Le présent projet proposera une sensibilisation et une éducation aux arts et à la culture suffisamment larges et diversifiées, tant dans leurs contenus que dans leurs modalités, ***afin que chacun puisse construire son propre cheminement.***

Après un dialogue concerté avec les partenaires culturels du territoire qui travaillent quotidiennement avec les jeunes, de 0 à 25 ans, plusieurs attentes ont été formulées, et entendues.

Le C.T.E.A.C. se déroule donc sous **trois grandes idées** :

- Des **projets numériques favorisant l'éducation aux médias et à l'information, en lien avec une création artistique forte** (BD interactive, création d'un jeu vidéo, reconstitution 3D d'un bâtiment patrimonial partiellement disparu) et des artistes professionnels, pour une appropriation active des outils possibles par les jeunes participants,
- Des **résidences longues pour favoriser une émulation forte** entre les participants et les artistes autour d'un temps de création et d'un rendu public,
- Une **diversité d'univers artistiques** (street art, musique de chambre, danse contemporaine / hip-hop, beat-boxing, arts graphiques...), pour permettre à chaque enfant de trouver le langage artistique qui lui convient.

13

Une **réunion de bilan** sera organisée chaque année à l'issue des différentes actions menées, avec tous les partenaires techniques et décisionnaires. C'est lors de cette rencontre que les bilans opérationnel et financier seront validés, et que les axes du P.E.A.C. seront redéfinis pour l'année suivante.

ARTICLE 4 : GOUVERNANCE

La gouvernance est régie par deux instances : le comité de pilotage et le comité technique. Ces deux instances sont réunies à l'initiative de la communauté de communes qui en assure le fonctionnement, en relation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans les actions.

Comité de pilotage

Un comité de pilotage, réunissant les parties signataires et les partenaires impliqués, impulsera la politique partenariale de territoire, définira les orientations en cohérence avec les objectifs généraux.

Il se réunira au moins une fois par an afin de dresser le bilan des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention et de définir les perspectives du programme d'actions de l'année suivante.

Il est composé comme suit :

- pour la Direction régionale des affaires culturelles : le DRAC ou son représentant ;
- pour la Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale du Cantal : le représentant de la DSDEN ;
- pour l'Académie de Clermont-Ferrand : un représentant de la Délégation académique aux arts et à la culture (DAAC) ;
- pour la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes : le DRAAF ou son représentant ;
- pour le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes : le Président ou son représentant et le référent pour la convention ;
- pour le Conseil Départemental du Cantal : le Président ou son représentant et le référent pour la convention ;
- pour la CAF : son représentant ;
- pour l'EPCI : un représentant élu de l'EPCI Pays de Mauriac

A noter que les représentants élus pourront être assistés par des agents en charge de ces dossiers.

Comité technique

Le comité technique réunit tous les acteurs du projet. Il est chargé d'assurer la partie opérationnelle de la présente convention et de mettre en œuvre les orientations définies par le comité de pilotage.

Il définit un projet pluriannuel pour le territoire. Il est force de réflexion et de propositions pour maintenir une dynamique durable ; il veille à ce que les initiatives retenues concourent à l'accès de tous aux arts et à la culture. Il met en œuvre les objectifs à court, moyen et long termes.

Il se réunit autant que nécessaire.

Il est composé comme suit :

- des représentants du comité de pilotage,

14

- un représentant de chaque association participant au projet (selon ordre du jour et thématique abordée),
- Des acteurs de l'éducation
- Des acteurs de l'action sociale
- les opérateurs culturels et artistes concernés (*),
- un ou plusieurs experts en tant que de besoin.

(*) Les opérateurs socioculturels ou culturels associés à la mise en œuvre de la présente convention sont désignés d'un commun accord entre les signataires. Autant que de besoin ils sont conviés à participer aux travaux du comité de pilotage.

ARTICLE 5 : PROGRAMMATION FINANCIERE ET MOYENS CONSACRÉS AUX ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Pour l'État :

La DRAC participe à l'élaboration du programme d'actions annuel et accompagne la démarche d'évaluation. Elle mobilise les structures culturelles, notamment celles qu'elle soutient pour renforcer l'axe transmission des savoirs. Elle accompagne la démarche d'analyse partagée du territoire en mobilisant des ressources dédiées.

Elle contribue financièrement à la réalisation des axes définis dans les articles 2 et 3 de la présente convention. Les actions seront précisées et chiffrées dans l'annexe jointe annuellement à la convention. Seules les interventions correspondantes aux attentes de la convention en matière d'E.A.C. Pourront être financées dans la mesure où elles sont chiffrées, sans toutefois dépasser le montant de l'enveloppe et les crédits disponibles. Le montant annuel sera fixé par arrêté attributif, sur présentation d'un dossier de demande de subvention. Le soutien financier aux actions fait l'objet d'un financement croisé par les différents partenaires de la convention.

L'Éducation nationale participe à la mise en place du parcours d'éducation artistique et culturelle de l'élève en contribuant à la mise en œuvre des actions décrites dans le programme annuel de la présente convention auprès des écoles et établissements scolaires de ce territoire.

Pour ce faire, elle mobilise ses ressources humaines d'ingénierie éducative et culturelle, dont le chargé de mission à l'action culturelle, les référents culture, les personnels d'encadrement (les IEN pour le premier degré et les personnels de direction pour le second degré), les conseillers pédagogiques de circonscription.

L'éducation nationale répond à la demande de formations émanant des enseignants et des chefs d'établissement, dans le cadre de formations d'initiative territoriale, afin de découvrir les actions artistiques et culturelles proposées par les CTEAC et de pouvoir mettre en place, dans un esprit de co - construction, ces actions avec leurs élèves. Ces temps de formation représentent une participation financière importante dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

Les établissements scolaires sollicitent des aides financières suivant les modalités annuelles définies par le rectorat. Les chefs d'établissement peuvent également faire usage des crédits de la part collective du Pass Culture scolaire quand l'âge des élèves le leur permet.

15

Les projets et la politique culturelle choisis dans les établissements scolaires, articulés avec les actions de la convention sont des leviers stratégiques inscrits dans les contrats d'objectifs tripartites des établissements scolaires du second degré.

La DRAAF, autorité académique de l'Enseignement agricole, par le biais de son Service régional de la Formation et du Développement, accompagne les établissements d'Enseignement agricole publics et privés sous contrat dans la mise en œuvre des politiques publiques :

- dans le champ de l'éducation et de la formation, de l'éducation artistique et culturelle et du développement citoyen des apprenants ;
- dans la mission d'animation et de développement des territoires qui est confiée à ces établissements par le Code rural et de la Pêche maritime.

Dans ces deux perspectives, la DRAAF mobilise ses ressources humaines internes d'ingénierie éducative, culturelle et scientifique. Elle porte à connaissance des établissements les actions, appels à projets, financements (dont le Pass culture) et partenaires susceptibles d'aider les établissements dans le choix des activités pédagogiques participant au parcours artistique et culturel des apprenants, dans le cadre de l'éducation socioculturelle spécifique à l'enseignement agricole ou dans les projets pluridisciplinaires qui replace l'ouverture culturelle dans la construction professionnelle et citoyenne des jeunes.

Elle mobilise également le programme national et le programme régional des formations des personnels de l'enseignement agricole public, et assure le lien avec les fédérations des établissements agricoles privés sous contrat.

Enfin, la DRAAF invite les établissements d'enseignement agricole publics et privés à être des acteurs de l'animation des territoires en créant du lien avec les autres acteurs du territoire (autres établissements scolaires, partenaires socio-économiques et collectivités territoriales) pour participer à la construction d'une vie culturelle et scientifique au cœur de tous les territoires. Les établissements alimentent ainsi le PADC (projet d'animation et de développement culturel), partie intégrante de leur projet d'établissement.

Pour la Région :

La commission permanente régionale décide du soutien financier de la Région, dans le cadre de cette convention. Si une aide est accordée, les actions devront répondre à la fois à un critère d'exigence artistique et à la prise en compte des habitants dans leur diversité.

Le soutien régional pourrait être accordé au travers :

- D'une subvention annuelle attribuée à la collectivité porteuse, sur présentation d'un dossier de demande de subvention constitué notamment des interventions prévues pour l'année à venir, d'un budget prévisionnel détaillé et du bilan qualitatif et financier de l'année précédente ;

- Et/ou de ses appels à projets « Arts et culture en lycées, CFA et établissements spécialisés », « Médiations du cinéma » et « Culture en territoire ». De l'appel à projets « Culture et santé » en lien avec l'ARS et la DRAC. Un dossier de demande de subvention devra être déposé pour chacune de ces aides selon les conditions spécifiques à ces dispositifs.

Chaque montant sera attribué sous réserve de l'inscription au budget des crédits nécessaires et dans les conditions prévues au règlement des subventions applicables à la date de réception des dossiers de demandes de subventions.

Pour le Département du Cantal :

Dans son Chapitre 4.2, le SDAC 2022-2027 précise les outils financiers adaptés aux relations avec les partenaires :

- Le cofinancement par contractualisation : afin d'assurer une coopération efficace avec tous ses partenaires (communes et communautés de communes), le Conseil départemental fera systématiquement appel aux partenariats et à la contractualisation dans la mise en œuvre des propositions culturelles qu'il assume en régie directe. Cette approche, basée sur la concertation et le cofinancement, permet de bâtir une politique culturelle harmonieuse et respectueuse des compétences de chacun, dans une volonté de complémentarité et de solidarité territoriale. Elle permet également, par la mise en commun des moyens, des propositions plus ambitieuses.
- L'attribution d'une aide financière : Afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Département du Cantal contribue financièrement à la réalisation des actions décrites dans l'article 3.1 de la présente convention par une subvention votée annuellement en Commission permanente, sous réserve de l'inscription au budget départemental des crédits nécessaires. Cette subvention est attribuée à la communauté de communes pour sa programmation culturelle saisonnière en régie directe : la communauté de communes répond à l'appel à projet départemental annuel et sollicite une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du schéma, des budgets accordés annuellement au Service développement culturel et patrimoine et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour la CAF du Cantal :

La CAF assure la promotion de ce dispositif auprès des structures qu'elle accompagne et pourra intervenir sur des actions au cas par cas sur présentation des projets par les partenaires en vue de solliciter une subvention.

Pour la Communauté de communes :

La Communauté de Communes du Pays de Mauriac contribue financièrement à la réalisation, de tout ou partie, des actions décrites dans l'article 2 de la présente convention. Celles-ci seront précisées et chiffrées dans l'annexe jointe pour l'année de signature et pour chacune des deux autres années. Le montant annuel sera déterminé dans la limite des crédits disponibles.

17

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er juillet 2025 pour une durée de 3 ans, jusqu'au 30 juin 2028.

ARTICLE 7 : PROCEDURES MODIFICATIVES

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les différents partenaires signataires. Ces avenants feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Les modifications ne peuvent en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux définis dans la présente convention.

La contribution ultérieure d'éventuelles nouvelles parties à la convention donne lieu à conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 8 : EVALUATION ET SUIVI

Un dispositif d'évaluation sera mis en place en tenant compte des objectifs définis à l'article 1, afin de réorienter les actions en fonction de l'évolution des réalités de terrain et des besoins nouveaux qui pourraient apparaître. Il comprendra des fiches bilan par actions annuelles, une fiche bilan annuelle globalisée qui feront une place aux récits d'expérience, ainsi que des tableaux de suivi permettant de saisir un nombre restreint d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Les outils d'évaluation et les indicateurs de suivi sont établis à l'issue de la période d'analyse partagée du territoire. Une évaluation finale est attendue à l'issue des 3 années de conventionnement.

L'évaluation du cadre conventionnel sera également réalisée à l'aide des outils construits par les signataires, avec les acteurs mobilisés par les actions et dans la mesure du possible, avec les habitants impliqués dans les actions conduites. La démarche évaluative est donc *in itinere* et *in fine*.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION ET INFORMATION

Chacun des supports de communication émanant des acteurs culturels devra mentionner le soutien des différents services de l'Etat, de la Région, du Département du Cantal et fera apparaître les logos et mentions de tous les partenaires selon leurs modalités d'insertion respectives.

La Communauté de Communes du Pays de Mauriac s'engage à mentionner les aides reçues des partenaires sur tous les documents relatifs à leurs activités et destinés à être diffusés et à faire figurer les logos des signataires sur tous les supports de communication ayant trait à cette activité. Elle s'engage en outre à mentionner le soutien des signataires dans l'ensemble de ses relations avec les médias et les partenaires professionnels.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

18

En cas de résiliation anticipée, un avenant réglera les conditions financières, les collectivités cocontractantes étant en droit de solliciter la restitution des sommes versées si les obligations auxquelles l'EPCI s'était engagé n'étaient pas exécutées en totalité.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle de la convention sans accord écrit, les partenaires peuvent demander le reversement de tout ou partie des subventions versées.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES (contentieux et résiliation)

En cas de litige pouvant intervenir entre les parties, celles-ci s'engagent à privilégier la conciliation et rechercher un accord amiable.

A défaut le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon, 110 rue Duguesclin, 69003 LYON.

Fait à Mauriac, le

Pour la Préfecture de région Auvergne Rhône-Alpes,
Direction régionale des affaires culturelles,
Le Directeur,

Pour la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations du Cantal,
Le Préfet,

Pour le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports,
Le Recteur d'Académie de Clermont, et par délégation la DASEN du Cantal,

Pour le Conseil régional
Le Président,

Pour le Département du Cantal
Le Président,

Pour la CAF du Cantal
Le Directeur départemental,

Pour la Communauté de communes du Pays de Mauriac
Le Président,

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-31

Soutien aux exploitations en difficulté - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées ;

- **ATTRIBUE** à Solidarité Paysans, dont le siège social est situé à Marmilhat - 63370 Lempdes, une subvention d'un montant de 13 600 € pour la réalisation d'audits/plans de redressement et des suivis des exploitations selon le tableau prévisionnel joint en annexe de la présente délibération.

- **ATTRIBUE** à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I
- 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 32 000 € pour la réalisation d'audits/plans de redressement, des suivis des exploitations et pour la coordination et l'animation du dispositif "Agriculteurs en difficulté" (AED) et cellule prévention selon le tableau prévisionnel joint en annexe de la présente délibération.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour le soutien aux exploitations en difficulté à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) n°1023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

Nom et adresse de la structure	Opérations	Nombre d'opérations	Montant de la Subvention (€)
CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL 26 Rue du 139ème R.I BP 239 15002 AURILLAC CEDEX	Audit/plan de redressement	5	5 000,00
	Suivi de l'exploitation	15	12 000,00
	Animation du dispositif départemental Agriculteurs en difficulté et de la cellule prévention en élevage		15 000,00
SOLIDARITE PAYSANS Maison des Paysans Marmilhat 63370 LEMPDES	Audit/plan de redressement	4	4 000,00
	Suivi de l'exploitation	12	9 600,00
TOTAL			45 600,00

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR LE SOUTIEN AUX
EXPLOITATIONS EN DIFFICULTÉ
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

VU le règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans le secteur agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022 ;

VU le Règlement (UE) n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 4 juillet 2025.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant et objet de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 32 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025, pour la réalisation des actions visées par cette même délibération.

Article 3 – Modalités de versement des subventions :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention sera effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement

Si des acomptes ont été versés, le solde sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justificatifs de dépenses correspondantes**, complété pour le solde par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2025.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-32

Transformer et valoriser les productions agricoles - Cofinancement du dispositif 302 du Feader

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP - 2022 - 06/07 - 13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu le programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes - Mesure 302 ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés ;

Vu le Comité de Sélection Feader en date du 13 mai 2025 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 107 800,12 € à 15 bénéficiaires pour le financement de projets de transformation et valorisation des productions agricoles selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021. Ce règlement définit les règles d'octroi des aides dans le cadre des plans stratégiques devant être établis par les Etats membres en matière de politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEE: Transformer et valoriser les productions agricoles (dispositif 302 du Fsaadp)

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSETTE RETENUE (€)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE (%)	AIDE PUBLIQUE PLAFONNÉE (€)	AIDE FEADER (€)	AIDE REGION (€)	TAUX CDIS (%)	AIDE CDIS
FROMAGERIE DES MONTS DU CANTAL	8 Rue de Saignes	15230	PIERREFORT	Amélioration du processus de fabrication fromagère et installation d'un sédat pasteurisateur.	805 000,00 €	35	281 750,00 €	168 550,00 €	78 880,00 €	4,20	33 810,00 €
			CASSANDOUZE	Rénovation d'une grange pour la transformation de fromages à l'huile et confitures	68 056,36 €	35	23 833,36 €	14 300,01 €	6 673,34 €	4,20	2 860,01 €
GAEZ DES MONTAGNES	Le L'aunier	15590	SANT CIRQUES DE JORDAINE	Création d'une fromagerie	139 886,10 €	35	48 955,13 €	29 397,07 €	13 718,64 €	4,20	5 879,42 €
GAEZ LA BELLE DES PRES	L'Esival	15190	MARZENAT	Création d'une fromagerie dans un bâtiment existant	195 339,22 €	35	68 868,72 €	38 821,23 €	18 163,34 €	4,20	7 784,25 €
GAEZ DE PALUSSE	Palusse	15220	SANT MAMET LA SALVETAT	Création d'un atelier de découpe et de vente	39 775,86 €	35	13 921,55 €	8 352,92 €	3 898,04 €	4,20	1 670,39 €
		15600	SANT JULIEN DE TOURSAC	Création d'une fromagerie dans un bâtiment existant	97 728,98 €	35	34 204,29 €	20 922,57 €	9 577,29 €	4,20	4 104,42 €
GAEZ DU MONT JOURNAL	8 Signalade	15170	FERRIERES SAINT MARY	Améliorations et équipement de l'atelier de transformation et de la commercialisation	40 045,16 €	35	14 015,80 €	8 409,48 €	3 954,42 €	4,20	1 681,90 €
		15150	LARQUEBROU	Création d'un atelier de découpe viande et vente directe	243 033,75 €	35	85 061,81 €	51 037,08 €	23 817,31 €	4,20	10 207,42 €
		15250	LARQUEDEVILLE	Construction d'une cave pour l'affinage de fromages AOP Castel et Salers.	314 342,70 €	35	110 019,94 €	66 011,96 €	30 855,59 €	4,20	13 262,39 €
		15120	MONT SALUY	Acquisition de matériels de fromagerie.	13 537,09 €	35	4 738,17 €	2 842,87 €	1 326,68 €	4,20	568,57 €
		15300	VALLEJOLES	Création d'une melleterie, d'un laboratoire et achat de matériel pour la production de miel, de gelée royale et de divers produits à base de miel.	32 302,41 €	35	11 305,85 €	6 783,51 €	3 165,64 €	4,20	1 336,70 €
		15140	SANT BONNET DE SALERS	Véhicule frigorifique et chambre froide pour charcuterie porc fermiers.	48 008,09 €	35	16 803,14 €	10 081,68 €	4 704,88 €	4,20	2 016,38 €
		15190	CONDAT	Construction d'un atelier de transformation fromagère	133 289,36 €	35	46 644,48 €	27 966,88 €	13 060,46 €	4,20	5 597,34 €
GAEZ DE LA SANTOIRE	Ayres	15300	SEIGURLES VILLAS	Création d'une fromagerie	216 025,35 €	35	75 608,87 €	45 365,32 €	21 170,60 €	4,20	9 072,06 €
SAS LA VIANDE BIO	ZAC d'Esan	15130	YTRAC	Aménagement et équipement matériel d'un espace de transformation. Acquisition d'un véhicule frigo pour la commercialisation.	190 180,30 €	35	66 563,10 €	39 597,65 €	16 637,68 €	4,20	7 087,57 €
							884 334,16 €	539 800,43 €	219 533,61 €		107 803,12 €

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-33

Aide exceptionnelle pour soutenir l'investissement des élevages ovins touchés par la FCO8 en complément de l'aide régionale - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés ;

Vu la délibération n°25CP05-23 du Conseil départemental du 23 mai 2025 approuvant la mise en place du dispositif exceptionnel "Souvenir l'investissement des élevages ovins touchés par la FCO8" ;

- ATTRIBUE des subventions pour un montant global de 3 576,85 € à 3 agriculteurs pour la prise en charge d'une partie de la part du capital à rembourser sur la période 2023-2024 pour des emprunts relatifs aux projets d'investissement selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2024/3118 de la Commission du 10 décembre 2024 modifiant le règlement (UE) n°1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

RAISON SOCIALE ET ADRESSE	MONTANT DU CAPITAL A REMBOURSER (€)	NOMBRE DE BREBIS MORTES	NOMBRE DE BREBIS ACHETÉES OU CROIT INTERNE	MONTANT DE LA SUBVENTION (€)
	1 842,74	25	32	1 250,00
	1 476,85	54	54	1 476,85
	6 312,63	17	17	850,00
TOTAL				3 576,85

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-34

**Fonds Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays de Salers :
suppression des eaux claires parasites du réseau de collecte des eaux usées de Salers**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CD02-13 du Conseil départemental du 23 juin 2023 approuvant le Contrat Cantal Développement du territoire de la Communauté de communes du Pays de Salers pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant l'absence de régime d'aide européen ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de suppression des eaux claires parasites du réseau de collecte des eaux usées de Salers incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre (équipements mobiliers exclus) ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
411 273 € HT	Conseil départemental	35 000 €
	Agence de l'eau Adour-Garonne	269 273 €
	Financeurs privés	20 202 €
	Autofinancement	86 798 €
	TOTAL	411 273 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes du Pays de Salers une subvention de 35 000 € pour les travaux de suppression des eaux claires parasites du réseau de collecte des eaux usées de Salers incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre sur la base d'une dépense éligible de 370 869 € HT, équipements mobiliers exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire du Pays de Salers pour la période 2022-2027.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-35

**Fonds Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays de Salers :
suppression des eaux claires parasites du réseau de collecte des eaux usées de Saint-Cernin**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CD02-13 du Conseil départemental du 23 juin 2023 approuvant le Contrat Cantal Développement du territoire de la Communauté de communes du Pays de Salers pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2025 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant l'absence de régime d'aide européen ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de suppression des eaux claires parasites du réseau de collecte des eaux usées de Saint-Cernin incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre (équipements mobiliers exclus) ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental	40 000 €
	Agence de l'Eau Adour-Garonne	348 365 €
	Autofinancement	109 300 €
	TOTAL	497 665 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes du Pays de Salers une subvention de 40 000 € pour les travaux de suppression des eaux claires parasites du réseau de collecte des eaux usées de Saint-Cernin incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre sur la base d'une dépense éligible de 497 665 € HT (équipements mobiliers exclus).

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire du Pays de Salers pour la période 2022-2027.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-36

Fonds Cantal Animation Plus (FCA+) - Attribution d'aides

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Gilles CHABRIER et Philippe FABRE ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu la délibération n°24CD06-23 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant les modalités et les montants d'interventions en faveur de la vie associative et des bénévoles cantaliens pour 2025 ;

Vu la délibération n°25CD01-8 du Conseil départemental du 21 mars 2025 actualisant le dispositif Fonds Cantal Animation Plus et donnant délégation à la Commission Permanente du Conseil départemental pour l'attribution de cette aide ;

-ATTRIBUE des subventions pour un montant global de 37 500 € à 9 manifestations et associations au titre du Fonds Cantal Animation Plus. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Fonds Cantal Animation Plus
Commission Permanente du 4 juillet 2025

Bénéficiaire	Manifestation /activité	Lieu	Montant de subvention
Association La Mangona	Fête de la Mangoune	Laroquebrou	2 000 €
Association Musica Formosa	Voyage d'hiver		2 000 €
Comité d'Ambiance Jussacoise	Les Gens d'Ici	Jussac	2 500 €
Comité d'Animation Culturelle de Marcolès	Les nuits de Marcolès	Marcolès	2 500 €
Commune de Saint Flour	Fête de la graine à la soupe	Saint-Flour	4 500 €
Commune de Saint Flour	Festival des cultures de montagne Hautes Terres	Saint-Flour	15 000 €
CPIE de Haute Auvergne	Grand Défi Biodiversité 2025	St Paul de Salers	3 500 €
Fédération des Associations Laiques	Festival d'expression enfantine et dispositif Lire et faire lire	Aurillac	3 000 €
Théâtre Beliashe	Soutien au projet Personae	Aurillac	2 500 €
Total			37 500 €

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
REUNION DU 4 JUILLET 2025**

**DELIBERATION N°25CP06-37
Fonds Cantal Animation - FCA**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Annie DELRIEU ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD06-23 du 16 décembre 2024 approuvant les modalités et les montants d'interventions en faveur de la vie associative et des bénévoles cantaliens pour 2025 ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°25CD01-8 du 21 mars 2025 validant les modalités actualisées du Fonds Cantal Animation ;

- **ATTRIBUE** 116 subventions au profit des associations locales et notamment pour l'organisation de manifestations pour un montant global de 48 290 € au titre du Fonds Cantal Animation.

Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION

Commission Permanente du 4 juillet 2025

Bénéficiaires	Objet	Subvention
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Association Vaincre la mucoviscidose	organisation de la 2e édition de la Virade de l'Espoir le 28 septembre 2025	300
Comité des Fêtes de Labesserette	organisation de la fête des potirons le dimanche 12 octobre	300
CANTON D'AURILLAC 1		
Pétanque Ytrac Club	organisation du National de Pétanque d'Ytrac en juillet 2025	800
Association Scarlette Magazine	organisation d'une soirée culturelle au Château de la Moissette	350
Association Latino Groove	création de l'association	300
Ecole ouverte de Belbex	organisation de sorties scolaires ski au Lioran	340
ACMA 15 - Animation Cité de la Montade Aurillacoise	fonctionnement	400
ADAF - Association des Anciens Flauraud	fonctionnement	300
Association Feeling 15	organisation des festivités du Bex	900
Ytrac Club Trail Nature	acquisition de maillots	400
Aurillac Football Club	soutien à la section des Jeunes Féminines pour le tournoi à Sussargues	400
Dynamic Dance 15	fonctionnement	300
CANTON D'AURILLAC 2		
ACEOC	fonctionnement	300
District du Cantal de Football	48ème Edition du Tournoi de football le 1er mai 2025	300
Association Canine Territoriale du Cantal	organisation de l'exposition canine les 19 et 20 juillet 2025 à Aurillac	200
Comité départemental de Volley-ball du Cantal	organisation d'activités sur le département	300
Association Splash	organisation de la 3e édition de Là Haut La Nuit le 21 juin 2025	300
CANTON D'AURILLAC 3		
Association "Les P'tits Chats Perchés"	fonctionnement	200
District du Cantal de Football	48ème Edition du Tournoi de football le 1er mai 2025	300
Association Vaincre la mucoviscidose	organisation des Virades de l'Espoir le 28 septembre 2025	300
Association Cantalienne des Amis de la Lecture ACAL	organisation de la manifestation "Le Cantal invite" du 6 au 10 octobre 2025	200
APE de l'Ecole d'Application des Frères Delmas	organisation de diverses activités et d'un séjour à Saint-Pierre d'Oléron durant l'année scolaire 2024/2025	1 000

Association des Donneurs de Sang Bénévoles d'Aurillac	fonctionnement	300
CDOS du Cantal	organisation de la 12e édition "Aurillac pour Elles"	500
Association Splash	organisation de la 3e édition de La Haut La Nuit le 21 juin 2025	500
Comité départemental de Volley-ball du Cantal	les échanges européens	300
CANTON DE MAURIAC		
Comité des Fêtes de Fontanges	fonctionnement	300
Comité des Fêtes d'Anglards de Salers	fonctionnement	300
Judo Club Mauriacois	fonctionnement	500
Comité d'animation de Chalignac	fonctionnement	300
Les Amis de Fantou d'Ally	complément exceptionnel de subvention	500
Comité des Fêtes de Saint-Rémy de Salers	fonctionnement	300
Vivre à Anglards de Salers	fonctionnement	300
Association Dériv' Bike	fonctionnement	300
APEL Institution Saint-Joseph	fonctionnement	300
Association pour la Mise en Valeur du Patrimoine de Ruzolles	fonctionnement	200
Amicale des Sapeurs Pompiers de Mauriac	fonctionnement	500
Comité des Fêtes de Saint-Martin Cantalés	fonctionnement	300
Comité des Fêtes de Loupiac	fonctionnement	300
Secours Populaire Français Comité de Mauriac	fonctionnement	300
Association Entente de la Maronne	organisation du voyage de fin d'année	300
CANTON DE MAURS		
Association Team Adelio Florian Pelletier	participation au championnat de France Supermotard 2025	150
Association Via Ligure	réalisation des projets 2025	400
Comité des Fêtes de Maurs	organisation de la Fête de la Saint-Césaire en 2025	600
Association Mékécup Nation	fonctionnement	500
Comité d'animation de Boisset	organisation de la Fête de la saint-Roch en août 2025	350
Association Sportive Collège Jean Dauzié	participation au Championnat de France UNSS Rugby en juin 2025	200
Association Les Esclops	organisation des 100 ans de la Saboterie du Tustalou les 13 et 14 septembre 2025	450
CANTON DE MURAT		
Moments Nature	soutien au projet "Et si la Nature nous aidait à bien vieillir"	500
Vélo Club du Pays de Saint-Flour	animation cantonale	250
Association Les Pinceaux d'Emilie	soutien au projet Art en Cantal 2025	1 000
Association Sportive du Collège Maurice Peschaud d'Allanche	fonctionnement	250
Allanche Animation	organisation des manifestations	200
Association Loisirs et festivités	organisation de la 40e édition de la Ronde du Puy Mary	1 000
ADMR de Murat	fonctionnement	1 000

Comité des Fêtes d'Allanche	fonctionnement	500
Loisirs GV Cantal	fonctionnement	250
CANTON DE NAUCELLES		
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation du Tour du Cantal Cadets 2025	150
Comité d'Animation de Besse	organisation de la 3e édition de la Fête de la Cerise	300
Comité d'animation de Naucelles	organisation de la 6e édition de Festibois en septembre 2025	300
Groupement de la Vallée de l'Authre	sponsoring pour l'Association sportive	300
Association Le Collectif	organisation des Olympiades en 2025	200
CANTON DE NEUVEGLISE SUR TRUYERE		
APE de l'Ecole de Loubaresse	acquisition d'équipement pour les prochaines manifestations	300
Association Intergénération Caldaguès-Aubrac	fonctionnement 2025	850
Club du 3ème Age Automne de la Margeride	organisation des 50 ans du Club	300
Club du 3e Age Les Quatre Vents	organisation du Festival des Orgues de Barbarie les 13 et 14 juillet 2025	1 000
Association d'animation entre Bès et Truyère	organisation des activités socio-culturelles et sportives en 2025	850
La Bourrée du Caldaguès	organisation de la Fête du folklore 2025	300
Association Les Cadets de la Résistance - ACVG	acquisition de fleurs et la participation aux frais de déplacement	1 000
Club d'animation Les Enfants en Aubrac	organisation d'activités culturelles de loisirs et sportives pour les enfants de 0 à 18 ans	850
Horizon Nipalou	organisation de la course à pied "le Tour du Nipalou" à Lorcières	500
Phot' Aubrac	fonctionnement	1 000
Vélo Club du Pays de Saint-Flour	soutien à la course cycliste du 27 juillet 2025	500
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Association des Chevaux Lourds de Riom-ès-Montagnes	organisation des manifestations en 2025	300
Comité des Fêtes de Marchastel	organisation des manifestations en 2025	200
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
La Boule Siranaise	création de l'association	300
Association Cantalienne des Amis de la Lecture ACAL	organisation de la manifestation "Le Cantal invite" du 6 au 10 octobre 2025	300
Rugby Club des Landes	organisation d'une sortie de l'Ecole de Rugby au Parc Fenestre de la Bourboule le 21 juin 2025	300
Moto Club de Roumégoux	fonctionnement	500
Handi-Aide Foyer de vie l'Ostalet	fonctionnement	200
Fédération de Pêche du Cantal	organisation de l'Open float tube "Volcan Cantal" sur trois lacs du département en 2025	200
Cantal Eléments	organisation du triathlon Volcan'X autour du lac pour les 80 ans du barrage de Saint Etienne Cantalès	1 000

CANTON DE VIC SUR CERE		
Association "Du vent sur les Planches"	création de l'association	250
APE de Carlat, Cros de Ronesque, Saint-Etienne de Carlat et Badailhac	organisation d'un voyage scolaire au parc Le PAL dans l'Allier en juin 2025	500
Carladès Abans	saison culturelle 2025	500
APE de Yolet	organisation d'un voyage scolaire	500
APE de Giou de Mamou	acquisition d'une machine à hot-dog pour les événements organisés par l'APE	350
EHPAD Raulhac Animation Bénévole	organisation des animations à l'EHPAD	300
Commune de Vézels Roussy	soutien pour l'organisation de la finale du Tour de France Cadet le 22 juin 2025	500
Les Amis du Four à Pain de Vézac	organisation de manifestations autour du four à pain communal	250
Association pour le Don de Sang Bénévole du Pays de Vézac et ses environs	organisation de collectes de sang	250
Comité des Fêtes de Velzic	organisation de diverses manifestations en 2025	300
Association Gymnastique Volontaire de Vézac - AGVV	soutien aux frais de déplacement de l'animatrice	250
La Boule du Puy Mary	acquisition de tenues de sport	500
ASEC - Association Spectacles en Carladès	acquisition de matériel	1 000
Association Cère Auto Rétro	organisation du concours d'élégance et des manifestations en 2025	1 000
Mairie de Vic-Sur-Cère	organisation de la chasse au livre "Le Mystère de la Reine Ranavalona III"	300
Union Sportive de la Cère	organisation de la 20e édition du Tournoi national U10/U11 et U12/U13 les 14 et 15 juin 2025	500
CANTON DE YDES		
Caval'Cantal	balisage de chemins ouverts pour les randonnées à cheval	250
Fédération de Pêche du Cantal	organisation de l'Open float tube "Volcan Cantal" sur trois lacs du département en 2025	200
Association Bouge et Danse en Ligne B&DL Line dance	fonctionnement 2025	150
Association de Loisirs & Détente Vivement mardi !	acquisition de matériel afin de diversifier les activités	150
Association Cantalienne des Amis de la Lecture ACAL	organisation de la manifestation "Le Cantal invite" du 6 au 10 octobre 2025	200
Elles'Créa	organisation de soirées à thèmes pour les adhérentes	200
Club du Champagnagues	organisation des manifestations pour les adhérents et les sorties	200
Tennis Club de Ydes	organisation d'un Tournoi Adultes et Jeunes	250
Association des Donneurs de Sang de Ydes	organisation de quatre collectes annuelles	250
Pétanque de Saignes	organisation de tournois	300
Club Génération Mouvement	organisation de sorties et d'animations pour les aînés	300
Moto Club "Les Pillarots"	Fête de la moto le 24 juin 2025	300
Comité des Fêtes de Saignes	organisation des animations estivales	300
Le Bastringue	organisation des représentations théâtrales dans les communes du canton	300

FCA DEPARTEMENTAL		
Association Le Virage Dorien	animation du Virage Dorien durant le Tour de France	300
Association Le Livre au Château	organisation du Salon du Livre et du Prix Littéraire du Château de Sédaiges	1 000
Association NC Ambition	participation aux Championnats de France de tir sportif à la carabine à 10 m de Noa Chanut	200
AssociationTélé Aubrac	réalisation d'un documentaire sur l'équithérapie réalisé par les élèves de la classe audiovisuelle du collège de Chaudes-Aigues	1 500
	TOTAL	48 290

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-38

**Stratégie départementale Biodiversité -
Préservation des milieux aquatiques et éducation à l'environnement**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Gilles CHABRIER et Philippe FABRE ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.211-7 ;

Vu la délibération n°24CD06-32 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant la Stratégie départementale Biodiversité pour la période 2025-2034 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la validation des dispositifs financiers de la Stratégie Départementale Biodiversité ;

Vu la délibération n°25CP01-29 de la Commission Permanente du 31 janvier 2025 approuvant le nouveau dispositif financier en faveur de la biodiversité à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Considérant les projets présentés et leur cohérence avec les enjeux de la Stratégie départementale Biodiversité ;

Considérant l'avis favorable de la Commission Transition Ecologique du Département ;

- **ATTRIBUE** au CNPF Auvergne-Rhône-Alpes une subvention de 2 000 € en soutien à la réalisation d'un diagnostic des secteurs présentant un enjeu lié à l'eau en forêt privée, sur le bassin versant de l'Alagnon, calculée au taux de 10 % d'un montant éligible de 20 000 € TTC.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

- **ATTRIBUE** au CPIE de Haute Auvergne une subvention de 6 000 € en soutien à la réalisation du programme d'éducation à l'environnement à destination des scolaires pour l'année 2025, calculée au taux de 30 % d'un montant éligible de 20 000 € TTC.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-39

Espaces Naturels Sensibles - Contrat ENS Tourbière des Vergnes des Mazes

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Céline CHARRIAUD ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Général en date du 16 décembre 1996, approuvant la labellisation en Espace Naturel Sensible de la Tourbière des Vergnes des Mazes ;

Vu la délibération n°24CD06-32 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant la Stratégie départementale Biodiversité pour la période 2025-2034 ;

Vu la délibération n°25CP01-29 du Conseil départemental du 31 janvier 2025 approuvant le nouveau dispositif financier en faveur de la biodiversité à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Vu la délibération du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Naturel Régional de l'Aubrac en date du 12 mars 2025 approuvant le schéma directeur de gestion de la Tourbière des Vergnes des Mazes et le nouveau programme d'actions défini pour la période 2025-2030 et le nouveau périmètre du site ;

- **APPROUVE** le nouveau périmètre de l'ENS de la Tourbière des Vergnes des Mazes tel que délimité en annexe.

- **APPROUVE** le schéma directeur de gestion de la Tourbière des Vergnes des Mazes et le nouveau programme d'actions défini pour la période 2025-2030, pour un coût prévisionnel global de 138 742 €.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer avec le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Naturel Régional de l'Aubrac, porteur de projet de l'ENS de la Tourbière des Vergnes des Mazes, le contrat ENS tel que joint en annexe.

- **DECIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement suivantes pour la période 2025-2027 :

- au Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Naturel Régional de l'Aubrac, une subvention de 20 678 €, calculée au taux de 50 % d'une dépense éligible de 41 355 €, en soutien à la mise en œuvre des actions CS2, CS3, EI1, IP2, IP3, FA1 et MS2, inscrites au contrat ENS de la Tourbière des Vergnes des Mazes,
- au Conservatoire d'Espaces Naturels d'Auvergne, une subvention de 4 525 €, calculée au taux de 50 % d'une dépense éligible de 9 050 €, en soutien à la mise en œuvre des actions CS1 et MS2, inscrites au contrat ENS de la Tourbière des Vergnes des Mazes.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

- **DECIDE** d'attribuer à Saint-Flour Communauté une subvention d'investissement pour la période 2025-2027 de 17 500 €, calculée au taux de 50% d'une dépense éligible de 35 000 €, en soutien à la mise en œuvre des actions CS4 et EI2, inscrites au contrat ENS de la Tourbière des Vergnes des Mazes.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

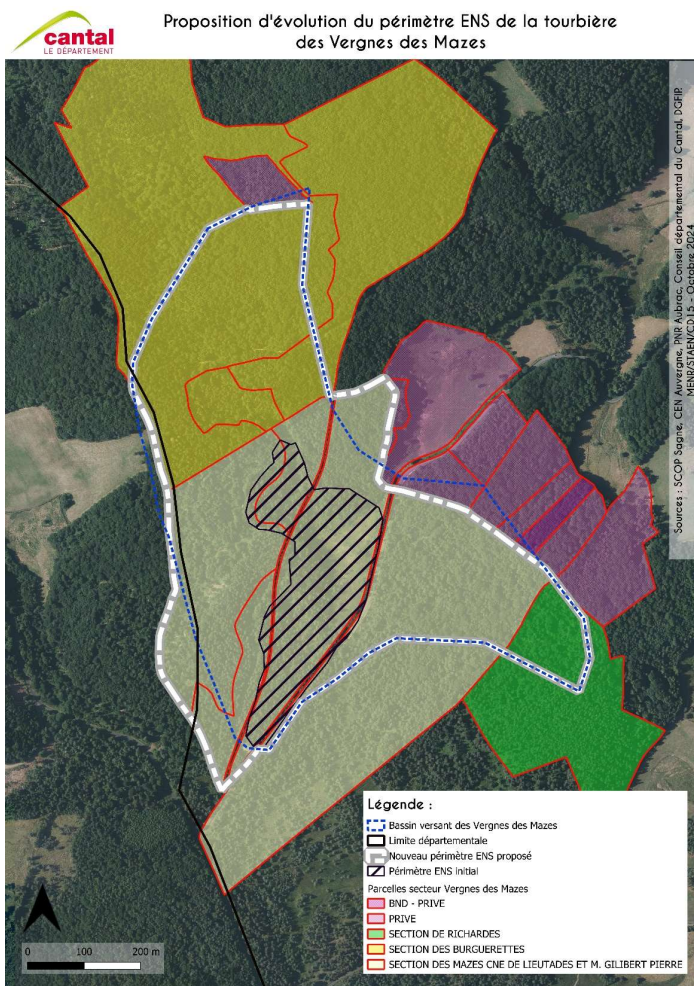
Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE 1 – Périmètre de l'ENS de la tourbière des Vergnes des Mazes





CONTRAT ENS TOURBIERE DES VERGNES DES MAZES 2025-2030



ENTRE

Le **Département du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta 15 015 Aurillac cedex, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental du Cantal, autorisé par délibération en date du 4 juillet 2025,

Ci-après dénommé le Département,

D'UNE PART,

ET

Le **Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de l'Aubrac**, porteur de projet, représenté par Monsieur Bernard BASTIDE, Président du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de l'Aubrac, autorisé par délibération en date du 12 mars 2025,

Ci-après dénommé le porteur de projet,

D'AUTRE PART,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil Général en date du 16 décembre 1996, approuvant la labellisation en Espace Naturel Sensible de la Tourbière des Vergnes des Mazes,

VU la délibération n°24CD06-32 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant la Stratégie Départementale Biodiversité pour la période 2025-2034,

VU la délibération n°25CP01-29 du Conseil départemental du 31 janvier 2025 approuvant le nouveau dispositif financier en faveur de la biodiversité à compter du 1er janvier 2025,

VU la délibération n°20250312SMAG16 du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de l'Aubrac en date du 12 mars 2025 et la délibération n°..... de la Commission permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025, approuvant le nouveau périmètre de l'ENS de la Tourbière des Vergnes des Mazes, le schéma directeur de gestion du site, le programme d'actions défini et les plans de financement correspondant à sa mise en œuvre pour la période 2025-2030,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Afin de définir la préservation et la gestion de l'ENS de la Tourbière des Vergnes des Mazes, un schéma directeur de gestion a été élaboré par le porteur de projet du site. Ce schéma comprend notamment un programme d'actions définissant les modalités de préservation et de gestion du site pour la période 2025-2030.

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT ENS

Le contrat ENS a pour objet de définir le **rôle et l'engagement respectif de chacune des parties** en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi du programme d'actions du schéma directeur, synthétisé en annexe 1 du présent contrat.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET

Le porteur de projet porte la mise en œuvre du schéma directeur de gestion de l'ENS de la Tourbière des Vergnes des Mazes et les actions qui lui sont associées.

En conséquence, il s'engage à :

- assurer la coordination de la mise en œuvre du programme d'actions du schéma directeur et pour cela, à développer une mission d'animation et de pilotage, en interne ou par l'intervention d'un prestataire (assistance à maîtrise d'ouvrage).
- organiser la concertation avec les partenaires (organisation d'un comité de suivi annuel a minima, de réunions techniques...) et échanger régulièrement avec les services du Conseil départemental.
- réaliser les actions pour lesquelles il a été identifié comme maître d'ouvrage, telles que précisé dans le programme d'actions du schéma directeur.
- prendre toutes les dispositions auprès des propriétaires concernés par la mise en œuvre du programme de gestion et de valorisation du site, et notamment par l'accès du public. Il contracte les assurances relatives aux dommages qui seraient causés aux visiteurs du site et aux autres tiers.
- respecter la charte signalétique propre aux ENS pour les panneaux de départ des itinéraires de randonnées et panneaux d'accueil sur site.
- demander l'inscription au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) du des sentier-s de découverte du site ENS.
- participer aux actions développées dans le cadre de l'animation du réseau ENS.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le **Département** veille à la mise en place et à la cohérence du réseau départemental de sites labellisés ENS. Il est responsable de l'attribution du label et assure le pilotage et la mise en œuvre de la Stratégie départementale en faveur de la Biodiversité.

En conséquence, le Département s'engage à :

- apporter un appui technique au porteur de projet pour la mise en œuvre du programme d'actions mentionné à l'article 1,
- soutenir financièrement la réalisation des actions prévues, conformément aux modalités de son dispositif financier.

Cet accompagnement reste subordonné à l'ouverture des moyens financiers suffisants correspondant à l'annualité de son budget.

Il sera arrêté après validation du schéma directeur du site et du Contrat ENS, avec l'attribution des subventions des actions programmées sur les trois premières années du contrat.

Après l'adoption obligatoire d'un avenant avant la fin de la troisième année de validité du contrat, les subventions des actions programmées sur les trois dernières années seront attribuées avec redéploiement potentiel de l'enveloppe de subvention.

- délimiter, si nécessaire, un périmètre de préemption au sein du périmètre de l'ENS.
- assurer la valorisation du réseau départemental par le développement d'actions de sensibilisation ou de communication, et partager et valoriser la connaissance acquise sur les sites du réseau, en assurant la diffusion des données.
- encadrer la labellisation des sites pour garantir la qualité et la cohérence du réseau.
- développer l'animation du réseau d'acteurs et assurer la réalisation d'actions sous sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 4 – SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT

Ce contrat reposant sur une démarche partenariale, les signataires s'engagent à une **information réciproque et suivie** relative à la mise en œuvre du programme d'actions. Dans cet objectif, un **comité de suivi** sera constitué pour chaque site ENS et se réunira **au moins une fois par an**.

Le contrat fait l'objet d'une **évaluation annuelle** après présentation par le porteur de projet d'un bilan technique et financier, et d'une **évaluation globale** devant être engagée avant le terme des 6 années de validité du contrat, permettant de proposer de nouvelles modalités de gestion et de valorisation du site ainsi que les conditions de renouvellement du contrat ENS.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES CLAUSES ET MODALITES D'APPLICATION

Les modifications des modalités d'exécution du présent contrat seront définies d'un commun accord entre les parties, dans le cadre d'un avenant. L'établissement d'un avenant au contrat ENS est **obligatoire avant la fin de la troisième année de validité du contrat** afin de permettre :

- un éventuel redéploiement d'enveloppe de subventions entre les différentes actions du programme au regard d'actualisation de coûts ou de non-réalisation d'actions,
- une adaptation du contenu d'une action, suppression d'une action ou inscription d'une nouvelle action,
- l'attribution des subventions correspondant aux actions programmées sur les trois dernières années du contrat.

ARTICLE 6 – DUREE DU CONTRAT ET RESILIATION

Le présent contrat prend effet le jour de sa signature jusqu'à la date anniversaire de l'année n+6.

Il peut être résilié par le Département en cas de non-respect des engagements de l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation du contrat peut être liée :

- à la non-exécution d'actions ou à une modification substantielle des conditions de réalisation, sans accord écrit préalablement sollicité,
- au non-respect des objectifs de préservation, de gestion et de valorisation du site et de son intégrité.

La résiliation du contrat entraînera l'annulation des subventions attribuées.

Fait à Aurillac, en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Bruno FAURE

Le Président du Syndicat Mixte du Parc
Naturel Régional de l'Aubrac,

Bernard BASTIDE

[illegible]

ANNEXE 3 – Programme d'actions

Schéma directeur ENS « Tourbières des Vergnes des Mazes et des Claques »



SCHEMA DIRECTEUR ENS TOURBIERE DES VERGNES DES MAZES PROGRAMME D' ACTIONS 2025-2030

IV.1. LES ACTIONS

N°	Intitulé	Priorité	Maîtrise d'ouvrage potentielle	Périmètre d'intervention	Fiche action
CS1	Cartographier les habitats naturels	3	CEN	Ensemble du site (dont ENS)	oui
CS2	Améliorer les connaissances sur la biodiversité	2	CEN / PNR Aubrac	Ensemble du site (dont ENS)	oui
CS3	Améliorer les connaissances sur l'histoire et la fonctionnalité de la tourbière	1	CEN / PNR Aubrac	Ensemble du site (dont ENS)	oui
CS4	Suivre la fréquentation du site	2	Saint-Flour Communauté	Vergne des Mazes (ENS)	oui
EI1	Intégrer les résultats de l'étude de fonctionnalité hydrologique de la tourbière au plan de gestion	1	PNR Aubrac	Ensemble du site (dont ENS)	oui
EI2	Définir et mettre en œuvre de façon concertée une stratégie de valorisation pédagogique du site	1	Saint-Flour Communauté	Vergne des Mazes (ENS)	oui
FA1	Mettre en place un programme d'animations	2	PNR Aubrac	Vergne des Mazes (ENS)	oui
IO1	Surveiller l'état des clôtures en limite avec la parcelle E529	2	CEN	Les Claques (<u>hors</u> ENS)	non
IP1	Mettre en place un arrêté d'interdiction d'accès en forêt publique en cas de sécheresse	2	ONF	Ensemble du site (dont ENS)	non
IP2	Mettre en œuvre des travaux de restauration hydrologique de la tourbière des Vergnes des Mazes	3	CD15 / PNR Aubrac	Vergne des Mazes (ENS)	oui
IP3	Réaliser des travaux d'entretien, de mise en valeur et de sécurisation du site	1	Saint-Flour Communauté / PNR Aubrac	Vergne des Mazes (ENS)	oui
IP4	Surveiller l'évolution du foyer de Renouée du Japon et prévoir si possible son éradication	2	CD15	Ensemble du site (dont ENS)	oui
MS1	Etudier la faisabilité d'extension du périmètre de l'ENS étendue au bassin versant de la tourbière	1	CD15	Ensemble du site (dont ENS)	oui
MS2	Suivre la mise en œuvre du plan de gestion et contribuer à la stratégie ENS du département	1	PNR Aubrac	Ensemble du site (dont ENS)	oui
PI1	Valoriser et diffuser des productions scientifiques	3	PNR Aubrac	Ensemble du site (dont ENS)	non

Objectif(s) à long terme	OLT1 Préserver la création de tourbe (turfigénèse)			Indicateur de réalisation
Objectif(s) opérationnel(s)	Compléter l'état des connaissances des tourbières			Réalisation de la cartographie révisée en 2039-2040
Localisation	Ensemble du site (dont ENS)		Fonctionnement Maîtrise d'ouvrage CEN Auvergne Réalisation CEN Auvergne Partenaire(s) associé(s) CBNMC, PNR Aubrac	
Contexte de l'opération	La cartographie des habitats permet de connaître l'état, la surface et la répartition des habitats dont les habitats à enjeux. C'est également l'occasion de faire le bilan sur les données liées à la flore dont la flore patrimoniale et/ou à enjeux. Ces données peuvent servir d'indicateurs pour suivre l'état des enjeux sur le long terme. Une cartographie des habitats a été actualisée en 2022. Elle sera renouvelée dans 15 ans.			
Description de l'opération	Réaliser une cartographie des habitats et de leur état de conservation ainsi que des données sur la flore patrimoniale. Méthodologie CHANES. Une attention particulière sera portée à la comparaison des données aux précédentes études, notamment pour l'évolution des surfaces d'habitats d'intérêt communautaire et leur devenir en cas de disparition.			Prestations, investissements RAS - réalisation en interne

Calendrier	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034

Budget prévisionnel : NR - réalisation prévue au-delà de la période du présent plan de gestion

Objectif(s) à long terme	Préserver la création de tourbe (turfigénèse)		Indicateur de réalisation
Objectif(s) opérationnel(s)	Compléter l'état des connaissances des tourbières		
Localisation	Ensemble du site (dont ENS)		Fonctionnement CEN Auvergne
Contexte de l'opération	Une attention particulière doit être portée au secteur de haut-marais secondaire qui semble être le premier habitat impacté par la baisse d'alimentation en eau de la tourbière. Malgré des recherches, la canneberge n'a pas été revue en 2022 sur la tourbière des Vergnes des Mazes. Par ailleurs, l'engorgement important des secteurs de bas-marais et de marais de transition (avec présence de gouilles en eau libre) sont les habitats de la Laiche des bourniers et de la Cordulle arctique.		Réalisation CEN Auvergne Partenaire(s) associé(s) PNR Aubrac
Description de l'opération	Trois études sont prévues : a) Inventaire sphaignes et mousses turfigènes par type d'habitat tourbeux b) Suivi du cortège d'odonates : fréquence tous les 5 ans, <i>étude de référence</i> : « Recherche de l'Agriion à lunules, de la Cordulle arctique, de la Leucorrhine douteuse, de l'Agriion de Mercure, du Cordulégastre bidenté et de la Cordulle à corps fin sur l'Aubrac Cantalien (15), 2015, CEN Auvergne, CPIE Haute Auvergne » c) Inventaire de la Canneberge : La Canneberge non revue en 2022, sera recherchée pour confirmer son absence/présence. En cas de présence, les stations seront géo-localisées et les surfaces couvertes décrites en cm². <i>Etude de référence pour localisation historique</i> : « Plan de gestion Tourbières des Vergnes des Mazes et des Claques », 2004-2008, CEPA. d) Prospections opportunistes sur l'avifaune, mise en place de pièges photos pour les mammifères et administration de la données réalisées annuellement par PNR Aubrac		Prestation CBNMC pour l'inventaire des sphaignes Autres études réalisées en interne Prestations, Investissements

	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Calendrier	Inventaire sphaignes			X						
	Suivi odonates		X			X				
	Inventaire Canneberge		X		X			X		
Budget prévisionnel total : 15 500 € (inventaire sphaignes : 4000 € / inventaire odonates : 3500 €/année de suivi et inventaire canneberge 1500 €/année de suivi)	Prospections opportunistes	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	5 jours/an (1700 euros) pour prospections opportunistes/pièges photographiques et administration des données naturalistes									

Objectif(s) à long terme	Préserver la création de tourbe (turfigénèse)		Indicateur de réalisation
Objectif(s) opérationnel(s)	Compléter l'état des connaissances des tourbières Promouvoir l'intérêt scientifique du site		Année de réalisation des études et suivis

Localisation	Site CEN (dont ENS)	Fonctionnement		
		Maîtrise d'ouvrage	PNR Aubrac	
		Réalisation	PNR Aubrac / CEN Auvergne	
		Partenaire(s) associé(s)	/	
Contexte de l'opération	Une première étude du fonctionnement hydrologique du complexe tourbeux des Vergnes des Mazes a été réalisée en 2023 par Scop Sagne. Des études complémentaires seront réalisées pour affiner la connaissance du site. a) Suivi piézométrique (Mhéo) : deux piézomètres ont été installés sur la tourbière de la Vergne des Mazes pour l'étude de fonctionnalité hydrologique. Les capteurs appartiennent au bureau d'étude et seront récupérés. Le PNR Aubrac fournira de nouveaux capteurs pour assurer la continuité de collecte de données. Les données seront collectées tout au long de l'année et analysées une fois par an. Ce suivi s'inscrit dans le cadre du protocole Mhéo (4 sites de suivis à long terme de zones humides en Aubrac).			
Description de l'opération	b)	Etude des profondeurs de tourbes par type de végétation. Des sondages de profondeur de tourbe seront réalisés le long de différents transects disposés pour couvrir l'ensemble du site et des habitats tourbeux. L'objectif est de mieux définir les profondeurs de tourbes et le modelé topographique de la tourbière.		
	c)	Amélioration des connaissances sur l'origine des tourbières : étude complémentaire sur la tourbière comprenant des analyses palynologiques et macro-restes, et des datations C14.		
	d)	Mise en place d'un suivi Mhéo parr indicateurs flore et pédologie sur le long terme du site et suite à la réalisation de travaux de restauration hydraulique de la tourbière		
		Prestations, Investissements	Suivi flore/pédologie réalisé par le CEN Auvergne	
			Prestataire extérieur pour études complémentaires	

		2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Calendrier	Suivi piézo	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Etude profondeur tourbe			X							
	Etude origine tourbière				X						
Budget prévisionnel	Suivi Mhéo (flore et pédo)		X		X		X		X		
	Budget prévisionnel total : 9 000 € pour études profondeurs et origine des tourbes / Le suivi Mhéo sera financé dans le cadre du CPT Aubrac										

Objectif(s) à long terme	Maitriser la fréquentation		Indicateur de réalisation
Objectif(s) opérationnel(s)	Etudier et suivre la fréquentation sur le site		Installation de l'éco-compteur 2026 et période de relevés annuels

Localisation	Vergnes des Mazes (ENS)	Investissement et Fonctionnement		
Contexte de l'opération	Le site bénéficie d'un attrait touristique. Il est important de veiller à maintenir une canalisation efficace et encadrée des visiteurs pour éviter le piétinement de la tourbière et la dégradation possible des habitats tourbeux.	Maîtrise d'ouvrage	St Flour communauté	
		Réalisation	PNR Aubrac/St Flour communauté	
		Partenaire(s) associé(s)	CD 15	
Description de l'opération	Installation d'un éco compteur. Retenir le modèle adapté au terrain et au type de donnée à collecter (Pyro-box ?) Définir les modalités précises du suivi. A minima, relève annuelle des données de l'éco-compteur et analyse des données. Qualifier la nature des infos diffusées par les OT.	Prestations, investissements	Acquisition d'un éco-compteur	

Calendrier	Installation Suivi	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
			X	X	X	X	X	X	X	X	X

Budget prévisionnel total : 4 000 € (acquisition/installation écocompteur) + 500 €/an pour le suivi à partir de 2026 soit au total 8 000 €

EII		Intégrer les résultats de l'étude de fonctionnalité hydrologique de la tourbière au plan de gestion										Priorité 1	
Objectif(s) à long terme		Préserver la création de tourbe (turfigénèse)										Indicateur de réalisation	
Objectif(s) opérationnel(s)		Restaurer les fonctionnalités hydrologiques										Données Intégrées au 1er semestre 2025	
Localisation		Vergnes des Mazes (ENS)										Fonctionnement	
Contexte de l'opération		Une première étude du fonctionnement hydrologique du complexe tourbeux des Vergnes des Mazes a été réalisée en 2023 par Scop Sagne. Son rendu final est prévu au printemps / été 2024. Aussi, au moment de la finalisation du plan de gestion, les livrables définitifs n'ont pas encore été transmis au PNR Aubrac, commanditaire de l'étude.										Maîtrise d'ouvrage PNR Aubrac	
Description de l'opération		Il s'agira de compléter les chapitres de description physique du site (Géologie et géomorphologie, Pédologie, Topographie, Hydrographie, Hydrologie, Qualité de l'eau) du plan de gestion en fonction des éléments de l'étude de Scop Sagnes. Annexer l'étude au plan de gestion. A partir des propositions du Bureau d'étude et de l'avis des partenaires, définir et dimensionner les travaux de restauration hydraulique à mettre en œuvre. Cf. action IP2										Réalisation PNR Aubrac	
												Partenaire(s) associé(s) CEN Auvergne, CD 15	
												Prestations, investissements	
Calendrier		2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034		
		X											

Budget prévisionnel total : 666 € (2) de travail du PNR)

Objectif(s) à long terme	Maintenir l'attractivité pédagogique du site		Indicateur de réalisation
Objectif(s) opérationnel(s)	Rénover le sentier d'interprétation		Nombre de réunions de concertations / Année de réalisation des équipements

Localisation	Vergnes des Mazes (ENS)	Fonctionnement et Investissement			
		Maîtrise d'ouvrage	Saint-Flour communautaire		
		Réalisation	Prestataire		
Contexte de l'opération	Malgré l'isolement géographique du site, la tourbière des Vergnes des Mazes est équipé depuis plus de 20 ans d'un sentier de découverte qui a contribué à sa reconnaissance. Il est aujourd'hui un site connu et reconnu localement pour son sentier de découverte. Le sentier de découverte est complété d'un livret de découverte édité en 2000. A ce titre et grâce aux équipements qui facilitent l'accès et l'observation de la tourbière, le site dispose d'un réel potentiel pédagogique qu'il est nécessaire de conserver et de faire évoluer. En 2022-2023, le PNR Aubrac a commandité une étude de requalification des sentiers d'interprétation des ENS du Puy de la Tuile et de la Vergne des Mazes. Cette étude a permis de réaliser un avant-projet de valorisation du site. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion, Saint-Flour Communauté prévoit de valider en lien avec les différents partenaires les modalités qui seront retenues pour la valorisation du site. La réflexion pourra être engagée en 2025 afin de permettre le lancement d'une prestation pour la requalification du sentier de découverte et la réalisation de nouveaux équipements sur la période 2025-2026.	Partenaire(s) associé(s)	PNR Aubrac, CD 15, ONF, CEN Auvergne, commune, ...		
Description de l'opération		Prestations, investissements	Prestation pour la conception finale du projet et la réalisation des équipements		

Calendrier	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
	x	x								

Budget prévisionnel total : 25 000 € dont 2000 € (temps de travail du CEN Auvergne pour l'appui au maître d'ouvrage et prestataire)

Objectif(s) à long terme	Préserver la création de tourbe (turfigénèse)			Indicateur de réalisation
Objectif(s) opérationnel(s)	Restaurer les fonctionnalités hydrologiques			Travaux réalisés / non réalisés
Localisation	Ensemble du site (dont ENS)			Investissement
Contexte de l'opération	<p>La tourbière des Vergnes des Mazes est naturellement « drainée » par un écoulement concentré situé en limite nord du site. Elle est par ailleurs traversée par la route départementale 365 le long de laquelle un réseau de fossés intercepte les écoulements naturels de l'amont (sud) du bassin versant et les concentre en bordure de tourbière jusqu'à l'exutoire. Les fossés franchissent la route par une succession de buses en béton.</p> <p>L'ensemble a donc un impact sur le fonctionnement hydrologique de la tourbière et son alimentation en eau. Une étude du fonctionnement de la tourbière a été réalisée en 2023/2024 par un bureau d'études et permet d'apporter des éléments sur des possibles scénarios de restauration des fonctionnalités hydrologiques via les écoulements de surfaces ; qui apparaissent néanmoins pas prioritaires et plus à titre expérimental au regard du fonctionnement mis en évidence avec une alimentation essentiellement par infiltration à l'échelle du bassin versant (et non par ruissellement)</p>		Maîtrise d'ouvrage	PNR Aubrac (phase étude) CD15 (phase travaux)
			Réalisation	Prestataire
			Partenaire(s) associé(s)	Commune CEN Auvergne
Description de l'opération	a) Etude de faisabilité technique et financière des travaux à mener b) Mise en œuvre des travaux (demande de financement, consultation des entreprises, réalisation des travaux)		Prestations, investissements	Bureau d'étude pour a) Entreprises pour b)

Calendrier	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
		a)	b)	b)	b)					

Budget prévisionnel total : 5 000 € pour l'étude de faisabilité, hors travaux (dont le chiffrage est à faire ultérieurement)

Plan de gestion –Schéma Directeur ENS « Tourbières des Vergnes des Mazes et des Cloques » - 2024

Commune de Lieutades (15) – Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne

Objectif(s) à long terme	Maintenir l'attractivité pédagogique du site	Indicateur de réalisation
Objectif(s) opérationnel(s)	Rénover le sentier d'interprétation	

Localisation	Vergne des Mazes (ENS)	Fonctionnement
Contexte de l'opération	Malgré l'isolement géographique du site, la tourbière des Vergnes des Mazes est équipé depuis plus de 20 ans d'un sentier de découverte qui a contribué à sa reconnaissance. Il est aujourd'hui un site connu et reconnu localement pour son sentier de découverte.	
Description de l'opération	Taille d'entretien des ligneux au niveau des points de vue paysagers Maintenir l'attractivité paysagère de la tourbière depuis le sentier et le bord de route. Planifier en fonction de la pousse de la végétation, la taille de saules et arbustes sur les cônes de vision au niveau des deux panneaux d'interprétation du sentier. Marquage CEN/ONF. Travaux réalisés par les équipes de la Communauté de commune.	

Calendrier	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
	X					X				

Budget prévisionnel total : 0 € (temps lié à la gestion courante des missions de l'ONF et Saint-Flour Communauté)

IP3.2	Réaliser des travaux d'entretien, de mise en valeur et de sécurisation du site										Priorité 1
-------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------

Objectif(s) à long terme		Maintenir l'attractivité pédagogique du site			Indicateur de réalisation	
Objectif(s) opérationnel(s)		Rénover le sentier d'interprétation			Travaux réalisés / non réalisés	
Localisation	Vergne des Mazes (ENS)				Fonctionnement	
Contexte de l'opération	Malgré l'isolement géographique du site, la tourbière des Vergnes des Mazes est équipé depuis plus de 20 ans d'un sentier de découverte qui a contribué à sa reconnaissance. Il est aujourd'hui un site connu et reconnu localement pour son sentier de découverte.				Maîtrise d'ouvrage	PNR Aubrac
Description de l'opération	Taille d'entretien des ligneux au niveau des points de vue paysagers Planifier un chantier paysager avec le Lycée agricole de Saint-Chély d'Apcher ou de Saint Flour ou chantier insertion/ participatif, pour dégager un cône de vision depuis la route départementale. Taille des boulex et des saules.				Réalisation	Lycées agricoles St-Flour ou St-Chély d'Apcher / Organismes insertion
					Partenaire(s) associé(s)	CD 15, ONF, Saint-Flour Communauté, CEN, commune, ...
					Prestations, investissements	Chantier étudiant Lycées agricoles /Chantier d'insertion

	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Calendrier	X									

Budget prévisionnel total : 1500 euros pour chantier paysager (avec 50% de financement lié à l'animation Natura 2000)

IP3.3	Réaliser des travaux d'entretien, de mise en valeur et de sécurisation du site				Priorité 1
-------	--	--	--	--	------------

Objectif(s) à long terme	Maintenir l'attractivité pédagogique du site		Indicateur de réalisation
Objectif(s) opérationnel(s)	Rénover le sentier d'interprétation		Travaux réalisés / non réalisés

Calendrier	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
	a) b)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)

Budget prévisionnel total : 0 € (temps lié à la gestion courante des missions de l'ONF) et 1500 euros pour chantier sécurisation (avec 50% de financement lié à l'animation Natura 2000)

IP4	Surveiller l'évolution du foyer de Renouée du Japon et prévoir si possible son éradication		Priorité 2
-----	--	--	------------

Objectif(s) à long terme	Préserver la création de tourbe (turfigénèse)		Indicateur de réalisation
Objectif(s) opérationnel(s)	Réduire le risque de développement des espèces exotiques envahissantes		Réalisé / Non réalisé

Localisation	Ensemble du site (dont ENS)			
	Les Espèces Exotiques Envahissantes sont une des menaces qui pèsent sur la biodiversité. A proximité du site, deux stations de Renouée du Japon sont connues depuis de nombreuses années : une station au carrefour de la D40 et de la D365 et une station plus au nord (direction Lieutadès) le long de la D365.			
	Des opérations d'éradication ont été menées il y a plusieurs années au croisement de la D40 et de la D365 et à ce jour la station semble avoir disparue. La deuxième station persiste quant à elle. La surveillance de cette espèce est donc de rigueur pour éviter sa propagation.			
Description de l'opération	Informier et sensibiliser les agents des routes du secteur sur la reconnaissance de cette espèce Assurer une vieille le long de la route départementale qui traverse le site pour s'assurer de sa non propagation Dans la mesure du possible, planifier des actions d'éradication du foyer existant Eradiquer tout nouveau foyer émergent (technique à préciser selon la configuration du foyer)			
		Ensemble du site (dont ENS)	Maîtrise d'ouvrage	Fonctionnement
			Réalisation	CD15
			Partenaire(s) associé(s)	CD 15, PNR Aubrac, CEN Auvergne
				CEN Auvergne, Saint-Flour communauté Lycées agricoles / Organismes insertion pour chantiers éventuels
			Prestations, investissements	

Calendrier	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Budget prévisionnel total : Le temps des agents du CD 15 est inclus dans leurs missions

MS1		Etudier la faisabilité d'extension du périmètre de l'ENS étendue au bassin versant de la tourbière										Priorité 1										
Objectif(s) à long terme		Maintenir une gouvernance opérationnelle										Indicateur de réalisation Délibérations Commune; PNR et CD15 + Cotech // Réalisation 2024										
Objectif(s) opérationnel(s)		Assurer le renouvellement des outils de protection																				
Localisation	Ensemble du site (dont ENS)												Fonctionnement									
Contexte de l'opération	La majeure partie de la tourbière des Mazes est classée comme Espace Naturel Sensible (ENS) depuis 1996.												Maîtrise d'ouvrage	CD 15								
	Dans le cadre de divers échanges entre partenaires, il est apparu que ce périmètre pourrait gagner en cohérence en étant élargi à l'ensemble de la tourbière et de son bassin versant.												Réalisation	CD 15								
Description de l'opération	Définir un nouveau périmètre cohérent pour englober la tourbière des Vergne des Mazes et son bassin versant. Prendre contact avec les propriétaires et gestionnaires concernés par cette possible extension. Il s'agit a priori principalement de la commune de Lieutadès et de l'ONF pour les informer de la démarche. Formaliser l'extension de l'ENS en prenant les délibérations adéquates (délibérations de la commune et du CD 15).												Partenaire(s) associé(s)	PNR Aubrac, Saint-Flour communautaire, CEN Auvergne, commune,								
													Prestations, investissements									
Calendrier																						
														2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
															X	X						

Budget prévisionnel total : NR – temps d'animation CD 15 dans le cadre de la politique ENS

Objectif(s) à long terme		Maintenir une gouvernance opérationnelle		Indicateur de réalisation	
Objectif(s) opérationnel(s)		Assurer le renouvellement des outils de protection		Rapport d'activités annuel	
Localisation	Ensemble du site (dont ENS) ENS spécifiquement en Maîtrise ouvrage PNR Aubrac			Fonctionnement	
				Maîtrise d'ouvrage	PNR Aubrac pour ENS <i>CEN Auvergne (ensemble du site)</i>
				Réalisation	PNR Aubrac (+ CEN)
Contexte de l'opération	Action liée au fonctionnement du site. Chaque année, un rapport d'activités est rédigé pour rendre compte des actions menées, du suivi des indicateurs, et des perspectives d'actions de l'année suivante. C'est un support d'informations et un moyen de garder une trace des actions menées. Des échanges réguliers sont également nécessaires avec les partenaires pour favoriser le bon déroulement de la mise en œuvre du plan de gestion et l'articulation entre les différents dispositifs de préservation existants. La gestion du site contribue à la stratégie ENS du département.			Partenaire(s) associé(s)	Saint-Flour communauté, ONF, CD 15
Description de l'opération	Echanges réguliers avec les partenaires et acteurs du territoire en menant des actions communes et des échanges techniques : ONF, CEN Auvergne, Conseil départemental du Cantal, Saint-Flour Communauté, communes etc... Perennisation des partenariats pour une gouvernance opérationnelle. Chaque année, rédaction d'un bilan des réalisations Suivi des indicateurs de réalisation et de pression Organisation et animation de la gouvernance			Prestations, investissements	

Calendrier	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Budget prévisionnel total : 13 500 € (1,5 à 2,5 €/an) pour le CEN
40 000 euros (12 jours/an = 4000 euros) pour PNR

Plan de gestion –Schéma Directeur ENS « Tourbières des Vergnes des Mazes et des Cloques » - 2024
Commune de Lieutades (15) – Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-40

Aménagement et gestion des milieux aquatiques

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONNIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Céline CHARRIAUD ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.211-7 ;
Vu la délibération n°24CD06-32 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 approuvant la Stratégie départementale Biodiversité pour la période 2025-2034 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la validation des dispositifs financiers de la Stratégie Départementale Biodiversité ;
Vu la délibération n°25CP01-29 de la Commission Permanente du 31 janvier 2025 approuvant le nouveau dispositif financier en faveur de la biodiversité à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

- **ATTRIBUE** à Saint-Flour Communauté une subvention de 7 968 € en soutien à la réalisation de travaux de renaturation de cours d'eau et de plantation de ripisylves sur le Cézens, le Frappès, l'Assac et le Babory sur la base d'un montant éligible de 39 841 € TTC.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025
Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-41

Aménagement Foncier Rural - Commune de Chaliers

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime,

Vu la décision de la Commission Communale d'Aménagement Foncier de Chaliers du 20 mai 2025,

Considérant la stratégie foncière mise en oeuvre par le Département dans le cadre de sa compétence en aménagement foncier rural,

Considérant le partenariat initié avec la Commune de Chaliers dans la construction d'un projet d'aménagement foncier,

- **VALIDE** la convention de coordination établie avec la Commune de Chaliers pour la définition d'un mode d'aménagement foncier et d'un périmètre en vue de l'optimisation et la mise en valeur du foncier agricole de la Commune de Chaliers dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

- **VALIDE** le plan de financement prévisionnel pour la réalisation de l'étude d'aménagement sur la Commune de Chaliers et sur les parties limitrophes des Communes voisines, comme suit :

Réalisation de l'étude d'aménagement	Montant éligible	Part FEADER sollicitée	Autofinancement CD 15	Total
	80 % montant projet soit 40 000 €	60 % montant éligible	Reste à charge	50 000 €
		24 000 €	26 000 €	

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à solliciter une subvention auprès du FEADER au titre de la Mesure 104 "Protéger collectivement le foncier agricole" pour la réalisation de l'étude d'aménagement sur la Commune de Chaliers et sur les parties limitrophes des Communes voisines.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE COORDINATION RELATIVE A LA DEFINITION D'UN MODE D'AMENAGEMENT FONCIER ET DU PERIMETRE EN VUE DE L'OPTIMISATION ET LA MISE EN VALEUR DU FONCIER AGRICOLE DE LA COMMUNE DE CHALIERS (15) – PROJET MIS EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « PROTEGER COLLECTIVEMENT LE FONCIER AGRICOLE » - PROGRAMMATION FEADER 2023-2027

Entre

Le département du Cantal,

28, avenue Gambetta, 15 000 AURILLAC

Représenté par son Président M. Bruno FAURE agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du 4 juillet 2025 ci-après dénommé « Coordinateur »,

Et

La commune de Chaliers

Mairie, le bourg, 15320 CHALIERS

Tél : 04.71.23.44.64 / Mail : mairiede.chaliers@wanadoo.fr

Représentée par son maire Mme Bernadette RESCHE, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du , ci-après dénommé « partenaire »,

Vu le règlement (UE) n°2021/2016 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement (UE) n°2021/2015 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2021 établissant les règles devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu l'ordonnance n°2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

Vu le décret n°2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles pour certaines aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

Vu le Plan Stratégique National (PSN) et les interventions du FEADER HSIGC de la Région Auvergne-Rhône-Alpes de ce PSN approuvés par la Commission européenne le 31 août 2022 ;

Vu la délibération du Conseil départemental, coordinateur autorisant la mise en œuvre de l'opération partenariale en date du 04/07/2025 ;

Vu l'appel à projets pour le dispositif 104 « Protéger collectivement le foncier agricole » lancé dans le cadre des interventions HSIGC du PSN de la Région Auvergne Rhône-Alpes

Vu la demande d'aide pour le dispositif « protéger collectivement le foncier agricole » adressée par le coordinateur le pour l'opération de coopération intitulée « définition d'un mode d'aménagement foncier et périmètre en vue de l'optimisation et la mise en valeur du foncier agricole de la commune de Chaliers (15) » ;

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les modalités de coopération entre le Conseil départemental et la commune de Chaliers, partenaires du projet de coopération ci-dessus. Elle définit les obligations et responsabilités respectives des signataires dans le cadre de la réalisation de l'opération mentionnée ci-dessus, instruite par le guichet unique service instructeur de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Autorité de gestion régionale du plan stratégique national de la politique agricole commune.

Article 2 : Durée de la convention

La durée de l'opération partenariale est au maximum de 26 mois à compter de mai 2025 jusqu'à juillet 2027 inclus.

La présente convention couvre la durée du projet de coopération. Elle reste toutefois conditionnée à la durée de validité de la décision juridique attributive de subvention, et des engagements qu'elle produit.

La convention reste en tout état de cause en vigueur tant que le « coordinateur » et les partenaires ne se sont pas pleinement acquittés de leurs obligations envers l'Autorité de gestion régionale et tant que le coordinateur et que ses partenaires ne se sont pas acquittés de leurs obligations réciproques, telles que définies dans la présente convention.

La présente convention devient caduque si l'opération collaborative ne fait l'objet d'aucune décision juridique attributive de subvention.

Article 3 : Présentation du projet de coopération et de ses modalités financières

3.1 Présentation de l'opération partenariale

Le projet de coopération a pour objet la réalisation d'un diagnostic foncier agricole et environnemental du territoire de la commune de Chaliers et des parties limitrophes des communes voisines permettant de fournir à tous les partenaires du projet les éléments de connaissance et d'analyse afin de les guider dans leurs décisions quant aux outils opérationnels d'aménagement foncier à mettre en œuvre. Ce secteur avait été identifié comme morcelé dans le bilan foncier départemental réalisé en 2020.

La description technique de l'opération est présentée en annexe 1.

3.2 Modalités financières du projet de coopération

Le projet de coopération repose sur le plan de financement prévisionnel détaillé et ventilé entre partenaires, joint en annexe 2 de la présente convention et prévu dans la décision juridique attributive de subvention.

L'annexe 2 vise notamment à préciser les cofinanceurs sollicités dans le cadre de l'opération partenariale, et l'autofinancement que chacun des partenaires s'engage à mobiliser. Pour les partenaires publics ou qualifiés de droit public (OQDP), il est fait mention du fait que leur autofinancement appelle ou non du FEADER en contrepartie.

Ce plan de financement peut être ajusté en cours de réalisation par avenants avec l'accord des signataires de la présente convention dans le respect des avenants à la décision juridique attributive de subvention. L'annexe 2 est modifiée par avenant.

3.3 Comité de coopération

Le coordinateur met en place un Comité de coopération jusqu'au terme des obligations de l'opération, chargé de suivre la mise en œuvre de l'opération de coopération dans le respect des délais, du plan de financement et de ses objectifs. Il est réuni à l'initiative de ses membres autant que de besoin.

Article 4 : Obligations et responsabilités du « coordinateur »

Le coordinateur réalise les actions prévues conjointement avec les autres partenaires selon les modalités et les délais prévus dans la décision juridique attributive de subvention. Il est responsable de la coordination du projet. Ce dernier devra :

- Piloter et coordonner l'élaboration du projet de coopération, y compris la rédaction de l'accord de coopération ;
- Piloter et coordonner la mise en œuvre du projet de coopération ainsi que la répartition des tâches entre chaque partenaire ;
- Préparer les rapports et les états d'avancement ;
- Suivre et mettre à jour régulièrement le plan d'actions et la maquette financière. Le chef de file s'assure de l'acceptation par les parties de chaque mise à jour ; Il tient la version à jour à la disposition de l'Autorité de gestion régionale et des partenaires ;
- Promouvoir et coordonner la communication selon les modalités indiquées dans le dispositif.

Le coordinateur lorsqu'il dépose sa demande d'aide au titre du dispositif « protéger collectivement de foncier agricole » demeure personnellement responsable de la mise en œuvre de son opération et du respect de ses engagements vis-à-vis de l'Autorité de Gestion régionale.

Article 5 : Obligations et responsabilités des partenaires

Le partenaire réalise les actions prévues conjointement avec le coordinateur selon les modalités et les délais prévus dans l'annexe technique 1 de la présente convention, et qui sont repris dans la/les décision(s) juridique(s) attributive(s) de subvention et, le cas échéant, leurs avenants. Le partenaire devra :

- Mettre en œuvre les missions attribuées ;
- Informer sans délai le coordinateur de toute modification pouvant impacter ces missions, en particulier les modifications dans le plan de financement ;
- Répondre aux différentes sollicitations du coordinateur ;
- S'impliquer dans le projet commun ;
- Participer aux actions conjointes ;
- S'impliquer dans la gouvernance du projet.

Article 6 : Confidentialité et droits de propriété intellectuelle

Le bénéficiaire coordinateur et son partenaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire coordinateur et ses partenaires.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire coordinateur et ses partenaires octroient à l'Autorité de gestion régionale le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Article 7 : Modification de l'accord de coopération

7.1 – Modification générale

La présente convention de partenariat peut faire l'objet d'une modification sous forme d'avenant, à l'initiative d'un des partenaires signataires. L'avenant devra être signé par l'ensemble des partenaires associés. La modification du nombre de partenaires doit faire l'objet d'un avenant.

7.2 – Modification des annexes (description du projet et modalités financières)

Les annexes mentionnées à l'article 10 présentent le détail du projet de coopération à un stade prévisionnel. Une modification de ces annexes ne nécessite donc pas d'avenant au présent accord. En revanche, les modifications apportées à ces annexes sont compilées en temps réel par le coordinateur, qui s'assure de leur acceptation par l'ensemble des parties signataires de la présente convention. Les annexes actualisées doivent pouvoir être fournies à l'Autorité de gestion régionale, à tout moment de la vie du projet de coopération.

Article 8 : Traitement des litiges

En cas de litiges, le coordinateur et les partenaires recherchent une solution à l'amiable.

A défaut, en cas de contentieux, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand

Article 9 : Exécution

Le coordinateur et les partenaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention

Article 10 : Annexes

Sont annexés à la présente convention et font partie intégrante de celle-ci les documents suivants :

1. Annexes techniques
2. Plan de financement prévisionnelle

Article 11 : Nombre d'exemplaires

La présente convention est établie en **3 exemplaires originaux**, un exemplaire étant destiné à chaque contractant et un à la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Signatures des partenaires

Précédée de la mention « lu et approuvé »

Coordinateur	Partenaire
M. Bruno FAURE, Président du Conseil départemental	Mme Bernadette RESCHE, Maire de Chaliers

Annexe 1 - Annexe technique

Présentation technique et synthétique du projet de coopération

1/ - Objet et résumé du projet de coopération

Le projet de coopération a pour objet la réalisation d'un diagnostic foncier agricole et environnemental du territoire de la commune de Chaliers et des parties limitrophes des communes voisines permettant de fournir à tous les partenaires du projet les éléments de connaissance et d'analyse afin de les guider dans leurs décisions quant aux outils opérationnels d'aménagement foncier à mettre en œuvre. Ce secteur avait été identifié comme morcelé dans le bilan foncier départemental réalisé en 2020.

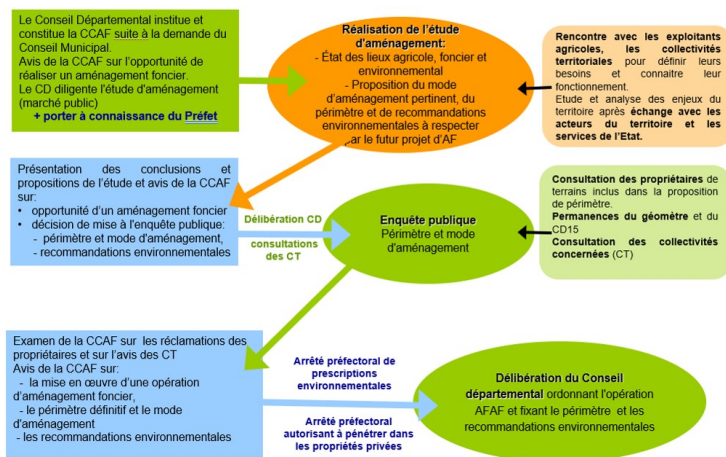
Contexte : Par délibération du 30 janvier 2024, le Conseil municipal de Chaliers a sollicité le Conseil départemental pour la mise en œuvre d'un aménagement foncier. Cette demande fait suite à celle de plusieurs agriculteurs et propriétaires du territoire qui ont fait part à la commune du morcellement et de l'enclavement des propriétés agricoles. La commune a par ailleurs fait connaître ses besoins en termes d'amélioration de voirie rurale et communale.

Le conseil départemental a décidé de donner une suite à la demande de la commune en constituant la Commission communale d'aménagement foncier (CCAF) de Chaliers par arrêté du 5 mai 2025. Celle-ci s'est prononcée favorablement sur l'opportunité d'engager une procédure d'aménagement foncier et a demandé au Conseil départemental de réaliser une étude d'aménagement lors de sa première réunion du 20 mai 2025.

Cette étude devrait identifier les éléments permettant à la CCAF et à l'instance agricole territorial d'acteurs de se prononcer sur l'opportunité et le choix d'un mode d'aménagement foncier et de déterminer le périmètre correspondant aux besoins d'amélioration foncière.

La diversité des membres de la CCAF et de l'instance agricole territoriale d'acteurs permet de prendre en considération l'ensemble des enjeux du territoire.

Le projet, réalisé dans la concertation comprend les étapes suivantes :



2/ - Objectifs concrets et opérationnels du projet, en réponse à des besoins identifiés

Concernant les besoins identifiés, plusieurs éléments sont à prendre en compte :

- La demande de la commune au Conseil départemental, compétent en matière d'aménagement foncier, de créer une commission communale d'aménagement foncier chargée :
 - d'étudier plus finement le territoire, les besoins et les possibilités d'amélioration et optimisation du foncier rural
 - et de décider quels outils fonciers à mettre en œuvre pour répondre aux problématiques identifiées.

Cette demande fait suite à celle de plusieurs agriculteurs et propriétaires du territoire qui ont fait part à la commune du morcellement et de l'enclavement des propriétés agricoles. La commune a par ailleurs fait connaître ses besoins en termes d'amélioration de voirie rurale et communale (délibération de la commune de Chaliers en annexe).

- Le diagnostic départemental du foncier rural réalisé en 2020 qui a fait ressortir les secteurs et les communes morcelées en exploitation et en propriété. Dans ce cadre, la commune de Chaliers a été identifiée comme morcelées, surtout pour la propriété. Or, le regroupement des propriétés rurales permet l'amélioration des exploitations agricoles (cf. Synthèse du diagnostic départemental du foncier rural en annexe)

Commune surface	Surface Agricole PAC	Nombre exploitants agricoles	Moyenne Surface ilots par exploitant	Nombre d'ilots par exploitant	Nombre de propriétaires agricoles	Nombre de parcelles par propriétaire	Surface moyenne par propriétaire	Taux de boisement
CHALIERS 1837 ha	1187 ha	21	3.56 ha	8.56	191	9.74	6,98 ha	29,72%
Moyenne départementale par commune			4.6 ha	8 ilots		5,8 parcelles	7,3 ha	

Le porté à connaissance transmis par l'Etat en mai 2025 précise qu'en 2020 la commune comptait 19 exploitants dont le siège se situe sur le territoire communal. La surface agricole représentait 1360 ha pour 1254 ha en prairies.

La filière principale des exploitations est l'élevage bovin mixte. La commune est située dans la zone de production des AOP fromagères du Bleu d'Auvergne et du Cantal.

Objectifs concrets du projet

Les objectifs concrets de cette phase décisive et préalable à une éventuelle opération d'aménagement foncier, dans laquelle l'étude d'aménagement est l'élément clé, sont les suivants :

- Présenter, au titre de l'analyse de l'état initial du site et de son environnement susceptible de faire l'objet d'un aménagement, une analyse des structures foncières, de l'occupation agricole et forestière, des paysages et espaces naturels, des risques naturels existants et des différentes infrastructures.
- Permettre à la CCAF de confirmer ou d'infirmer la pertinence de la mise en œuvre d'une opération d'aménagement foncier.
- Définir le mode d'aménagement et délimiter le périmètre d'aménagement foncier en prenant en compte les éventuels projets d'aménagement des collectivités territoriales (commune et EPCI).

- Définir les recommandations pour la détermination et la conduite des opérations sur :
 - ✓ la prévention des risques naturels relatifs notamment à l'érosion des sols,
 - ✓ l'équilibre de la gestion des eaux,
 - ✓ la préservation des espaces naturels remarquables ou sensibles, des paysages et des habitats des espèces protégées ainsi qu'à la protection du patrimoine rural.
- Contribuer à l'information et la sensibilisation de la population et des différents acteurs de l'aménagement foncier afin de s'assurer de leur adhésion.

A l'issue de cette phase, la CCAF dispose d'un cadre physique (le périmètre) et réglementaire (délibération du Conseil départemental et arrêté préfectoral de prescriptions environnementales) pour travailler ensuite sur le classement des terres, le projet d'échange parcellaire et le programme de travaux connexes dans un objectif d'amélioration des conditions d'exploitations agricoles.

3/ - Publics cibles et utilisateurs finaux

Les exploitants agricoles, les propriétaires de foncier rural, la commune de Chaliers et éventuellement l'EPCI Saint-Flour Communauté, les utilisateurs des espaces publics comme les randonneurs, vététistes...

4/ - Plan d'action succinct du projet en précisant les activités de chaque partenaire et sa contribution précise à l'opération

Le plan d'actions se déroule en plusieurs phases :

1. Validation collective du lancement de la démarche
2. Réalisation de l'étude d'aménagement et confirmation de la nécessité d'aménagement foncier. Elaboration des propositions relatives au mode d'aménagement à mettre en œuvre, à la définition du périmètre d'aménagement et des recommandations environnementales à respecter
3. Validation des propositions en CCAF et en instance agricole territoriale d'acteurs
4. Consultations des propriétaires concernés par le périmètre
5. Validation définitive du mode et du périmètre d'aménagement et des recommandations environnementales.

La mise en œuvre de ce projet fait intervenir de nombreux acteurs :

Le Conseil départemental qui est maître d'ouvrage de l'opération. Il est responsable de la conduite des opérations et de la légalité des procédures. Il constitue la CCAF et finance les opérations.

La commune de Chaliers est le siège de la CCAF et met à disposition les salles et locaux. Elle est à l'initiative du projet, désigne certains membres de la CCAF et donne son avis sur la proposition de périmètre et mode d'aménagement de la CCAF.

La commission communale d'Aménagement Foncier (CCAF) conduit la procédure sous la responsabilité du Département. Elle est l'organe officiel de décision de l'aménagement foncier. C'est un lieu de travail collaboratif grâce à la diversité de ses membres et aux multiples intérêts à prendre en compte pour le bon déroulement de l'opération.

- Elle travaille pour l'intérêt général
- Elle organise et conduit les travaux préparatoires :
 - ❖ Propose la réalisation de l'étude d'aménagement ;
 - ❖ Propose un périmètre et des préconisations environnementales.

Elle examine et statue sur les réclamations formulées lors de l'enquête publique sur le périmètre et mode d'aménagement.

L'Etat : le Préfet établit un porté à connaissance avant l'étude d'aménagement et fixe les prescriptions environnementales à respecter dans l'élaboration du projet d'Aménagement foncier

Le géomètre expert agréé réalise le volet foncier et agricole de l'étude d'aménagement, assiste et conseille la CCAF dans le suivi des opérations et assiste les collectivités dans leurs délibérations liées à l'opération.

Le chargé d'études environnementales réalise le volet environnement de l'étude d'aménagement, suit et oriente les travaux de la CCAF en ce qui concerne la prise en compte de l'environnement et sensibilise les exploitants et propriétaires aux enjeux environnementaux.

Les propriétaires fonciers consultés à toutes les étapes clés de la procédure et les **exploitants agricoles** associés au vu de leur connaissance de la commune, des terrains et de leur expertise professionnelle.

L'instance agricole territoriale d'acteurs composée des membres de la CCAF, d'un représentant de Saint-Flour Communauté et de la Chambre d'agriculture. Elle est garante de l'aspect collectif et apporte sa compétence agricole et de développement/aménagement durable à une échelle territoriale plus large.

5/ - Durée du projet et éléments de calendrier

La durée totale du projet de la création de la CCAF de Chaliers à l'arrêté ordonnant l'opération d'aménagement foncier est d'environ 26 mois détaillée dans le tableau ci-dessous :

	2025												2026												2027														
Marché EA																																							
Aménagement foncier Viragues	05	06	07	08	09	10	11	12	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	01	02	03	04	05	06	07
phase préalable																																							
Constitution CCAF et lancement phase préalable (CCAF 1)																																							
Elaboration CCT marché Etude d'aménagement																																							
Consultation marché																																							
Attribution et lancement de l'étude d'aménagement																																							
Réalisation de l'étude d'aménagement (1 an)																																							
rendu intermédiaire de l'EA																																							
Rendu de l'étude au CD																																							
consultation DDT																																							
CCAF 2 : mise à enquête																																							
Notification avis enquête publique propriétaire																																							
avis CT concernées (communes, Comcom et CD - 2 mois)																																							
Enquête publique (2 mois)																																							
CCAF 3: validation périmètre et recommandations envi																																							
saisine préfet pour prescriptions envi + arrêté pénétration dans parcelles (2 mois)																																							
délibération ordonnant l'opération d'AAAF																																							

6/ - Livrables

Précisions sur la liste des livrables du projet

Compte rendu de réunions, diaporama

Rapport d'analyse agricole, foncière et environnementale des secteurs diagnostiqués

Annexe 2 - Annexe financière

Plan de financement prévisionnel

Le coût global de l'opération estimé à 75 000 € TTC comprend les coûts de réalisation de l'étude d'aménagement, d'organisation des réunions de la CCAF et de l'instance agricole territoriale d'acteurs, et de consultation des propriétaires et acteurs du territoires.

Le Conseil départemental, maître d'ouvrage du projet sollicite une subvention du FEADER uniquement sur la réalisation de l'Etude d'Aménagement estimée à 50 000 € HT.

La Commune de Chaliers, partenaire, met à disposition gracieusement, pour la réalisation du projet, ses locaux pour les réunions et l'accueil des acteurs du projet.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Réalisation de l'étude d'aménagement	Montant éligible	Part FEADER sollicitée	Autofinancement CD15	Total
	80% montant projet soit 40 000 €	60% montant éligible	Reste à charge	50 000 €
		24 000 €	26 000€	

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-42

Lutter contre les campagnols terrestres - Subvention à la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles du Cantal

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre en 2025 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées ;

- **ATTRIBUE** à la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles du Cantal (FDGDON 15), dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} RI - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 4 500 € représentant 50 % d'une dépense subventionnable plafonnée à 9 000 € TTC pour la mise en oeuvre de son programme 2025.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA109081, relatif aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-43

**Favoriser l'autonomie en eau des exploitations -
Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal**

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre en 2025 la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

- **ATTRIBUE** à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention de 30 000 € pour la mise en oeuvre de son programme d'actions 2025 en matière d'autonomie en eau des exploitations tel que joint en annexe 1 de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 60 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour favoriser l'autonomie en eau des exploitations pour l'année 2025 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe 2 de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA.109081, relatif aux services de conseil dans le secteur agricole, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FAVORISER L'AUTONOMIE EN EAU DES EXPLOITATIONS CANTALIENNES

PREVISIONNEL 2025

Conformément à la fiche projet de la convention agricole, Cette opération vise à accompagner les territoires pour s'adapter au changement climatique, à garantir l'alimentation en eau des élevages sans pénaliser la fourniture d'eau potable.

Elle comprend les actions suivantes :

- 🚩 L'animation d'un travail de réflexion avec le Conseil départemental, les structures gestionnaires d'eau potable, les services de l'État et les collectivités locales à l'échelle de territoires identifiés comme prioritaires pour la gestion quantitative de l'eau. L'objectif de ce travail est d'évaluer le levier que peut représenter la déconnexion partielle des élevages du réseau AEP pour retrouver un équilibre quantitatif sur le réseau et de valider des orientations d'actions
- 🚩 L'estimation des besoins agricoles l'accompagnement de projets alternatifs d'alimentation en eau, par un diagnostic individuel d'exploitation sur les besoins et ressources en eau et du conseil pour définir un projet d'autonomie en eau
- 🚩 La promotion de solutions d'autonomie en eau des élevages (récupération d'eau pluviale, recyclages, nouvelles ressources ...). Il s'agit là d'une action de portée départementale comprenant : une communication générale, des journées techniques, les 1ers contacts avec des agriculteurs avant un éventuel diagnostic et /ou accompagnement de projet. Ce 1er contact pourra aussi être déclenché dans le cadre du conseil bâtiment car la construction ou l'aménagement d'un bâtiment peut être le bon moment pour s'interroger sur les solutions d'autonomie en eau.
- 🚩 L'acquisition de références locales sur ces sujets.

Plan de financement prévisionnel 2025

▪ Coût : 122 j	60 000 €
▪ Conseil Départemental du Cantal	30 000 €
▪ Chambre d'Agriculture du Cantal	30 000 €

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER
L'AUTONOMIE EN EAU DES EXPLOITATIONS- ANNÉE 2024
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

VU le régime d'aides exempté n°SA.109081 relatif aux services de conseil pour les PME dans le secteur agricole ;

VU la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

VU la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

VU la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre en 2024 la mise en œuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs de ce programme ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département ;

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal ;

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 4 juillet 2025 concernant l'octroi du présent financement ;

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 4 juillet 2025.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention :

Les aides du Conseil départemental sont régies par le Règlement financier téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.cantal.fr/aides-subventions/>.

La présente convention précise les modalités particulières s'appliquant à la subvention précisée à l'article 2.

Article 2 – Montant et objet de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 30 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 4 juillet 2025, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 60 000 € TTC, pour la réalisation du programme d'action visé par cette même délibération.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention est effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement.

Si des acomptes ont été versés, le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complétée pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Article 4 – Contrôle :

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 5 – Information du Département :

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner le reversement de la subvention, en application de l'article 7 ci-après.

Article 6 – Date d'effet et durée :

Sont prises en compte dans l'assiette éligible les actions du programme réalisées au cours de l'année 2025.

Article 7 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 8 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-44

Avenant à la convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif - Partie privative du collège Marcellin Boule à Montsalvy

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités ;

Vu la délibération n°24CP06-42 de la Commission permanente, en date du 5 juillet 2024, approuvant les termes de la convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif entre le Département et la Commune de Montsalvy ;

Considérant que des travaux supplémentaires ont été nécessaires pour la mise en conformité du branchement ;

- **APPROUVE** l'avenant à la convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif modifiant la participation financière incombant au Département à 13 176 € TTC, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 23 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Commune de Montsalvy

Aménagement et reprise des réseaux de la rue Pré de Dom – Travaux réseaux – EU / AEP
- Branchements privés

Avenant à la convention relative à la réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif – partie privative Convention passée le 25/07/2024

Entre les soussignés,

- La Mairie de Montsalvy, représentée par son maire, Mme Lemaire Isabelle

D'une part,

- Le département du Cantal, représenté par Bruno Faure.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE

- **Pouvoir Adjudicateur :**
La commune de Montsalvy
- **Cosignataire de la convention :**
Département du cantal
- **Date**
Convention signée le 27/07/2024
- **Objet :**
Définir les conditions techniques et financières de réalisation des travaux de branchement au réseau d'assainissement collectif (partie privative située entre le bâtiment et la boîte de branchement).
- **Montant initial à la charge du département :** 10 128,00 € TTC subventions déduites pour un montant de travaux de 20 256,00 € TTC

B - OBJET DE L'AVENANT

Article premier :

La convention dont la désignation est mentionnée ci-dessus est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

Article 2 :

Au démarrage de travaux dans la cour du collège, 2 nouvelles sorties d'eaux usées de part et d'autre du bâtiment du collège ont été identifiées par l'agent exploitant du bâtiment, occasionnant des travaux supplémentaires pour la mise en conformité du branchement.

Ces travaux ont été validés par la maîtrise d'ouvrage en concertation avec le maître d'œuvre, engendre une plus-value de 23 186,20 € HT, conformément aux prix du bordereau des prix unitaires.

Après subvention, la plus-value pour le département est de **3 048,00 € TTC** pour un montant de travaux global de 6 096,00 € TTC

Article 3 :

Le montant global de la participation du département pour la mise en conformité du branchement d'assainissement du collège de Montsalvy est maintenant à : 10 980,00 € HT soit 13 176,00 € TTC - (TVA 20,0%)

Article final :

Toutes les clauses de la convention initiale et, le cas échéant, de ses avenants éventuels, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

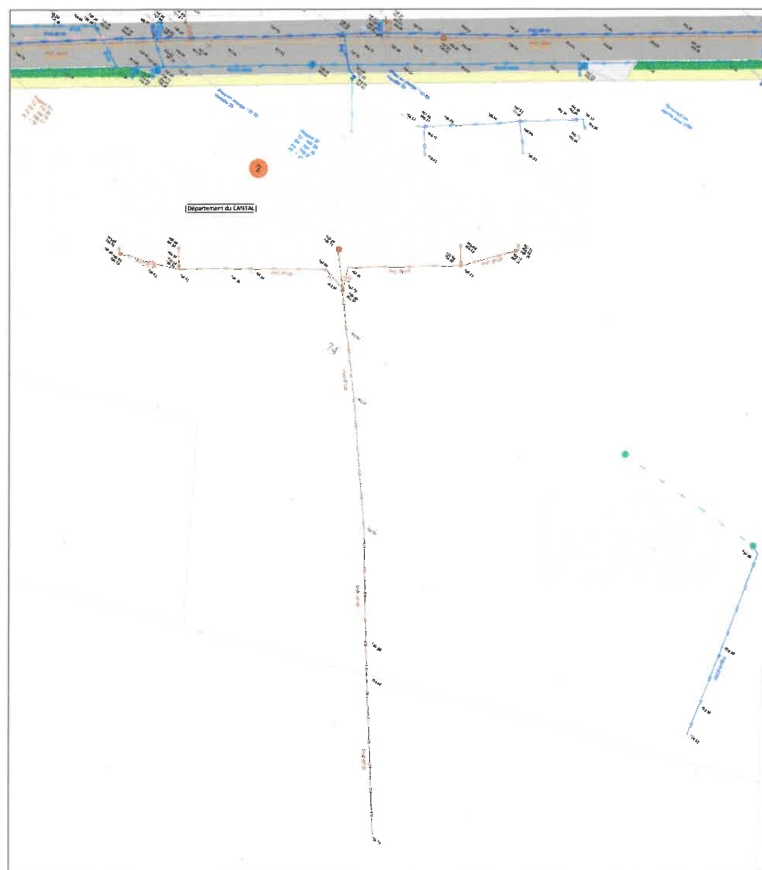
C – SIGNATURES

A MONTSALVY, le 27/05/2025
Mme Lemaire Isabelle

A AURILLAC, le
pour le département,



Extrait du plan de récolement de travaux :





CONSEIL DEPARTEMENTAL BORDEREAU D'ENVOI

11 JUIN 2025

SERVICE DU COURRIER

OBJET : AUVENANT AEDGAU	DATE : 03/06/2025
<input type="checkbox"/> Suite à entretien téléphonique du	<input type="checkbox"/> Pour avis
<input type="checkbox"/> Suite à votre demande	<input type="checkbox"/> Pour information
<input checked="" type="checkbox"/> Pour suite à donner	<input type="checkbox"/> En retour
<input type="checkbox"/> A régler	<input type="checkbox"/> Pour devis

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint les documents suivants :

2 exemplaires de l'avenant à la convention des travaux.

Je vous remercie de bien vouloir nous retourner 1 exemplaire signé par M le Président du CD 15.

Cordialement,
Nathalie HEBON



Vous en souhaitant bonne réception,

Recevez, M , l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Mairie de MONTSALVY

Rue Marcellin Boule - 15120 MONTSALVY

(: 04.71.49.20.10 - (: 04.71.49.26.93 - mairie-montsalvy@wanadoo.fr - www.montsalvy.fr

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-45

Fonds Cantal Innovation -

Appel à projets 2025 : Signalisation directionnelle sur le réseau de chemins pédestres

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Général en date du 27 juin 1995 adoptant le projet de Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée ;

Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le dispositif contractuel Fonds Cantal Innovation sur la période 2022-2027, décidant de mobiliser une enveloppe de 3 970 000 € pour le dispositif et donnant délégation à la Commission permanente pour définir les thèmes, les cahiers des charges, les enveloppes individuelles des appels à projets Fonds Cantal Innovation et pour sélectionner les bénéficiaires ;

- **ADOPTÉ** le modèle de panneaux directionnels relatif à la signalisation de randonnée pédestre conformément aux prescriptions de la charte nationale de la Fédération Française de la Randonnée ;

- **APPROUVE** le cahier des charges de l'appel à projets « Signalisation directionnelle sur le réseau de chemins pédestres » joint en annexe de la présente délibération. La sélection des candidats et l'attribution des subventions feront l'objet d'une délibération lors d'une prochaine réunion de la Commission Permanente.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

APPEL À PROJETS DANS LE CADRE DU FONDS CANTAL INNOVATION

Signalisation directionnelle sur le réseau de chemins pédestres

CAHIER DES CHARGES

CALENDRIER

Publication de l'Appel à projets : **Juillet 2025**

Date limite de dépôt des candidatures : **26 septembre 2025**

ADRESSE DE PUBLICATION DE L'APPEL A PROJETS

Le cahier des charges du présent appel à projets est disponible et téléchargeable sur le site du Conseil départemental du Cantal dans la rubrique « Aides & Subventions » / « Collectivité partenaire » :

<http://www.cantal.fr>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS AUPRÈS DE

Bruce BONNEVIE-TIBESAR, Chargé de projet animation - loisirs – service Éducation - Jeunesse

Tél : 04.71.46.99.67

Mail : bbonnevie@cantal.fr / territoires@cantal.fr

1. Contexte de l'appel à projets

Le Département du Cantal dispose par ses compétences relevant du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) mise en œuvre depuis 1995, d'un levier pour développer la randonnée non motorisée en préservant les chemins ruraux et en favorisant l'accès et la découverte des sites naturels et des paysages d'exception.

Ainsi, à ce jour, c'est près de 3500 km de chemins qui sont ouverts au public pour la pratique de la randonnée pédestre, équestre ou VTT. Ce réseau ouvert et entretenu et le fruit d'un partenariat fort, établi de longue date entre le Département, les collectivités locales et le tissu associatif.

Chef de file en matière d'attractivité et de solidarité territoriale, le Département accompagne les collectivités dans leurs actions d'amélioration du cadre de vie et l'offre de randonnée proposée à la population participe à cet enjeu.

Parmi les objectifs cibles du Projet pour le Cantal 2030 on pourra également citer la garantie d'un tourisme de nature fondée sur une offre 4 saisons, qu'elle soit sportive ou de loisirs dans un environnement naturel d'exception ainsi qu'un accès aux sports et aux loisirs pour tous.

La pratique de la randonnée pédestre demeure l'activité de pleine nature la plus pratiquée par les cantaliens et les touristes. La matrice des chemins et la densité de ce chevelu permet de proposer des itinéraires en boucle sur une journée ou des itinéraires au long cours sur plusieurs jours de marche dans le cadre de l'itinérance.

Toutefois cette forte densité et le développement de la multi-activité sur les chemins appellent à une meilleure lisibilité des itinéraires pédestres. A la croisée des chemins, un traitement rationalisé et approfondi de l'information aux carrefours des itinéraires s'avère nécessaire pour assurer un guidage de terrain de qualité auprès des usagers.

Fort de ces constats il est apparu que la charte nationale de signalisation de randonnée pédestre offrait plus de possibilités et de lisibilité pour traiter l'ensemble des mentions liées à l'information directionnelle que ne le permettait la charte actuelle mise en œuvre en 1997.

À préciser par ailleurs que la charte nationale est aujourd'hui largement utilisée par une majorité de Départements ce qui rends la signalétique directionnelle cantalienne obsolète en particulier au regard des Départements limitrophes. Aussi convient-il désormais de mettre en œuvre cette nouvelle signalétique en lieu et place de l'ancien panneauage.

Afin de répondre à cette problématique, le Conseil départemental lance un appel à projet Fonds Cantal Innovation.

2. Cadre de l'Appel à projets

Le Conseil départemental du Cantal, en tant que partenaire des collectivités, souhaite accompagner les projets relatifs au changement de la signalisation directionnelle sur le réseau de chemins pédestres en adoptant la charte signalétique directionnelle nationale.

L'enjeu de cet appel à projets est de :

- Rendre plus lisible et compréhensible l'information directionnelle ;
- Sécuriser la pratique par un guidage terrain de qualité ;
- Recréer une identité forte du réseau de randonnée pédestre cantalien en tous points du Département,
- Renforcer l'identification du réseau de randonnée pédestre cantalien en l'intégrant dans la matrice nationale.

3. Objet de l'Appel à projets

Le présent appel à projets a pour objet de permettre aux maîtres d'ouvrage de bénéficier d'une aide du Conseil départemental à l'**investissement** pour les opérations portant sur la mise en œuvre des panneaux de signalisation directionnels relevant de la charte nationale dont le cahier technique est disponible auprès des services du Département.

4. Structures éligibles

Sont éligibles les maîtres d'ouvrage (MDO) suivants : syndicats mixtes, syndicats de communes, communautés de communes et d'agglomération...

Les opérations groupées sont éligibles. La collectivité coordinatrice fera son affaire de l'organisation du groupement de commande avec les autres MDO intéressées.

5. Règles de financement et conditions d'éligibilité

Est accompagnée l'opération portant sur le changement des anciens panneaux directionnels en adoptant le modèle de panneaux directionnels national à hauteur d'un taux maximal de 70% du montant des travaux HT, avec un montant plafond de la base éligible de subvention de 50 000 € par MDO.

Conditions d'éligibilité

- Cet appel à projet **s'applique aux itinéraires et chemins de randonnée pédestre inscrits sur le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)**,
- La base de données de chacun des carrefours traités et illustrée des photos géoréférencées devra être fournie au Conseil Départemental afin d'être archivée dans le Système d'information Géographique Départemental.

Dépenses éligibles :

La fourniture et la pose des poteaux en bois rond ou octogonaux, la visserie, le scellement, la confection des lames, leur traitement graphique, le diagnostic terrain de chacun des carrefours évaluant les besoins si le MDO ne dispose pas de cette donnée.

En option, les bagues toponymiques ou de lieu-dit coiffant les mâts permettant d'identifier les carrefours. Elles devront être systématiquement prévues aux carrefours de cols ou aux carrefours les plus isolés.

Les pastilles à numéro unique identifiant chaque mât.

Dans le cas de carrefours limitrophes/mitoyens à plusieurs entités gestionnaires (cols, crêtes...), les gestionnaires se concerteront et feront leur affaire pour désigner la collectivité référente.

En dérogation du règlement comptable et financier du Département, l'ensemble des pièces justificatives des dépenses doivent être présentées dans les douze mois suivants l'attribution de l'aide financière par le Département.

Les financements départementaux sont cumulables avec toute autre aide publique dans la limite des plafonds fixés par les règles d'encadrement du droit communautaire et les réglementations en vigueur.

Cependant, il convient de préciser que la subvention accordée au titre de cet appel à projets n'est pas cumulable avec les aides obtenues dans le cadre d'autres dispositifs du Conseil départemental.

6. Contenu du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comprendre :

- un dossier technique, comprenant la liste des itinéraires de randonnée pédestre traités et une cartographie générale qui mentionne le plan de pose prévisionnel des panneaux et mâts aux carrefours à traiter.
Lors de la phase d'aménagement, et en prévision d'établir une base de données géoréférencée à jour, les photos de chaque mât et les photos des lames directionnelles associées seront systématiquement prises avec leur coordonnées géographiques (géotag). Ces photos acteront le

plan de pose mis à jour et serviront de base de données pour l'archivage et le stockage de ces données dans un Système d'Information Géographique (SIG).

Les carrefours actuellement non aménagés pourront être pris en compte si le besoin est identifié. Un carrefour peut supporter plusieurs mâts et lames associées.

La base de données pourra être construite sur une relation 1 à plusieurs (un mât avec une à plusieurs lames associées à ce mât). Un modèle de tableur est disponible auprès des services du Département.

L'altitude du mât sera également renseignée dans la base de données.

- le(s) devis et un plan de financement détaillé du projet,
- la délibération de la collectivité ou de l'organe décisionnaire de l'établissement favorable au projet et validant le plan de financement (ou la Décision autorisant l'exécutif à le faire),

Toute pièce complémentaire jugée utile pourra être annexée au dossier de candidature.

7. Procédure de sélection

Les dossiers de candidature sont instruits par le Conseil départemental selon les critères d'appréciation suivants :

- Pertinence et cohérence du plan d'action ;
- Pertinence et cohérence de l'implantation géographique des équipements ;
- Niveau d'aboutissement du projet technique.

8. Contractualisation

À l'issue de la sélection des candidats, chaque structure retenue reçoit une notification de subvention et une convention de financement à signer.

Cette convention précise les modalités d'intervention financière du Conseil départemental ainsi que les obligations du candidat lorsqu'elles dérogent au Règlement financier départemental.

Les obligations du candidat sont notamment de :

- respecter le cahier technique national relatif à la signalisation directionnelle du réseau de chemin ouvert à la pratique pédestre,
- réaliser le projet dans les conditions décrites dans le cahier des charges de l'appel à projet,
- réaliser les équipements et fournir la base de données dédiée **au plus tard fin juin 2026**,
- fournir toute pièce complémentaire demandée par le Conseil départemental.

Il est à noter que cet appel à projets ne trouvera de réalisation que si le territoire cantalien dans sa totalité est couvert par les réponses des structures disposant de la compétence pour l'aménagement et l'entretien des itinéraires de randonnée pédestres. Cette condition est motivée par le fait d'éviter un mitage dans la requalification du réseau.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-46

Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°24CD06-3 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour un montant global de 55 079,89 € à 23 agriculteurs pour l'acquisition d'équipements connectés selon les conditions définies dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du régime cadre notifié SA 107520 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production agricole primaire.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204 du Budget départemental.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

Raison sociale	Adresse du siège social de l'exploitation	Code postal	Commune du siège social de l'exploitation	Nombre d'exploitant	Nombre JA/NI	Date autorisation début de travaux	Nature de l'investissement	Montant total du projet HT (€)	Montant éligible HT (€)	Taux de subvention	Montant de la subvention sollicitée (€)
EARL RODIER DANIEL	La Chaumelle	15230	PAULHENC	1	0	27/11/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	2 499,00	2 499,00	40	999,60
		15320	VAL D'ARCOMME	1	0	04/12/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	5 253,50	5 253,50	40	2 101,40
		15320	SAINTE MARIE	1	0	09/12/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	8 481,00	8 481,00	40	3 392,40
		15320	CEZENIS	1	0	14/12/2024	Dispositif de surveillance vidéo. Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	7 843,50	7 843,50	40	3 137,40
GAEC RECONNU PELUSSIER LA VEDRINE	La Vedrine	15100	COREN	2	1	07/01/2025	Dispositif de surveillance vidéo.	8 259,00	8 259,00	45	3 716,55
GAEC RECONNU PARSOIRE	Maniac	15700	PLEAUX	2	0	09/01/2025	Dispositif de surveillance vidéo.	4 525,00	4 525,00	40	1 810,00
EARL DU BERTHOT	Le Bertrot	15110	SAINT URClZE	1	0	10/01/2025	Dispositif de surveillance vidéo.	4 040,00	4 040,00	40	1 616,00
GAEC DU SAGATIER	Le Sagatier	15320	MARCOLES	3	0	19/01/2025	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	10 100,00	10 000,00	40	4 000,00
EARL ROUSSILLUE	Fareyre	15320	BREZONS	1	0	24/03/2025	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
GAEC DES PRADERES	Le Bourg	15170	COLTINES	4	0	19/04/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 952,90	2 952,90	40	1 181,16
GAEC DE L'ESTRADIOE	L'Estradioe	15140	LE FAU	2	0	31/03/2025	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
		15320	SAINT ANTOINE	1	1	07/04/2025	Dispositif de surveillance vidéo. Dispositif de guidage pour troupeau de précision.	7 270,40	7 270,40	50	3 635,20
		15590	VELZIC	1	1	13/04/2025	Dispositif de surveillance vidéo. Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	6 033,00	6 033,00	50	3 016,50
		15320	VAL D'ARCOMME	1	0	15/04/2025	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
GAEC VIDALENC AJALBERT	1 Le Pommeyrot	15320	GOURGIEGES	1	0	15/04/2025	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 764,20	2 764,20	40	1 105,68
		15320	PIERREFORT	2	0	23/04/2025	Dispositif de surveillance vidéo.	9 100,00	9 100,00	40	3 640,00
		15170	NEUSSARGUES EN PINATELLE	1	1	28/04/2025	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	50	1 861,50
EARL LASTIGLONHEN	Lasliguet	15500	LASTIC	1	0	07/05/2025	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 764,20	2 764,20	40	1 105,68
GAEC D'ALBUSSAC	1 Abussac	15130	YTRAC	2	0	12/05/2025	Dispositif de guidage pour troupeau de précision.	10 000,00	10 000,00	40	4 000,00

Raison sociale	Adresse du siège social de l'exploitation	Code postal	Commune du siège social de l'exploitation	Nombre d'exploitant	Nombre J/A/N	Date autorisation début de travaux	Nature de l'investissement	Montant total du projet HT (€)	Montant éligible HT (€)	Taux de subvention	Montant de la subvention sollicitée (€)
GAEC COUVE ET FILS	Arches	15500	SANT PONCY	2	1	12/05/2025	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	7 500,00	7 500,00	45	3 568,50
		15100	VABRES	1	0	16/05/2025	Dispositif de surveillance vidéo.	2 180,00	2 180,00	40	872,00
GAEC COMBRE ALB	Souillac	15500	LA CHAPELLE LAURENT	3	0	28/05/2025	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	9 950,00	9 950,00	40	3 980,00
GAEC TEULADE DE BESSE	Besse	15220	SANT MAMET LA SALVETAT	2	0	02/06/2025	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	4 681,80	4 681,80	40	1 872,72
TOTAL								131 519,50	131 419,50		55 079,89

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-47

Fonds Commun des Services d'Hébergement - FCSH

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°24CD06-4 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

- ATTRIBUE au titre de la répartition 2025 du Fonds Commun des Services d'Hébergement la subvention suivante :

Etablissement	Intervention	Montant TTC	Subvention Taux 70 % (arrondi)
Collège Jeanne de la Treilhé Aurillac	réparation du bain marie de service du self	733,80 €	514 €

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-48

Remise des biens mobiliers réformés aux Domaines

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L.321-1 à 321-38 du code de commerce ;

Vu l'article R3211-41 du Code Général de la Propriété des Personnes publiques ;

Vu la délibération n°24CP03-44 de la Commission Permanente du Conseil départemental autorisant Monsieur le Président du Conseil départemental à remettre les biens mobiliers réformés pour leur mise en vente par les Domaines sur leur site dédié ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L.321-1 à L321-38 du Code de commerce ;

Vu l'article R 3211-41 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la délibération n°24CP03-44 de la Commission Permanente du Conseil départemental autorisant Monsieur le Président du Conseil départemental à remettre les biens mobiliers réformés pour leur mise en vente aux enchères par les Domaines sur leur site dédié ;

- **APPROUVE** la liste du matériel à mettre à la réforme conformément à la proposition jointe en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à organiser la vente selon la procédure en vigueur dans la Collectivité.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

MISE A LA REFORME DE MATERIEL

N sur parc	TYPE DE MATERIEL	MARQUE ET TYPE	IMMAT.	MISE EN SERVICE	Km /h non garantie	Valeur estimée	vente via	
1	FOURGON	FIAT DUCATO	CP837EX	24/12/2003	200000KM	500 €	enchères domaine	Moteur HS, casse courroie distrib
2	FG BENNE	RENAULT MAXCITY	CN510MF	03/12/2012	180000KM	500 €	enchères domaine	pib essieu avant, jambe de force, roulement fusée, frein, corrosion, fort KM
3	FG BENNE	RENAULT MASCOOT	997 JA 15	06/01/2009	340 000	500 €	enchères domaine	fort kilométrage, corrosion, batterie, frein HS, hydraulique benne HS, vitre electriques HS, defaut moteur (marque de puissance)
4	VL	RENAULT CLIO	AJ477YL	15/01/2010	330 000	150 €	enchères domaine	Fort kilométrage
5	VLU	RENAULT KANGOO COURT	CJ459HX	31/07/2012	220 000	150 €	enchères domaine	Direction HS fort KM usure generale
6	Tracteur chargeur	CASE 580 SLE	D1766	02/11/1999	15000H	2 000 €	enchères domaine	retro condamnée, usure généralisée,
7	Tracteur epareuse	RENAULT ERGOS 100 HYDRO 2RM+SMA jaguar 215DV	7666HQ15 + D2124	02/12/2003-15/07/2015	15000H + 6000H	3 000 €	enchères domaine	Usure generalisee - chaudière moteur non diagnostique
8	REMORQUE 2ESS 5T	REMORQUE MOIROUD 2ESS 5T TREUIL MECA	AK775SD	02/06/2000		1 000 €	enchères domaine	Usure generalisee, essieu fissuré/ressoudé, treuil HS
10	EPAREUSE	EPAREUSE ROUSSEAU E-THEINOR ELECTRIQUE	D2277	18/12/2020	2200H	3 000 €	enchères domaine	Bon état, montée a l'origine sur CLASS ARION 420, fourniture ball et accessoires pour le tracteur
11	POUSSEUR	UNIMOG 500 BIBENNE 14TS	CK71NB	16/12/2003	10 000H	50 000 €	enchères domaine	Usure généralisée, corrosion, craquement boîte
12	PL	MERCEDES ACTROS 26T	AA701HG	30/04/2009	9700H	6 000 €	enchères domaine	Corrosion
13	PL	RVI MIDLUM 16T BIBENNE	AL076FM	27/11/2008	13500H	4 000 €	enchères domaine	Fort kilométrage, corrosion, usure généralisée
14	PL	RVI MIDLUM 16T BIBENNE	2243HV15	07/02/2008	14000H	4 000 €	enchères domaine	Fort kilométrage, corrosion, usure généralisée
15	VL	FORD GALAXY 2.0 TDCI 190 CV boîte auto	QG517QH	31/05/2022	111000KM	20 000 €	enchères domaine	Défaut moteur affiché (huile épaisse et problème volet papillon)
16	TRACTEUR	MASSEY FERG 6445 4RM DYN6	2362JA15	09/02/2009	17000H	1 500 €	enchères domaine	Fort kilométrage, usure généralisée, utilisé en trateur epareuse mais vendu seul
17	VLU	RENAULT KANGOO 1.5DCI 85	AJ469YL	15/01/2010	300000KM	200 €	enchères domaine	Fort kilométrage, pneus HS, corrosion
18	VL	PEUGEOT 206 SOCIETE	BE732XJ	17/12/2010	175000KM	200 €	enchères domaine	Fort kilométrage, corrosion très importante
20	VL	RENAULT KANGOO 1.5DCI 70	6411HY15	18/02/2008	311000KM	200 €	enchères domaine	refus CT (siège chauffeur, essieu arrière, suspension...), fort kilométrage, usure généralisée, corrosion, moteur changé à 200000 Km
21	VL	FORD GALAXY D	FJ816EX	30/07/2019	147000KM	7 000 €	enchères domaine	choc avant gauche, parechoc phare et non visible
22	VLU	PEUGEOT BIPPER 1.3HDI 75	CW351EX	25/06/2013	260000KM	200 €	enchères domaine	Fort kilométrage, corrosion, usure généralisée
23	VL	TOYOTA YARIS ES 4CV	CJ888HB	31/07/2012	218000KM	500 €	enchères domaine	Fort kilométrage corrosion
24	PL	CAM MERC.BENZ AXOR 19T 163A0N	CP289YN	22/02/2008	11200 H	4 000 €	enchères domaine	Défaut boîtier moteur, fuite vérin de benne, pneus HS
25	SALEUSE	Saleuse Acomelis 6 m3 VIS	E1906	07/11/2005		200	enchères domaine	pas de boîtier
26	VL	CITROEN BERLINGO 1.6 HDI 100 FAP	EF843RN	30/09/2016	206600	300	enchères domaine	Moteur HS, casse courroie distrib
27	PL	RENAULT MASCOT 150.65 DC BENNE	1004 JA 15	06/01/2009	254000	4000	enchères domaine	Corrosion, ne démarre plus (segmentation collée), manque pièces cabine inférieure, suspension arrière HS
28	PL	RENAULT MASCOT 150.65 DC BENNE	DZ 308 QV	11/01/2008	283600 Km	4000	enchères domaine	Fort kilométrage - siège percé
29	Tracteur epareuse	RENAULT ERGOS 100 HYDRO 2RM+epareuse ROUSSEAU 5400 Ventrale	5369HP15 + D1877	24/02/2003	9964 H	1 000 €	enchères domaine	Usure generalisee
30	Tractopelle	Tractopelle JCB 4RM 3CX	D1705	11/10/1998	13350 H	2 000 €	enchères domaine	Usure generalisee - Pelle rétro condamnée
31	Tractopelle	Tractopelle JCB 4RM 3CX	D1729	26/02/2003	8900 H	2 000 €	enchères domaine	Usure generalisee - Pelle rétro condamnée

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-49

Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de bureaux pour un service unifié dans le cadre du Syndicat Mixte Cantal Attractivité

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Bruno FAURE ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CP06-51 de la Commission Permanente du 7 juillet 2023 validant la convention de mise à disposition de locaux en faveur du Syndicat Mixte "Cantal Attractivité" à l'Agence ;

Considérant le transfert des bureaux de l'Agence départementale de Saint-Flour au Pôle routier de Saint-Flour suite à son emménagement, il est proposé un avenant à la convention de mise à disposition de bureaux au Syndicat Mixte Cantal Attractivité ayant pour objet de redéfinir les conditions d'occupation et d'utilisation du nouveau local hébergeant le Syndicat à Saint-Flour ;

- **VALIDE** l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux à usage de bureaux pour le Syndicat Mixte "Cantal Attractivité", modifiant la désignation et les modalités financières, en fixant la redevance mensuelle à 9 € par m² pour ce bureau et en intégrant la surface dudit bureau au calcul des dépenses des charges courantes qui sont répercutées au Syndicat « cantal Attractivité » selon le prorata des charges effectivement constatées. Le projet d'avenant est joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant et tout acte s'y rapportant.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



AVENANT 1 A LA CONVENTION

MISE A DISPOSITION DE BUREAUX POUR UN SERVICE UNIFIÉ DANS LE CADRE DU SYNDICAT MIXTE « Cantal Attractivité »

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Vice-Président, Monsieur Didier ACHALME, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental en date du 20 juin 2025 ;

Ci-après dénommé le propriétaire ou le Département,

Et,

LE SYNDICAT MIXTE « CANTAL ATTRACTIVITÉ », sis Hôtel du département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE agissant en qualité et dûment habilité par délibération du Comité syndical en date du

Ci-après dénommé le bénéficiaire ou le partenaire,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 7 juillet 2023 approuvant une mise à disposition de bureaux répartis sur trois sites différents.

Il est convenu de ce qui suit :

Préambule :

Dans le cadre de ses missions, le Département du Cantal participe au fonctionnement du Syndicat Mixte « Cantal Attractivité » en mettant à sa disposition des locaux à usage de bureaux au bénéfice des agents du syndicat.

En date du 10 juillet 2023, le Département du Cantal a mis à la disposition du Syndicat « Cantal Attractivité » trois bureaux situés à l'hôtel du département, à l'Agence Départementale de Saint-Flour ainsi qu'à la MSD de Mauriac, formalisé par une convention.

Dans le cadre de l'emménagement au Pôle routier de Saint-Flour et du transfert des bureaux de l'Agence Départementale de Saint-Flour vers celui-ci en date du 17 août 2024, le présent avenant a pour objet de redéfinir les conditions de la mise à disposition des locaux hébergeant le Syndicat « Cantal Attractivité » et de régir les conditions d'occupation et d'utilisation de ces nouveaux locaux.

- *L'article 1.2 de la convention initiale est modifié dans les termes suivants :*

1.2 - Désignation

- Le Département du Cantal met à la disposition du Syndicat « Cantal Attractivité » trois bureaux au sein de ses propriétés, ainsi définie :

- Un bureau de 15 m² (B304) situé à l'Hôtel du Département
- Un bureau de 13 m² situé au Pôle routier de Saint-Flour
- Un bureau de 8 m² situé à la MSD de Mauriac, selon les disponibilités, partagés avec les agents sociaux du Département.

L'occupation du Syndicat « Cantal Attractivité » relevant d'un total de 36 m² hors les parties communes.

- *L'article 3 de la convention initiale est modifié dans les termes suivants :*

ARTICLE 3 - MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

3.1 Loyer - Redevance

Cette mise à disposition fait l'objet du paiement d'une redevance établie sur la base d'un équivalent loyer et de l'ensemble des charges courantes.

- Pour Saint-Flour, le Département met à disposition 13 m² de bureau situé au Pôle routier de Saint-Flour, rue du Millepertuis – 15100 Saint-Flour : coût fixe mensuel de 9€ / m².

3.2 Charges

La surface de bureau situé au Pôle routier de Saint-Flour sera intégrée au calcul des dépenses des charges courantes qui sont répercutées au Syndicat « cantal Attractivité » selon le prorata des charges effectivement constatées.

REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Annexe 1 : Plan des locaux situé au Pôle routier de Saint-Flour

Fait à Aurillac, en 2 exemplaires, le

Pour le Département du Cantal,

Monsieur le Vice-Président du Conseil
départemental

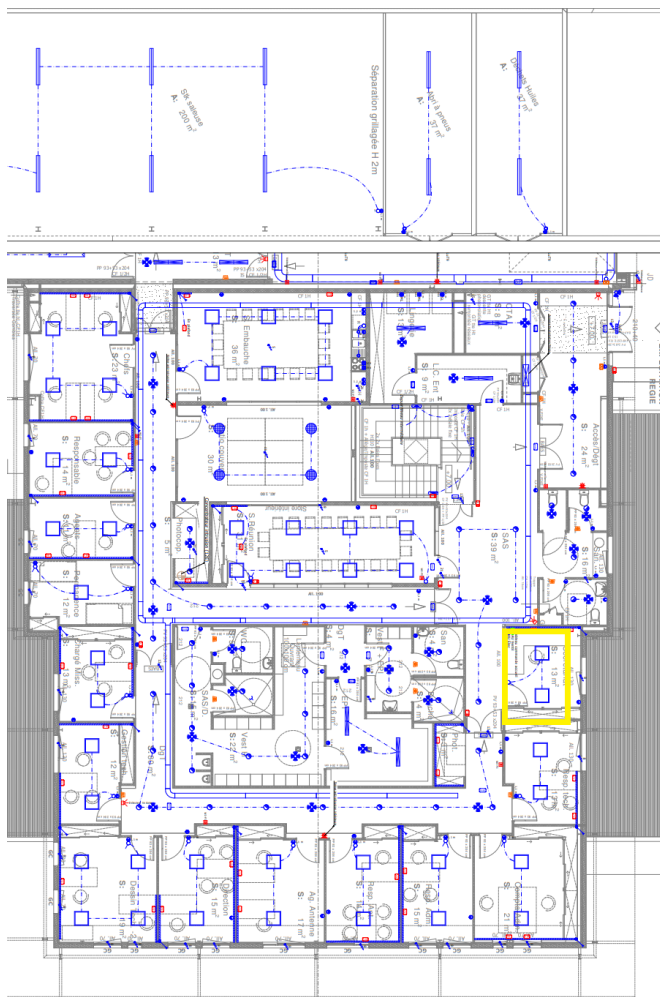
Didier ACHALME

Pour le Syndicat Mixte « Cantal Attractivité »,

Monsieur le Président,

Bruno FAURE

Annexe avenant n°1 à la mise à disposition de bureaux pour un service unifié
dans le cadre du syndicat mixte « cantal attractivité »
Plan locaux situé au Pôle routier de Saint-Flour



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-50

Avenant à la convention de mise à disposition de locaux sur le site des Haras d'Aurillac en faveur de l'Ecole de cirque "Tout un cirque"

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération n°23CP05-24 de la Commission Permanente, en date du 26 mai 2023, autorisant la mise à disposition de locaux en faveur de l'école de cirque "Tout un cirque" ;

Vu la délibération n°25CP01-37 en date du 31 janvier 2025 de la Commission Permanente du Conseil départemental approuvant le renouvellement de la mise à disposition de l'Association « Tout un cirque » des locaux situés sur le site des Haras ;

Considérant l'activité développée par l'association "Tout un cirque", depuis 2013, sur le site des Haras national d'Aurillac et l'arrivée à échéance de la convention de mise à disposition de locaux sur le site des Haras ;

- **APPROUVE** l'avenant à la convention de mise à disposition de locaux situés sur le site des Haras aux termes duquel la durée est prolongée. La convention prendra fin préalablement à la signature d'un acte de vente des locaux, sans pouvoir dépasser la date du 31 juillet 2026. Le projet d'avenant est joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant et tout acte s'y rapportant.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Avenant à la convention de mise à disposition de locaux sur le site des Haras d'Aurillac en faveur de l'Ecole de cirque « Tout un cirque »

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC et représenté par son Président Monsieur Bruno FAURE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Conseil départemental en date du 1er juillet 2021 ;

Ci-après dénommé le propriétaire ou le Départemental,

D'une part,

et

L'Association « Tout un cirque », sis Avenue Julien - 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Robert FONTUGNE, agissant en qualité et habilité à cet effet ;

Ci après dénommé l'occupant ou le bénéficiaire,

D'autre part

Vu la délibération n°25CP01-37 en date du 31 janvier 2025 de la Commission Permanente du Conseil départemental approuvant de mettre à disposition de l'Association « Tout un cirque » des locaux situés sur le site des Haras.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

En date du 1^{er} janvier 2023 une convention de mise à disposition à titre précaire de locaux situés sur le site des Haras d'Aurillac en faveur de l'Association « Tout un cirque » a été conclue pour une durée d'un an et renouvelée pour une période d'un an et sept mois, soit une échéance au 31 juillet 2025.

A ce jour le Département est sollicité pour une prolongation de l'occupation précaire des locaux dans les mêmes conditions et dont la durée d'occupation n'excédant pas le 31 juillet 2026.

Il est convenu ce qui suit :

La convention dont la désignation est mentionnée ci-dessus est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

Article 1 – DUREE DE LA CONVENTION

L'article 8 de la convention initiale est modifié dans les termes suivants :

Cette convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025 pour une période d'un an et six mois, allant jusqu'au 31 juillet 2026.

Elle est révocable de plein droit à tout moment et prendra fin en tout état de cause, à la date où le bénéficiaire cessera de remplir ses fonctions justifiant l'octroi de la concession.

Le bénéficiaire a été informé qu'il ne saurait se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux et qu'en conséquence la législation relative aux baux ne pourra s'appliquer.

Article 2 – RESILIATION DE LA CONVENTION

L'article 10 de la convention initiale est modifié dans les termes suivants :

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative du propriétaire ou de l'occupant à tout moment à charge pour chacun de prévenir l'occupant ou le propriétaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'Huissier de Justice en respectant un délai de préavis de trois mois pour les deux parties.

En cas de vente de la propriété appartenant au Département du Cantal durant la période d'occupation fixée par le présent avenant, il sera proposé de poursuivre la mise à disposition des locaux au nouveau propriétaire.

Article 3

Toutes les clauses de la convention initiale et, le cas échéant, de ses avenants éventuels, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Fait à Aurillac en deux exemplaires originaux le

Pour le Département du Cantal
Monsieur le Président

Bruno FAURE

Pour l'association « Tout un cirque »
Monsieur le Président

Robert FONTUGNE

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

REUNION DU 4 JUILLET 2025

DELIBERATION N°25CP06-51

Transfert de garantie d'emprunt au bénéfice de l'Association Les Amis de CLEAH

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 11 juin 2025, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Dominique BEAUDREY donne pouvoir à M. Florian MORELLE, M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Bruno FAURE donne pouvoir à M. Didier ACHALME, M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA, Mme Magali MAUREL donne pouvoir à M. Stéphane FRECHOU, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Valérie SEMETEYS donne pouvoir à M. Gilles COMBELLE.

La Commission Permanente du Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°09CP06-002 du 26 juin 2009 accordant une garantie d'emprunt partielle à hauteur de 70% de 2 443 480 € sur le prêt n°1144998 auprès de la Caisse des Dépôts au bénéfice de l'association Villebouvet ayant son siège social, 39 rue du Laiton 77176 Savigny-le-Temple pour la construction d'un foyer d'accueil médicalisé situé à Pierrefort ;

Vu la délibération n°09CP06-001 du 26 juin 2009 accordant une garantie d'emprunt partielle à hauteur 50% de 2 492 840 € sur le prêt n°2522635J auprès du Crédit Foncier au bénéfice de l'association Villebouvet ayant son siège social, 39 rue du Laiton 77176 Savigny-le-Temple pour la construction d'un foyer d'accueil médicalisé situé à Pierrefort ;

Vu la délibération 21CD02-13 du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la commission permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la fusion de l'association de VILLEBOUVET et l'Association Les Amis de Germenoy, constituant l'Association Les Amis de CLEAH ;

Considérant qu'un acte notarié, actant le transfert de propriété, a été signé en ce sens le 8 août 2024 avec pour prise d'effet le 1^{er} janvier 2025 ;

Considérant la demande formulée par l'association Les Amis de CLEAH, 10 rue de l'Aluminium, 77176 SAVIGNY LE TEMPLE le 26 février 2025, tendant à obtenir le transfert à son bénéfice des garanties d'emprunt accordées par le Département ;

- **ACTE** le transfert des garanties accordées initialement à l'association Villebouvet au bénéfice de la nouvelle association LES AMIS DE CLEAH sans changement des conditions liées aux deux prêts concernés.

Numéro de contrat	Etablissement bancaire	Montant initial	Année de réalisation	Durée en mois	Échéance du prêt	Taux d'intérêt	Pourcentage du prêt garanti par le Département
1144998	Caisse des dépôts	2 443 480 €	2009	480	01/10/2051	Livret A + 0,6%	70%
2522635J	Crédit Foncier	2 492 840 €	2009	360	30/09/2041	Livret A	50%

La garantie partielle de la Collectivité est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'association LES AMIS DE CLEAH et le Département pour les prêts qui sont passés entre les banques Crédit Foncier et Caisse des Dépôts avec l'association Les Amis de CLEAH, jointe en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer la convention.

Publication : 10-07-2025

Transmission Préfecture : 10-07-2025

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

ASSOCIATION LES AMIS DE CLEAH

pour un montant initial garanti de 2 956 856 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 04 juillet 2025,

Et l'Association Les Amis de CLEAH, dont le siège est 10 rue de l'Aluminium, 77176 SAVIGNY LE TEMPLE, représenté par Monsieur Le Directeur,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L 3231-4 et L 3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande d'emprunt ;

Considérant que les emprunts initialement contractés par l'Association de Villebouviet sont transférés au 1^{er} janvier 2025 à l'association Les Amis de CLEAH qui en devient bénéficiaire, suite au projet d'apport de biens à son profit.

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 04 juillet 2025, a décidé de confirmer la garantie partielle apportée aux les emprunts ci-dessous :

Numéro de contrat	Etablissement bancaire	Montant initial	Année de réalisation	Durée en mois	Échéance du prêt	Taux d'intérêt	Pourcentage du prêt garanti par le Département
1144998	Caisse des dépôts	2 443 480 €	2009	480	01/10/2051	Livret A + 0,6%	70%
2522635J	Crédit Foncier	2 492 840 €	2009	360	30/09/2041	Livret A	50%

Les emprunts initialement contractés par l'Association de Villebouviet sont transférés à l'association Les Amis de CLEAH qui en devient bénéficiaire, à la suite du projet d'apport de biens à son profit.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'association Les Amis de CLEAH ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'association Les Amis de CLEAH aussitôt que sa situation financière le lui permettra, l'avance devant être remboursée au plus tard 10 ans après le versement par le Département du premier euro constituant la mise en jeu de sa garantie.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues aux établissements précités.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'association Les Amis de CLEAH.

L'association Les Amis de CLEAH s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'association Les Amis de CLEAH adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION LES AMIS
DE CLEAH

LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Régis CAUDARD

Bruno FAURE